

AVANT-PROPOS

Cette note de recherches présente de façon intégrale le mémoire de maîtrise que j'ai déposé en octobre 1999 au département des sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal en tant qu'exigence partielle de la maîtrise.

Lorsque j'ai entamé mes études de maîtrise, je m'apprêtais à faire un mémoire sur la sécurité en Europe centrale et orientale. J'avais déjà travaillé sur cette région qui m'intéressait grandement par la spécificité de sa situation de transition politique, économique, sociale, idéologique et militaire, dans le contexte de la fin de la Guerre froide. J'entrepris alors d'étudier la situation sécuritaire de cette région. Mais très vite j'ai dû arrêter pour me demander : « Mais de quelle 'sécurité' est-il question? ». Je m'interrogeais à savoir quel concept de sécurité sous-tendrait mon étude.

À l'époque, la question faisait sourire quelques spécialistes des études stratégiques et de sécurité. Certains me répondaient que la question ne se posait pas, puisqu'il n'existait qu'un seul concept de sécurité, soit le concept traditionnel militaro-étatique. Par conséquent, la sécurité se résumait à l'absence de conflit militaire entre les États.

Cette réponse ne me satisfaisait pas du tout et me laissait même assez incrédule. Bien qu'il n'y avait pas de conflits interétatiques en perspective en Europe centrale et orientale (qui comprenait les Balkans, selon ma définition géographique), je constatais qu'il y avait, malgré tout, plusieurs menaces qui pesaient sur la sécurité des États, mais surtout sur celle des populations. Nombre de risques et de vulnérabilités (effondrement économique, transition d'un État autoritaire à un État démocratique, réveil des nationalismes et des identités religieuses, vétusté de plusieurs installations nucléaires, prolifération

d'armes de toutes sortes, dégradation environnementale, criminalisation d'économies parallèles, ou encore absence de soins élémentaires à la population) confrontaient la sécurité de ces derniers et, à terme, celle des États et des populations en périphérie de cette région.

C'est alors que je me suis penchée sur la question du concept de sécurité, à la recherche d'une définition plus large et plus flexible que le concept traditionnel. J'entrepris de faire une revue de littérature sur la question avant de poursuivre ma recherche empirique sur l'Europe centrale et orientale. J'ai alors découvert un débat passionnant : le débat sur le concept de sécurité [que j'appelle la (re)conceptualisation de la sécurité]. Je me suis attardée à deux concepts de sécurité qui me semblaient très prometteurs, soient les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale, sans jamais pour autant perdre de vue le concept traditionnel militaro-étatique qui domine toujours les études de sécurité en Relations internationales. C'est dans cette perspective que l'analyse des prémisses théoriques de base des concepts de sécurité humaine et globale s'est inscrite dans un angle d'analyse théorique comparative avec le concept traditionnel de la sécurité.

Avant d'entamer une étude empirique de la sécurité d'une région quelconque, je tenais à comprendre les fondements théoriques de ces concepts, me permettant par le fait même d'évaluer les limites et les implications conceptuelles et pratiques que leur utilisation pouvait engendrer. Devant l'ampleur du débat sur la question de la sécurité et des différences théoriques sous-jacentes à chacun des concepts de sécurité humaine et de sécurité globale qui impliquent des conséquences conceptuelles et pratiques majeures, j'ai décidé de consacrer tout mon mémoire à cette « (re)conceptualisation de la sécurité ».

Je tiens à remercier sincèrement mon directeur de maîtrise, le professeur Dan O'Meara du département de science politique de l'Université du Québec à Montréal et chercheur au Centre d'Études des Politiques étrangères et de Sécurité (CÉPÉS), ainsi que Alex Macleod, directeur du CÉPÉS et professeur du département de science politique de la même université. Merci également au professeur invité Stéphane Roussel du département de science politique de l'Université de Montréal. Chacun d'eux, par leurs lectures attentives et leurs conseils vivement appréciés, a impulsé d'une façon ou d'une autre ma réflexion dans le débat sur la sécurité. Toutefois, aucun d'entre eux ne saurait être tenu responsable pour les idées que j'avance dans cette note de recherche.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| AVANT-PROPOS | ii |
| RÉSUMÉ | vi |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE I | |
| PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA THÉORIE RÉALISTE..... | 9 |
| 1.1 Les prémisses théoriques du « problem-solving theory » ou du méta- paradigme rationaliste..... | 10 |
| 1.1.1 Une épistémologie positiviste | 10 |
| 1.1.2 Pourquoi le système interétatique est considéré comme étant anarchique | 12 |
| 1.1.3 Le processus de réification qu’implique l’ontologie matérialiste du méta- paradigme rationaliste et l’épistémologie positiviste | 19 |
| 1.1.4 Le réalisme: une théorie qui se veut ahistorique | 21 |
| 1.2 La notion de sécurité dans la théorie réaliste..... | 23 |
| CHAPITRE II | |
| PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA THÉORIE CRITIQUE DES ÉTUDES DE SÉCURITÉ..... | 30 |
| 2.1 Les prémisses théoriques de la théorie critique des études de sécurité : l’approche de l’éthique globale et l’approche néo-gramscienne | 30 |
| 2.1.1 Une épistémologie réflexive au méta-paradigme rationaliste | 30 |
| 2.1.2 L’unité ontologique de base de la théorie critique : les structures sociales de l’approche de l’éthique globale et les forces sociales de l’approche néo- gramscienne | 35 |
| 2.1.3 La théorie critique : une théorie normative et intersubjective..... | 40 |
| 2.1.4 L’importance du discours dans la théorie critique | 42 |
| 2.2 Le concept de sécurité dans la théorie critique des études de sécurité...46 | |
| 2.2.1 L’approche de l’éthique globale de la théorie critique des études de sécurité..... | 46 |
| 2.2.2 L’approche néo-gramscienne de la théorie critique des études de sécurité | 51 |

CHAPITRE III

| | |
|--|----|
| LA (RE)CONCEPTUALISATION DE LA SÉCURITÉ DANS LE PARADIGME RÉALISTE..... | 59 |
| 3.1 Le concept de sécurité étatique..... | 60 |
| 3.1.1 La (re)conceptualisation de la sécurité selon Stephen M. Walt | 61 |
| 3.2 Le concept de sécurité élargie..... | 64 |
| 3.2.1 La révision du concept de sécurité selon Helga Haftendorn | 64 |
| 3.2.2 La révision du concept de sécurité selon Edward A. Kolodziej..... | 65 |
| 3.2.3 La (re)conceptualisation du concept de sécurité selon Barry Buzan, Ole Weaver, Jaap de Wilde | 67 |

CHAPITRE IV

| | |
|--|----|
| LA (RE)CONCEPTUALISATION DE LA SÉCURITÉ DANS LA THÉORIE CRITIQUE | 78 |
| 4.1 Le concept de sécurité humaine..... | 79 |
| 4.1.1 Le concept de sécurité humaine de l'approche de l'éthique globale.... | 79 |
| 4.1.2 Le concept de sécurité humaine de l'approche néo-gramscienne | 87 |
| 4.2 Le concept de sécurité globale..... | 94 |
| 4.2.1 Le concept de sécurité globale de l'approche de l'éthique globale..... | 94 |
| 4.2.2 Le concept de sécurité globale de l'approche néo-gramscienne | 98 |

CHAPITRE V : CONCLUSION

| | |
|--|-----|
| LES IMPLICATIONS CONCEPTUELLES ET PRATIQUES DES CONCEPTS RÉALISTES ET CRITIQUES DE LA SÉCURITÉ..... | 101 |
| 5.1 Les implications conceptuelles des concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie | 102 |
| 5.2 Les implications pratiques des concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie | 105 |
| 5.3 Les implications conceptuelles et pratiques des concepts de sécurité humaine et de sécurité globale de la théorie critique de l'approche de l'éthique globale..... | 107 |
| 5.4 Les implications conceptuelles et pratiques des concepts de sécurité humaine et de sécurité globale dans la perspective néo-gramscienne | 113 |

BIBLIOGRAPHIE.....117

INTRODUCTION

La discipline des Relations internationales dans le domaine des études de sécurité a vu surgir, surtout depuis la fin de la Guerre froide, une prolifération de concepts de sécurité: « sécurité transnationale », « sécurité élargie », « sécurité humaine », « sécurité globale », « sécurité coopérative », etc. Non seulement il y a tentative de (re)conceptualisation de la sécurité au sein même du méta-paradigme rationaliste (composé des paradigmes réaliste/néo-réaliste et libéral/néo-libéral dits également traditionnels), mais aussi au sein des théories émergentes du méta-paradigme « réflexif »¹ (composé entre autres de la théorie critique des études de sécurité).

Lorsque la bipolarité était la représentation dominante du système international, le concept de sécurité étatique (le concept de sécurité traditionnel) semblait, pour la quasi-totalité de la communauté « épistémique », correspondre le mieux à ce système, puisqu'il offrait des réponses adaptées aux menaces à la sécurité susceptibles de surgir entre les deux blocs dominants. Suite à l'éclatement du système bipolaire, l'environnement international et les menaces à la sécurité

¹ C'est une traduction personnelle de « *reflective theory* ». Le méta-paradigme « réflexif » se présente également et généralement sous l'appellation de méta-paradigme Critique. Celui-ci comprend les théories post-structuraliste, post-moderniste, critique, féministe et dans une certaine mesure constructiviste, lequel tente de faire le pont entre le méta-paradigme Critique et le méta-paradigme rationaliste. Toutefois, nous préférons employer le terme « réflexif », afin d'éviter toute confusion avec la théorie critique dont il sera question ici. Le premier à avoir utilisé le concept de « *reflective theory* » est Robert Keohane dans « International Institutions: Two Approaches », *International Studies Quarterly*, vol. 32, no. 4, Décembre, 1988, p. 379-96. Celui-ci distingue l'émergence d'une nouvelle position théorique « réflexive » (*reflectivist*) en relations internationales par rapport à l'école de pensée rationaliste dominante. Toutes ces nouvelles théories sont dites « réflexives » dans le sens où elles présentent une épistémologie post-positiviste de base commune qui s'avère en opposition à celle des théories traditionnelles. Toutefois, notons que cette distinction épistémologique fait l'objet de plusieurs critiques de la part des tenants de ces différentes théories émergentes (théorie critique, post-structuraliste, post-moderniste, féministe, etc.) qui refusent d'être rassemblés sous le même « méta-paradigme ».

À l'égard de ces critiques voir Bradley S. Klein, *Strategic Studies and World Order: The Global Politics of Deterrence*, CSIR, Cambridge University Press, 1994, p. 36, ainsi que John Baylis et Steve Smith, « New approaches to International Theory », *The Globalization of World Politics: An Introduction to International Relations*, Oxford ; Oxford University Press, 1997, p. 165-189. Quoi qu'il en soit, nous n'aborderons pas ce débat et utiliserons ce terme dans le but de distinguer ces théories émergentes de celles qui se trouvent sous le méta-paradigme rationaliste. Toutefois notre définition de « réflexivité » est plus large et, à notre sens, plus complète que celle proposée par Keohane qui se limite aux différences épistémologiques. Nous nous référons à la définition proposée par Mark Neufeld: « Reflexivity is a meta-theoretical stance involving a recognition of the relationship of

inhérentes à celui-ci connurent un bouleversement impressionnant. Par conséquent, plusieurs théoriciens s'inscrivant dans le méta-paradigme rationaliste des études de sécurité jugèrent nécessaire de revoir le concept de sécurité traditionnelle. Dans ce contexte de révision conceptuelle, les approches réflexives, avec entre autres les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale, réussirent à s'immiscer plus largement, qu'à l'époque de la Guerre froide, dans ce débat de la (re)conceptualisation de la sécurité.

Tous ces débats théoriques peuvent paraître vains, abstraits et parfois « idéalistes ». Mais ceux-ci ne doivent pas être ignorés ou mal compris, puisque les concepts qui émergent de ces débats théoriques sont souvent repris, à plus ou moins long terme, par les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux pour servir de guide à la formulation de leurs politiques. Pensons seulement à la politique étrangère du Canada qui, depuis 1995, fait de la « sécurité humaine » son credo principal.² La diplomatie française se réfère également au concept de sécurité humaine. Au nom de celui-ci, elle a proposé à l'ONU l'adoption du principe du « droit d'ingérence ». Dans son *Livre blanc sur la défense*, de 1994, elle fait également appelle à une conception « globale de la défense », afin de pouvoir répondre à la « diversification des risques de toute nature [qui] caractérisent [...] la fin de ce siècle »³. Puisque la France ne connaît plus, pour la première fois de son histoire, de menaces militaires directes à ses frontières, son *Livre blanc* énonce:

L'analyse des risques auxquels nous pouvons être confrontés dans le nouveau contexte stratégique serait incomplète sans l'évocation des menaces non-militaires qui pèsent sur notre sécurité. Celles-ci, exploitant des vulnérabilités nationales, sont souvent facilitées ou stimulées par la mondialisation des échanges et des flux, dont il

the conception of the “facts” and “values” on one hand, and a community-specific social and political agenda on the other, [...]» «Reflexivity and International Relations Theory », *Millennium*, vol. 2, no. 1, 1993, p. 60.

² À cet égard, voir le texte de Myriam Gervais et Stéphane Roussel, «De la sécurité de l'État à celle de l'individu: l'évolution du concept de sécurité au Canada (1990-1996)», *Études internationales*, vol. XXIX, no. 1, mars 1998, p. 25-51. Et le texte du Ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, *La sécurité des individus dans un monde en mutation*, Ottawa, MAECI, avril 1999.

³ *Livre blanc sur la défense 1994*, Paris, 10/18, p. 47.

importe de tenir compte de plus en plus pour la définition de la stratégie de défense.⁴

Il est désormais moins question de menaces militaires directes que de *risques*, de *défis* et de *vulnérabilités* nationales. Dans ce contexte, le concept de sécurité globale trouve toute sa justification.

Outre ces deux acteurs étatiques, l'ONU s'est également lancée dans la promotion des concepts de sécurité humaine et de sécurité globale. *L'Agenda pour la Paix*⁵ est éloquent à cet égard.

Toutefois, la transition de ces nobles concepts théoriques (sécurité humaine et sécurité globale) à leur application pratique paraît très difficile. L'application de ces concepts posent moult problèmes dans la représentation westphalienne du système international. Comme nous le verrons, les politiques relatives à ces concepts, les politiques d'intervention humanitaire ou de prévention contre la dégradation de l'environnement planétaire par exemple, bouleversent et forcent les structures du système international, construites depuis des siècles et maintenues à travers les pratiques de la politique étrangère.⁶

Cette difficulté de transition théorique à la pratique peut s'expliquer, comme le soulignent Gervais et Roussel, par le fait que les élites de décideurs politiques, qui ont repris ces concepts, n'ont pas réalisé l'ampleur des ruptures conceptuelles et pratiques que ceux-ci engendrent par rapport à la représentation traditionnelle dominante du système international. Étant donné

⁴ *idem*, p. 38.

⁵ Boutros Boutros-Ghali, Nations unies, Conseil de sécurité, *Agenda pour la paix: la diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix*, New York: Nations Unies, Département de l'information, 1992, 57 p.

⁶ À l'égard des difficultés d'application des politiques relatives au concept de sécurité humaine et de sécurité globale et des problèmes conceptuels et pratiques que celles-ci engendrent, voir les parties II et III de l'ouvrage de Chester A. Crocker et all. (dir.), *Managing Global Chaos*, Washington, United States of Peace Press, 1996, p. 173-521. Voir aussi Philippe Moreau Desfarges, *Une monde d'ingérences*, Paris, Presses de Sciences Po. Bibliothèque du citoyen, 1997, 126 pages. Et Thomas F. Homer-Dixon, « Environmental Scarcities and Violent Conflict », in *International Security*, vol. 19, no. 1, 1994, p. 5-40.

ces ruptures (encore mal appréhendées) il n'est pas étonnant que la mise en œuvre des politiques de sécurité humaine ou globale rencontre de grandes difficultés, tant aux plans de la cohérence que de la coordination. Cette mauvaise appréhension de ces ruptures peut s'expliquer par la méconnaissance du paradigme qui renferme ces concepts de sécurité humaine et globale, et des conséquences théoriques et pratiques inhérentes à ce paradigme. Gervais et Roussel soulèvent ce problème lorsqu'ils écrivent: « [...] les postulats sur lesquels s'appuie cette notion (la sécurité humaine) n'ont pas fait, jusqu'ici, l'objet d'analyse de la part des spécialistes ».⁷

Dans cette perspective, nous nous proposons de retracer et d'analyser les postulats de base sous-jacents aux concepts de sécurité humaine et de sécurité globale. Cette analyse nous paraît nécessaire si l'on aspire à mieux comprendre les implications conceptuelles et pratiques qu'engendre l'utilisation de ces concepts de sécurité. Notons bien, toutefois, que nous ne tenterons pas d'expliquer les conditions nécessaires à l'atteinte de la sécurité, mais bien de *comprendre ces concepts de sécurité par la découverte et l'analyse de leurs postulats théoriques de base*. Comme l'écrit D.A. Baldwin: « [...] conceptual clarification logically precedes the search for the necessary conditions of security, because the identification of such conditions presupposes a concept of security ».⁸ Il est donc important de s'attarder à un tel travail théorique.

C'est l'analyse théorique du concept de sécurité qui permet de comprendre et d'expliquer comment le concept de sécurité est construit, pourquoi certaines menaces peuvent être ou non intégrées au concept, comment certaines politiques de sécurité sont élaborées et pourquoi elles s'avèrent plus ou moins facilement applicables. Les paradigmes théoriques forment les concepts de

⁷ *Loc. cit.*, p. 47.

⁸ À cet égard, Baldwin cite Harold D. Lasswell et Abraham Kaplan: «The elaboration of hypotheses presupposes, logically, a conceptual framework in terms of which clear hypotheses may be formulated». *Power and Society: A*

sécurité, qui à leur tour guident la formulation des politiques de sécurité. L'analyse théorique des concepts de sécurité est donc une étape nécessaire dans la recherche d'une situation sécuritaire souhaitée.

Il aurait été intéressant d'analyser les postulats de base de tous les concepts de sécurité qui se sont immiscés dans le domaine des études de sécurité depuis la fin de la Guerre froide. Mais un choix a dû s'imposer. Pour deux raisons, nous avons retenu les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale. Premièrement, ces deux concepts de sécurité semblent les plus « populaires » dans les milieux académiques et politiques. Différents gouvernements et organisations internationales font de plus en plus appel aux concepts de sécurité humaine dans une perspective globale pour justifier des interventions sur la scène internationale.⁹ Deuxièmement, ces deux concepts sont les fruits de la théorie critique des études de sécurité, une des théories la plus « réflexive » à la théorie réaliste, laquelle s'inscrit dans le méta-paradigme rationaliste et qui domine toujours les Relations internationales.

L'analyse des postulats de base des concepts de sécurité passe par l'étude du cadre théorique dans lequel ces concepts s'inscrivent. La recherche des postulats théoriques de base des concepts de sécurité humaine et de sécurité globale impliquent donc nécessairement une analyse de la théorie critique. L'analyse du paradigme réaliste s'avère également tout aussi importante, puisque la théorie critique s'est développée en réaction, ou en « réflexion », à celui-ci. En outre, le concept de sécurité traditionnel dominant, soit le concept de sécurité étatique, et le concept plus récent de « sécurité élargie » résident à l'intérieur de ce paradigme. Cette analyse comparative des théories réaliste et

Framework for Political Inquiry, New Haven, CT, 1950, p.x., cité in David A. Baldwin, «The Concept of Security», in *Review of International Studies*, vol 23, no. 1, 1997, p. 8.

⁹ Par exemple, c'est au nom de la sécurité humaine que le traité sur l'interdiction des mines antipersonnelles a été élaboré et adopté, ainsi que la Cour pénale internationale a été créée. Et dans un autre ordre de mesure, c'est au nom de la sécurité humaine que l'Otan est intervenue militairement au Kosovo en mars-avril 1999, devant la multiplication des milliers de réfugiés que créait l'exode massif de la population albanaise.

critique permettra de comprendre les postulats de base des concepts de sécurité inhérents à chacune de ces théories et contribuera à évaluer les ruptures conceptuelles et pratiques que les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale engendrent par rapport aux concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie.

L'analyse de ces deux théories se fera selon la grille d'analyse présentée par Rioux, Keenes et Légaré, c'est-à-dire selon une méthode de comparaison épistémologique, ontologique et normative.¹⁰ Ce mémoire consiste donc en une analyse théorique comparative. Il s'avère un ouvrage exclusivement théorique.

Mais avant de poursuivre, une première clarification théorique sur la nature de la théorie critique s'impose. Aucun consensus n'existe sur une définition précise de la théorie critique. Mais celle-ci est généralement reconnue comme étant celle qui admet et souligne la nature « construite » de la réalité sociale (constructed nature of social reality¹¹). Mais nous avons décidé de nous référer plus précisément à la classification des différentes théories en Relations internationales que John Baylis et Steve Smith ont établi dans leur ouvrage *The Globalization of World Politics*. Nous avons pu en déduire que deux grands

¹⁰ Les paradigmes réaliste et critique seront analysés et comparés selon la grille d'analyse proposée par Rioux, Keenes et Legaré. Ceux-ci utilisent la notion de paradigme en tant que «concept analytique précisant la notion commune et imprécise de vision du monde. Un paradigme est donc une image intellectuelle plus ou moins systématique, cohérente et consistante de ce qu'est l'univers (dans ce cas-ci l'univers politique international)». Ils poursuivent expliquant que «la façon de voir les choses fournie par un paradigme est complexe; elle comprend des axiomes définissant une ontologie et une épistémologie, et un ensemble de valeurs.» L'ontologie d'un paradigme est la définition des «principales unités constituant le monde». L'épistémologie correspond aux «moyens d'acquérir la connaissance», c'est-à-dire aux «instruments pertinents et fiables permettant l'explication» que chaque paradigme possède. Pour ce qui est du caractère normatif, «tout paradigme contient, implicitement ou explicitement un exemple de normes et de valeurs suggérant des prescriptions et des proscriptions à l'action». Bien sûr, comme les auteurs l'admettent eux-mêmes, cette notion de paradigme est «heuristique» et «idéaliste». Néanmoins, nous considérons qu'elle est des plus pertinentes, puisque, comme le soulignent Keenes, Rioux et Légaré, «les catégories utilisées facilitent l'analyse des conflits politiques et idéologiques qui se déroulent autour de la connaissance scientifique et théorique». Jean-François Rioux, Ernie Keenes et Gregg Légaré, «Le néo-réalisme ou la reformulation du paradigme hégémonique en Relations internationales», in *Études internationales*, vol. XIX, no. 1, mars 1988, p. 57-80.

¹¹ Définition de Alexander Wendt dans Michael C. Williams, «Identity and the Politics of Security», in *European Journal of International Relations*, vol. 4, no. 2., 1998, p. 204-225.

volets théoriques composent cette théorie critique ; ce qui a également été implicitement confirmé à travers notre revue de littérature.

Le premier volet trouve ses racines dans la théorie critique de l'École de Francfort, qui a vu le jour au début des années vingt avec Max Horkheimer, Theodor Adorno et plus tard, Jürgen Habermas. Comme le souligne Keith Krause, l'utilisation du terme « critique » en tant que parapluie regroupant les différents travaux qui s'inscrivent à l'extérieur du méta-paradigme rationaliste, fait violence aux origines intellectuelles du terme, dans la tradition critique allemande, puisque la théorie critique des études de sécurité (qui est née de la Conférence de York en 1994) inclut certaines idées post-structuralistes et post-modernistes que l'école de Frankfort rejette, d'ailleurs, de manière résolument « moderniste ». ¹² Toutefois, plusieurs idées de cette école, surtout développées par Horkheimer, sont largement reprises dans la théorie critique des études de sécurité. ¹³ Ces idées sont celles de l'émancipation de l'humain, de la construction sociale et historique des « faits », de la domination dans le monde social ainsi que de la nécessité d'intégrer à la science une réflexion sur elle-même et sur les intérêts des théoriciens qui poussent la théorie dans une certaine direction. Pour les fins de ce mémoire, nous appellerons ce premier volet de la théorie critique : « l'éthique globale ».

Le deuxième volet est celui de tendance néo-gramscienne qui tire bien évidemment ses racines de la pensée de Gramsci et dont le principal promoteur en Relations internationales fut Robert Cox. Selon Baylis et Smith, Cox est un des théoriciens qui a le plus marqué la théorie critique. Ils écrivent : « In international theory the first major critical theory contribution was in 1981 by

¹² « Critical Theory and Security Studies : The Research Programme of Critical Security Studies », in *Cooperation and Conflict*. Vol. 33, no. 3, septembre 1998, p. 299.

¹³ *The Globalization of World Politics...*, op.cit., p. 175-176. Et, Max Horkheimer, *Théorie Critique : Essais*, présenté par Luc Ferry et Alain Renaut, Paris, Éditions Payot, coll. Critique de la politique, 1978, p. 9-40 et 355-373.

Robert Cox». ¹⁴ Les théoriciens critiques des études de sécurité se réfèrent à Cox dans le sens où celui-ci remet en question et rejette tout ce qui s'inscrit dans le méta-paradigme rationaliste. Comme le confirment Krause et Williams, deux des auteurs les plus influents des études critiques de la sécurité : « Perhaps the most straightforward way to convey our sense of how *critical* should be understood [...] is Robert Cox's distinction between problem-solving and critical theory [...] ». ¹⁵ Mais nous considérons que nous ne pouvons limiter la théorie critique de Cox à cette dimension. Étant un des piliers de la théorie critique, nous considérons qu'il serait malhonnête, même si cela ajoute une dimension théorique supplémentaire au mémoire, d'occulter l'approche « néo-gramscienne » qui se trouve au cœur des travaux de Cox. ¹⁶

Ce mémoire sera composé de cinq parties. Premièrement, nous présenterons brièvement les postulats de base de la théorie réaliste. Nous exposerons l'épistémologie, l'ontologie et le caractère normatif de ce paradigme, dans une perspective qui permettra d'en dégager la représentation du système international qui est inhérente à celui-ci. Deuxièmement, nous procéderons au même exercice avec la théorie critique. Toujours selon la même grille d'analyse nous présenterons les postulats théoriques de base de l'approche critique de l'« éthique globale » et de l'approche critique « néo-gramscienne ». Nous avons cru pertinent de présenter, dans les deux premiers chapitres, la théorie réaliste et la théorie critique, avant d'entreprendre l'analyse de la (re)conceptualisation de la sécurité qui s'est opérée au sein de ces deux

¹⁴ *Op. cit.*, p. 167-168.

¹⁵ Keith Krause et Michael Williams (dir.), « Preface » in *Critical Security Studies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, coll. Bordelines, 1997, p. xi. Définir les études de sécurité critique dans le cadre de la théorie critique n'est pas chose facile, d'autant plus que l'appellation « études de sécurité critique » n'est apparue qu'en 1994 à la conférence de York. Ken Booth aborde ce problème de définition : « What does 'critical' mean in the label critical security studies ? As it happens, this is likely to be a real focus of disagreement among the body of people who agree that there is a serious crisis in Western thought in general and in particular in that area that discusses security. [...] My own way of dealing with this critical debate is to say I welcome any approach that enables us to challenge the dismal norms and ethos of Cold War strategies studies and then rethink security [...] ». « Security and Self : Reflection of a Fallen Realist » in *Critical Security Studies*, *op. cit.*, p. 109.

¹⁶ Sur la dimension néo-gramscienne des travaux de Cox, voir Timothy J. Sinclair, « Beyond International Relations Theory: Robert Cox and Approaches to World Order », in *Approaches to World Order*, Robert Cox et Timothy J. Sinclair (dir.), CSIR, Grande-Bretagne: Cambridge University Press, 1996, p. 3-19.

paradigmes. Il est nécessaire de bien comprendre ces deux cadres théoriques avant d'aborder le débat sur la sécurité, puisque la (re)conceptualisation réaliste de la sécurité a été impulsée, en partie, par les théoriciens critiques qui jugeaient, selon leurs prémisses théoriques et leurs préoccupations éthiques, le concept réaliste traditionnel de la sécurité comme étant erroné, voire inadmissible et qu'ainsi, la comparaison des concepts réalistes de la sécurité avec les concepts critiques sera plus facile à saisir dans son ensemble.

Suite à ces présentations générales des théories réaliste et critique, nous pourrons aborder l'analyse de la (re)conceptualisation de la sécurité. C'est alors que, dans le troisième chapitre, nous reviendrons à la théorie réaliste où nous présenterons les deux concepts de sécurité qui ont été formulés dans le cadre de la (re)conceptualisation de la sécurité: le concept révisé de la « sécurité étatique » (également appelé sécurité restreinte) et le concept de « sécurité élargie ». Toutefois, malgré ces révisions conceptuelles réalistes de la sécurité, les théoriciens critiques rejettent toujours, avec autant de vigueur, ces concepts. Dans la perspective critique, les concepts de sécurité restreinte et de sécurité élargie sont toujours inacceptables. Par conséquent nous exposerons et analyserons, dans le quatrième chapitre, les concepts de sécurité qui résultent de la (re)conceptualisation de la sécurité dans la théorie critique, soient la sécurité humaine et la sécurité globale. Enfin, dans le cinquième chapitre et en guise de conclusion, nous tenterons, suite à l'appréciation des postulats théoriques de base de chacun des concepts réalistes et critiques de la sécurité, de dégager les implications conceptuelles et pratiques que les concepts de sécurité humaine et globale engendrent par rapport aux concepts de sécurité étatique et élargie qui émanent du paradigme dominant des Relations internationales.

CHAPITRE I

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA THÉORIE RÉALISTE

Ce premier chapitre tisse la toile de fond du cadre théorique réaliste, à l'intérieur duquel s'inscrit les concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie. Nous présentons et analysons l'épistémologie, l'ontologie et le caractère normatif de cette approche, afin de dégager la représentation du système international inhérente à celle-ci.

L'origine des différences épistémologique, ontologique et normative fondamentales qui s'élèvent entre le méta-paradigme rationaliste et le méta-paradigme réflexif se trouve en quelque sorte dans la réponse que chacun d'eux offre à cette question: « Quel est le but ou la fonction de la théorie en relations internationales? ».

Selon Cox¹⁷, le but d'une théorie peut être de deux types: prescriptif ou critique. Dans un premier temps, une théorie peut être qu'une simple réponse directe, un guide, qui aide à résoudre les problèmes qui se posent dans les termes d'une perspective particulière déjà en place. C'est ce qu'il définit le *problem-solving theory*¹⁸, tel les théories s'insérant dans le méta-paradigme rationaliste. Deuxièmement, le but d'une théorie peut être *critique*, dans le sens que la théorie ne prend pas l'ordre existant pour acquis. Son but est de comprendre comment (*how*) cet ordre s'est mis en place en interrogeant, par la

¹⁷ «Social Forces, States, and World Orders: Beyond International Relations Theory», in *Approaches to World Order*, op. cit., p. 88.

¹⁸ *Ibidem*.

suite, ses processus de changement¹⁹. Le méta-paradigme « réflexif » qui comprend la théorie critique s'inscrit dans ce deuxième type théorique.

Dans ce premier chapitre, nous présenterons les grandes lignes de la théorie réaliste, dont le but est de type « prescriptif ». Nous sommes bien conscients qu'il existe plusieurs « réalismes ». Il y a le « réalisme classique », le « réalisme historique », le « structuro-réalisme » ou le « réalisme libéral ». Mais, malgré cette diversité des cadres théoriques réalistes, tous les théoriciens réalistes partagent un ensemble de prémisses théoriques de base qui constitue le cœur du paradigme.²⁰ C'est alors ce cœur paradigmatique, commun à tous les réalistes, que nous présentons dans ce chapitre. Ce n'est qu'ensuite, dans le deuxième chapitre, que nous exposons les points saillants de la théorie critique.

1.1 Les prémisses théoriques du « problem-solving theory » ou du méta-paradigme rationaliste

1.0.0 Une épistémologie positiviste

L'approche réaliste fait partie de la première catégorie définie par Cox, soit le type théorique prescriptif ou le « *problem-solving theory* ». Les théoriciens de cette approche prennent le monde tel qu'ils le trouvent « réellement » avec ses relations sociales et de pouvoirs organisées à l'intérieur d'institutions données où le cadre d'actions y est prédéterminé. Morgenthau, qui est l'un des auteurs les plus importants de l'école réaliste, illustre bien le type « prescriptif » de cette théorie. Il écrit : « [réalism is] a theory which tries to understand international politics as it *actually is* and as it ought to be in view of its *intrinsic nature* ». ²¹ Le premier principe du réalisme, que présente Morgenthau, est que

¹⁹ Cf. *Idem*, p. 88-89.

²⁰ Timothy Dunne écrit : « Despite the numerous denominations, all realists subscribe to the following 'three Ss' : statism, survival, self-help ». « Realism », in John Baylis et Steve Smith (dir.), *op. cit.*, p. 114.

²¹ Hans Morgenthau, *Politics Among Nations*, New York, Knopf, 1967, p. 14.

le politique est conduit par des lois objectives qui trouvent leur origine dans la nature humaine, laquelle n'a jamais changé et ne changera jamais.²²

Dans cette perspective, le « *problem-solving theory* » n'interroge (ne problématise) aucune unité ontologique (comme le système anarchique ou l'État), puisque chacune d'elle est considérée comme réalité naturelle et immuable, ahistorique et empiriquement observable. Cette interrogation sur la nature des unités ontologiques de la théorie ne se pose pas, puisque ces unités s'inscrivent dans le cadre de l'épistémologie positiviste propre au réalisme. Autrement dit, les unités ontologiques du réalisme relèvent d'un système philosophique qui voit dans l'observation des faits positifs, dans l'expérience, l'unique fondement de la connaissance. Par cette épistémologie, qui découle de la tradition des sciences naturelles, où le théoricien se pose en observateur extérieur cherchant à expliquer le fonctionnement de la nature circonscrite dans un cadre particulier en plaçant la sphère humaine au même titre que les autres sphères de la nature, le réalisme fait partie des théories dites explicatives.²³

Conformément à la tradition intellectuelle explicative des sciences naturelles, les réalistes sont préoccupés par la poursuite de « l'accumulation des connaissances (*cumulative knowledge*) », qui réside dans la « découverte » des « lois » scientifiques, universelles et ahistoriques, qui expliqueraient l'évolution des relations internationales. Pour atteindre cette « accumulation des connaissances » l'études des relations internationales et de la sécurité doit respecter les principes de la recherche scientifique qui sont, selon Walt : « the

²² Morgenthau écrit : « Political realism believes that politics, like society in general, is governed by objective laws that have their roots in human nature. [...] The operation of these laws being impervious to our preferences, men will challenge them only at the risk of failure ». Il poursuit : « Human nature, in which the laws of politics have their roots, has not changed since the classical philosophies of China, India, and Greece endeavored to discover these laws ». *Idem*, p. 4.

²³ Pour une présentation générale des deux traditions intellectuelles sur lesquelles reposent les sciences sociales, soit la tradition des théories explicatives et prescriptives et la tradition des théories de la compréhension et de l'interprétation, voir Martin Hollis et Steve Smith, « Introduction : Two Traditions », in *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford : Clarendon Press, 1990, p. 1-15.

careful and consistent use of terms, unbiased measurement of critical concepts, and public documentation of theoretical and empirical claims ».²⁴

Cette préoccupation des théoriciens rationalistes à poursuivre, sans cesse, « l'accumulation des connaissances » ne doit pas être négligée, car cette vision de la relation entre l'histoire et la connaissance (selon les méthodes historico-inductives et historico-déductives) est très puissante. En effet, ceux qui se réclament de cette « connaissance cumulative » considèrent que leur vision représente l'apogée du processus scientifique linéaire. Ainsi, William et Krause, deux théoriciens critiques, remarquent que Walt crée une hiérarchie épistémique explicite à cet égard.²⁵ S'estimant *être* l'autorité dans le domaine des Relations internationales, les théoriciens du méta-paradigme rationaliste s'attribuent le droit de juger les propositions théoriques alternatives. Les réalistes légitiment leur statut d'autorité en plaidant que leur analyse des relations internationales est fondée sur les principes sûrs et valides des sciences naturelles qui offrent et expliquent objectivement la réalité, contrairement aux approches alternatives qui ne sont, d'après eux, que le reflet des vicissitudes de l'opinion publique et de la représentation subjective. Mais Krause et William soulignent que cette prétention au statut d'autorité trouve ses racines au-delà de cette « capacité » de représenter objectivement la « réalité » : « [...] neorealism or neoliberalism entail not simply a claim about nature of international relations but a claim to *know*: specifically, a scientific claim to know objectively the reality of international relations ».²⁶

Reposant sur cette épistémologie positiviste, le but des théories rationalistes revient à prescrire un certain nombre d'actions qui permettrait de négocier avec les sources de troubles dans le système international, afin de préserver le bon

²⁴ Stephen M. Walt, « The Renaissance of Security Studies ». *International Studies Quarterly*, no. 35, 1991, p. 22.

²⁵ « From Strategy to Security : Foundations of Critical Security Studies », in *Critical Security Studies*, op., cit., p. 37.

²⁶ *Idem*, p. 42.

fonctionnement des institutions et des pouvoirs préétablis. Les théoriciens s'inscrivant dans le *problem-solving theory* ne cherchent pas à comprendre et à changer les unités ontologiques du réalisme, puisqu'elles sont naturelles, immuables et ahistoriques. Ils travaillent à élaborer des lois universelles « scientifiques » qui permettent de résoudre les troubles et les conflits dans le système international, afin d'assurer et de maintenir la stabilité de celui-ci²⁷. Les concepts de stabilité et de survie étatique se trouvent au cœur de l'agenda de recherche des théoriciens réalistes et au centre des préoccupations de l'État « rationnel », puisque les États se trouvent dans un système de nature anarchique.

1.0.0 Pourquoi le système interétatique est considéré comme étant anarchique

Le fondement théorique de la représentation réaliste du système international est la nature anarchique du système international. Toute la logique de la tradition rationaliste des relations internationales est construite à partir de cette proposition de base, prise en tant qu'évidence, selon laquelle les États autonomes et souverains se trouveraient dans un « état de nature ». Cette proposition, qui sous-tend tous les travaux d'analyse et de recommandations politiques des théoriciens réalistes/néoréalistes et libéraux /néolibéraux contemporains, repose, entre autres, sur les analyses de Hobbes et de Rousseau.

Ces deux auteurs classiques tentèrent, dans une perspective philosophique, de déterminer la nature essentielle de l'humanité. Selon Hobbes, avant l'institution de l'État, les Hommes, étant de nature fondamentalement méchante et égoïste, *survivaient* dans ce qu'il a nommé l'*état de nature* où n'existait ni loi ni jugement moral ou politique. Dans cet état de nature, les Hommes auraient lutté perpétuellement pour leur survie. De cette peur constante de la violence et de la

²⁷ Dans le sens réaliste, la stabilité est le statu quo du système international, c'est-à-dire l'absence de toute volonté qui viserait à bouleverser cet ordre.

mort, ils auraient accepté de se soumettre à une Autorité, laquelle, à son tour, leur aurait assuré la sécurité.

Hobbes écrit :

la seule façon d'ériger un tel pouvoir commun, apte à défendre les gens de l'attaque des étrangers, et des torts qu'ils pourraient se faire les uns aux autres, et ainsi à les protéger de telles sortes que par leur industrie et par les productions de la terre, ils puissent se nourrir et vivre satisfaits, c'est confier tout leur pouvoir et toute leur force à un seul homme, ou à une seule assemblée, en une seule volonté.²⁸

C'est ce qu'il nomme le *Léviathan* ou le *pacte social*. Pour sa part, Rousseau estime que les particuliers se réuniront en société, c'est ce qu'il appelle le *contrat social*.

Conformément au pacte ou contrat social, l'autorité suprême et les associés, qui prennent « collectivement le nom de *peuple* et [qui] s'appellent en particulier *citoyen* comme participant à l'autorité souveraine et *sujet* comme soumis aux lois de l'État »²⁹, ne font, qu'une seule, unique et indissociable entité. C'est ce que nous nommerons le « couple État/citoyen ». Hobbes définit l'essence de la République comme suit :

Une personne unique telle qu'une grande multitude d'hommes se sont faits, chacun d'entre eux, par des conventions mutuelles qu'ils ont passées l'un avec l'autre, l'auteur de ses actions, afin qu'elle use de la force et des ressources de tous, comme elle le jugera expédient, en vue de leur paix et de leur commune défense.³⁰

Dans cette perspective, Rousseau écrit : « [...] le souverain n'étant formé que des particuliers, qui le composent n'a jamais d'intérêts contraire au leur [...] »³¹

²⁸ Thomas Hobbes, « Causes, génération et définition de la République », in *Léviathan : traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, François Tricaud (dir.), coll. Philosophie politique, Paris : Éditions Sirey, 1971, p. 177.

²⁹ Jean-Jacques Rousseau, « Du contrat social ou principes du droit politique », in *Œuvre complètes : Du contrat social, écrits politiques*, Bernard Gagnebin et Marcel Raymond (dir.), Dijon, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1964, p. 362.

³⁰ « Causes, génération et définition de la République », in *op. cit.*, p. 178.

³¹ « Du contrat social ou essai sur la forme de la République », in *op. cit.*, p. 291.

Ce contrat social est considéré comme un acte de souveraineté, une « Convention légitime », parce qu'il est « équitable », commun à tous, parce qu'il est « utile », ne pouvant avoir d'autre objet que le bien général, parce qu'il est « solide », ayant pour garant la force publique et le pouvoir suprême.³² Par l'Union de tous les associés naît cette « personne publique » qui autrefois prenait le nom de *Cité*, qui aujourd'hui assume celui de *République* ou de *corps politique*, lequel est appelé par ces membres *État*, quand il est passif, *Souverain* quand il est actif et *Puissance* quand il est comparé à ses semblables.³³

Pour Hobbes, la nature de l'Homme est méchante et égoïste, d'où ce désir effréné chez les Hommes de s'approprier toujours plus de richesses et d'étendre toujours plus leur pouvoir. Par conséquent, en l'absence de Léviathan au plan international, ce serait, selon l'interprétation réaliste, l'état de nature qui règnerait. Pour Rousseau, la nature de l'Homme est pacifique et craintive. Cependant, il estime qu'une fois l'Homme ait fait société avec quelques Hommes, il (en tant que soldat et non citoyen) se décide à en attaquer un autre. Rousseau croit que l'indépendance qui est enlevé aux Hommes, conformément au contrat social, se « réfugie dans les sociétés, et ces grands corps, livrés à leurs propres impulsions, produisent des chocs plus terribles à proportions que leurs masses l'emportent sur celles des individus ».³⁴ Tandis que la nature impose des limites physiques et intellectuelles à l'homme, lui affligeant même la mort, l'État, au contraire, est un corps artificiel dont la grandeur peut toujours augmenter. C'est pourquoi Rousseau écrit, dans le prolongement de sa fameuse allégorie de la chasse aux cerfs : « [...] il (l'État) se sent faible tant qu'il en est de plus forts que lui. Sa sûreté, sa conservation, demandent qu'il se rende plus puissant que tous ses voisins ».³⁵ Cette volonté inhérente à chaque

³² « Du contrat social ou principes du droit politique », in *idem*, p. 374.

³³ *Idem*, p. 361-362.

³⁴ « Écrits sur l'Abbé de Saint-Pierre » in *idem*, p. 604.

³⁵ *Idem*, p. 605.

État d'être le plus puissant de tous pour assurer sa survie, engendre inévitablement, selon cette logique, une escalade constante des forces ; c'est ce que nommeront les théoriciens contemporains le « dilemme de sécurité ».

En résumé, que ce soit dans la perspective de l'interprétation que les auteurs contemporains ont fait des travaux de Hobbes, où la nature de l'Homme est fondamentalement méchante, ou que ce soit celle de Rousseau, selon laquelle la nature de l'État personnifié est essentiellement insatiable de puissance et égoïste, l'institution de l'État crée l'ordre domestique civil, mais initie l'anarchie internationale.³⁶ Cette représentation de l'ordre international construite, entre autres, par Hobbes et Rousseau a engendré intrinsèquement, dans l'analyse des relations internationales, une personnification de l'État et une fragmentation des sphères où la sphère intérieure de l'État est coupée de la sphère extérieure des relations interétatiques (*inside-outside*). C'est à partir de ses propositions philosophiques de base, construites notamment par Hobbes et Rousseau, que les théoriciens rationalistes construisirent, à leur tour, le cadre théorique réaliste, lequel fut, et s'avère toujours, le cadre dominant de l'analyse des Relations internationales.

Il est important d'insister sur la nature *construite* des propositions de Hobbes et de Rousseau, de même que sur la *construction* du cadre théorique par les différents auteurs contemporains. Hobbes et Rousseau ne rapportent pas un événement qu'ils auraient observé. Et même si le pacte social avait été un événement précis dans l'histoire, celui-ci n'aurait pas plus mérité d'être abordé en tant que seule et unique réalité absolue. Il aurait été le fruit d'interprétations et de reconstitutions teintées des opinions des auteurs. Même Thucydides, dans son célèbre ouvrage *History of the Peloponnesian War* souligne que les

³⁶ C'est pourquoi Aron présente le schéma des relations internationales suivant: « les unités politiques fières de leur indépendance, jalouses de leur capacité de prendre seules les grandes décisions sont rivales par le fait même qu'elles sont autonomes ». « La puissance, la gloire et l'idée », in *Paix et Guerre entre les nations*, Paris, Calman-Levy (8^e édition), Coll. « Liberté de l'esprit », 1984, p. 82.

événements et les dialogues qui y sont présentés sont des reconstitutions de sa part. Il écrit:

With reference to the speeches in this history [...] it was in all cases difficult to carry them word for word in one's memory, so my habit has been to make the speakers say what was in my *opinion* demanded of them by the various occasions. And with reference to the narrative of events, far from permitting my self to derive it from the first source that came to hand, I did not even trust my own impressions, but it rest partly on what I saw myself, partly on what others saw for me [...].³⁷

Les théoriciens du méta-paradigme rationaliste semblent avoir été victimes d'un glissement intellectuel. Il est important de se rappeler que l'État de nature de Hobbes et de Rousseau ne relève pas d'une « anthropologie historique empirique », mais bien d'une tentative philosophique de penser le politique.³⁸

La solution du pacte social de Hobbes et de Rousseau découle de la connaissance rationnelle (série de définitions formelles et de règles relationnelles). Mais, les théoriciens réalistes/libéraux ont interprété cette solution philosophique comme une explication empirique de la constitution des États. Or le pacte hobbesien n'est pas un événement, c'est une spéculation, une tentative de représenter la constitution des États. C'est pourquoi, l'auteur critique, Michael C. Williams, estime que, d'une part, il s'avère grandement erroné de considérer une tentative d'explication philosophique comme une réalité empiriquement observable et immuable sans possibilité d'interrogation

³⁷ W. Robert Conner (Éd), *History of the Peloponnesian War*, J.M. Dent, London, Charles E Tuttle, Vermont, Everyman Library, 1993, p. 10-11.

³⁸ Williams revoit et remet en question toute l'interprétation traditionnelle de l'analyse de Hobbes et de Rousseau, laquelle sous-tend toute la logique du réalisme/libéralisme. Selon lui, cette interprétation repose sur une incompréhension des contextes à l'intérieur desquels chaque analyse a été formulée et de l'analyse elle-même. Ces incompréhensions sont, selon lui, le fruit d'une série d'erreurs conceptuelles, méthodologiques et philosophiques. Voir les articles de Michael C. Williams, « Hobbes and International Relations : a Reconsideration », in *International Organization*, vol. 50, no. 2, printemps 1996 ; « Rousseau, Realism and Realpolitik », in *Millennium*, vol. 18, no.2, été 1989. Voir également le texte de Vendulka Kubalkova qui revoit toute l'interprétation traditionaliste dont les travaux de E.H. Carr ont fait l'objet, lequel a toujours été reconnu comme étant l'un des pères du réalisme. Selon Kubalkova, les écrits de Carr ont été mal interprétés. « The Twenty Years' Catharsis : E.H. Carr and IR », in *International Relations in a Constructed World*, Kubalkova, Vendulka, Nicolas Onuf et Paul Kowert (dir.), New York et Londres, M.E.Sharpe ; Armark, 1998, p. 25-57.

et, d'autre part, de considérer que le Léviathan peut être étendu au plan international.³⁹

Suivant la logique de ces prémisses théoriques, Williams démontre que le Léviathan ne peut être transposé au plan international. Premièrement, le présupposé *état de nature* qui aurait existé entre les hommes ne serait pas analogue à celui qui existerait entre les États. Et deuxièmement, le Léviathan ne peut être transposé au plan international, parce que les États ne correspondraient pas aux individus (contrairement à ce qu'affirment les interprétations réaliste et libérale des travaux de Hobbes et de Rousseau).

Reprenant le premier point, si l'état de nature qui existerait entre les États était analogue à celui qui aurait existé entre les Hommes, comment pourrions-nous expliquer la formation des États ? Autrement dit, comment les Hommes auraient-ils pu transcender la suspicion et les calculs rationnels d'intérêts individuels pour s'associer sous contrat ? Si la proposition rationaliste de base est que le système international est directement analogue à l'état de nature hobbesien, incapable de transcender la suspicion et les intérêts égoïstes, la création de l'État hobbesien lui-même – sur lequel repose toute l'analyse des réalistes/libéraux – serait logiquement impossible. Williams conclut alors : « And if this is the case, then relying on the Hobbesian contract as the initial condition that creates the international anarchy is fallacious ».⁴⁰

Deuxièmement, le contrat social ne peut être transposé au plan international, puisque les États ne sont pas analogues aux individus. Les États, se trouvant dans un système de « *self help* » et étant des « *rational utility maximizers* », seraient mieux servis par la coopération. La question est alors de savoir comment l'État peut faire confiance à quelque État que ce soit ? Quel État

³⁹ « Hobbes and International Relations : a Reconsideration », *loc. cit.*, p. 226.

⁴⁰ *Idem*, p. 225.

serait prêt à contracter le premier ? Par conséquent, le contrat social initial est remis en cause dès lors qu'on considère, comme les théoriciens réalistes, que les États personnifiés (pris comme individus rationnels) ne peuvent contracter globalement parce que aucun d'eux ne peut avoir confiance en qui que ce soit. C'est donc dire que le Léviathan international est impossible, illustrant la différence des présupposés état de nature entre les hommes et entre les États, dans la mesure où le Léviathan entre les Hommes est reconnu. C'est également admettre que les États et les individus sont différents, réfutant, par le fait même, l'analyse de l'État en tant qu'individu rationnel.

Que l'état de nature et le pacte social soient remis en cause en questionnant les relations entre les Hommes ou entre les États, toute la logique rationaliste vacille. Par conséquent, la transposition de l'état de nature entre les hommes au plan international se révèle erronée.

Toutefois, ce n'est pas que l'analyse de Hobbes ait échoué, car sa théorie ne reposait pas que sur de purs calculs utilitaires. Hobbes ne tentait pas de formuler une théorie empirique qui expliquerait l'avènement des sociétés, mais cherchait à exposer ce qu'il croyait « to be the terms for correct thinking about politics and [he] is elucidating the principles upon which states *ought* to be structured ». ⁴¹

Quoi qu'il en soit, les théoriciens du méta-paradigme rationaliste des Relations internationales partent de ces propositions théoriques de l'état de nature entre les hommes, laquelle déboucha sur la solution du pacte sociale, qui initia l'ordre civil à l'intérieur des États personnifiés et rationnels et engendra l'anarchie entre les États. Ces unités ontologiques sont étudiées en tant que

⁴¹ *Ibidem.* (Souligné dans le texte).

« réalités » empiriquement observables et immuables ayant été instituées depuis les traités de Westphalie en 1648.

Ces traités, qui constituent le point de départ du cadre de référence historique des théoriciens du méta-paradigme rationaliste, qu'ils considèrent également universel, revêtent une signification et une importance fondamentales. Ces traités ont défini la souveraineté étatique en terme d'autonomie, de population, de territoire et d'autorité séculaire, faisant du territoire la pierre angulaire du système international moderne.⁴² C'est pourquoi le monde, dans le cadre du régime westphalien, a été créé par des séries de conquêtes et de batailles sur la géographie, plaçant ainsi le concept de puissance au centre de la théorie réaliste. Agnew et Corbridge⁴³ illustrent la création de cette représentation anarchique du système international westphalien à partir de deux propositions de base réalistes.

La première proposition est celle stipulant que la puissance⁴⁴, résultant partiellement d'avantages géographiques (tels que l'emplacement, la population et les ressources naturelles), est invariablement la seule façon de convaincre et de contraindre les autres. Par conséquent, les États tentent de monopoliser territorialement et souverainement ces avantages géographiques, synonymes de puissance. La deuxième proposition s'avère celle de l'inévitable compétition qui existerait entre les États, résultat de cette recherche perpétuelle d'accroissement de la puissance. Selon ces deux auteurs, bien que la puissance ne résulte plus de tels avantages, étant donné que le pouvoir économique, le

⁴² Pour une réflexion sur la souveraineté voir le texte de Samuel M. Makinda, « Sovereignty and Global Security », in *Security Dialogue*, vol. 29, no. 3, septembre 1998, p. 281-292.

⁴³ John Agnew et Stuart Corbridge, *Mastering Space*, London & New York, Routledge, 1995, p. 3.

⁴⁴ Il est important de ne pas confondre les notions de «puissance» et de «pouvoir» qui sont désignées, en anglais, par le même mot, soit *power*. Selon Raymond Aron, la puissance «sur la scène internationale [est] la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités». «Le lien entre les deux notions de *pouvoir* à l'intérieur de l'unité politique et de *puissance* de l'unité politique elle-même est aisément perceptible.» «[...] En d'autres termes, les relations internationales n'étant pas sorties de l'état de nature, les *hommes du pouvoir*, c'est-à-dire les responsables de la nation vers le dehors, sont en même temps des *hommes de puissance*, autrement dit

contrôle des communications, de l'information ou encore de la technologie⁴⁵ aient commencé à remplacer la conquête et la force militaire comme caractéristique fondamentale du système international, ces deux propositions ne sont pas remises en question au sein des approches traditionnelles. L'environnement du système international étant abordé en tant qu'anarchie interétatique, les concepts de stabilité du système international et de survie de l'État se trouvent au centre des préoccupations de l'État (rationnel) et de l'agenda de recherche des spécialistes relevant des approches du méta-paradigme rationaliste. La sécurité se résume alors à l'absence de menace militaire objective provenant d'un autre État.

2.0.0 Le processus de réification qu'implique l'ontologie matérialiste du méta-paradigme rationaliste et l'épistémologie positiviste

L'ontologie du réalisme est matérialiste, dans le sens où la « réalité » est un monde composé d'objets « tangibles », « palpables » et « perceptibles ».⁴⁶ Le monde du paradigme réaliste est un monde « concret » et « matériel ». Cette ontologie matérialiste mariée à l'épistémologie positiviste, où les lois de la connaissance doivent nécessairement se référer à des objets matériels observables, impliquent directement un processus de réification. Par réification, nous entendons la tendance du méta-paradigme rationaliste à concevoir leurs unités ontologiques, comme l'État et le système international entre autres, comme des objets indépendants ayant leur propre dynamique et évoluant au-delà de l'influence des agents humains.

détenteurs d'une capacité étendue d'influer sur la conduite de leurs semblables et sur l'existence même de la collectivité». *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 58 et 60.

⁴⁵ Sur les nouveaux instruments de la puissance qui, depuis les années quatre-vingt, s'est transformée et que Nye qualifie de *soft power*, voir Joseph S. Nye, « La transformation de la puissance », in *Le leadership américain : quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1992, p. 1-43. Notons qu'il faut se méfier de la traduction de cet ouvrage où le terme *power* a toujours été invariablement traduit pour « pouvoir », alors que souvent le terme *power* se réfère plutôt à la notion de « puissance ». Revoir la note précédente pour apprécier la différence entre les deux notions.

⁴⁶ D'après la définition de Jim George cité dans Williams, « Identity and the Politics of Security », *loc. cit.*, p. 208.

Cette tendance à la réification, dans le cadre de la théorie réaliste se fait sur à deux plans : celui des relations entre les États personnifiés et celui de la fragmentation des différentes sphères de l'État.

Le premier plan où le processus de réification peut être relevé est celui des relations entre les États. La représentation de l'environnement international anarchique a engendré une séparation radicale et imperméable entre les États. À cet égard le système international peut être considéré comme un jeu de billard où les boules sont indépendantes les unes des autres s'entrechoquant dans un espace défini. Par conséquent, l'entité ontologique centrale du méta-paradigme rationaliste s'avère l'État rationnel et autonome. L'État est alors personnifié. Rousseau n'emploie-t-il pas le terme de « personne publique » et Hobbes celui de « personne unique » lorsque chacun fait référence à l'État ? Cette Personne ou cet acteur ou encore cette unité politique, où le politique est « l'intelligence de l'État personnifié »⁴⁷ est considérée comme étant immunisée de l'influence de tout autre acteur de la scène internationale et de la société civile. Conformément à la logique réaliste, dans ce système international, dont la « cohérence est celle d'une compétition »⁴⁸, l'État personnifié, correspondant entièrement au chef d'État ou au gouvernement, doit assurer l'intérêt nationale premier, soit la survie de l'État. Celle-ci peut être maintenue ou atteinte que par le recours de l'État aux calculs utilitaires et au raisonnement rationnel. Mais seulement une fois la survie de l'État assurée, l'intérêt national peut être d'un autre ordre, comme l'augmentation de la puissance, la poursuite de la gloire ou la défense de certaines idées.⁴⁹ Et conformément au processus de réification de l'État, l'identification de ces intérêts nationaux ne peut se faire que par l'État personnifié, ou en d'autres termes que par la *raison d'État*. L'atteinte de ces

⁴⁷ Aron, *Paix et guerre*..., op. cit., p. 35.

⁴⁸ *Idem*, p. 103.

⁴⁹ À cet égard voir Aron in *idem*, p. 81-102.

intérêts est ensuite dictée par des calculs rationnels fondés sur le schéma moyen-but : le *zwek-rational* de Weber. (sur lequel nous reviendrons plus loin).

Le deuxième plan où l'État est sous processus de réification est celui de la fragmentation des différentes sphères qui composent l'État, soit la fragmentation de l'activité humaine. La logique du pacte social, qui sous-tend la représentation du système international, a engendré une fragmentation des différentes sphères qui composent l'État. La séparation la plus importante est celle qui a été établie entre la politique extérieure et la politique intérieure. La sphère intérieure comprend un ordre civil, tandis que la sphère extérieure correspond à l'état de nature, soit l'anarchie. En d'autres termes, l'état de nature (ou de guerres potentielles⁵⁰) entre les États diffère en essence de l'état civil à l'intérieur des États. Aron résume :

La politique tant qu'elle concerne l'organisation intérieure des collectivités a pour immanente la soumission des hommes à l'empire de la loi. La politique dans la mesure où elle concerne les relations entre États, semble avoir pour signification – idéal et objectif à la foi – la simple survie des États face à la menace virtuelle que crée l'existence des autres États.⁵¹

Par conséquent, bien que conformément, au pacte social, les citoyens et l'autorité suprême ne devraient, par l'union, faire qu'une seule et indissociable unité, les citoyens sont, dans la conduite de la politique étrangère, coupés de l'autorité suprême. Dans la perspective réaliste où l'ordre intérieur est coupé du dilemme de sécurité posé par l'anarchie, la sphère intérieure ne peut influencer ou agir sur la sphère de la politique extérieure. En contrepartie, l'autorité étatique préside sur la société civile, ayant le devoir de défendre leur sécurité mise en péril par les menaces étatiques extérieures.

⁵⁰ *Idem*, p. II.

⁵¹ *Idem*, p. 19.

Mais la fragmentation des sphères de l'État (ou de l'activité humaine) est beaucoup plus large que la séparation théoriquement étanche qui se pose entre la sphère de la politique intérieure et celle de la politique extérieure. Le cloisonnement des sphères dans la théorie réaliste s'érige également entre les sphères politique, économique, sociale ou encore stratégique. Le *problem-solving theory* est composé d'une multiplicité de sphères fragmentées se voulant imperméables et indépendantes les unes des autres avec leur propre dynamique. Par conséquent, lorsqu'il y a problème à l'intérieur d'une de ces sphères, la stabilité est présumée acquise au sein des autres. Conformément à cette logique, la sphère sociale ne peut influencer, ou agir sur, la sphère de la politique étrangère, tout comme la sphère de l'économie, par exemple, ne peut avoir de conséquence sur ces deux dernières sphères et ainsi de suite.

Pour illustrer ce phénomène de réification, Ken Booth prend l'exemple de l'appareil photo qui immortalise de façon « objective » une scène de la vie quotidienne.⁵² Toutefois, cette photographie ne dit pas la vérité, puisqu'elle exclut ce qui se trouve autour de cette scène et qui pourrait, par conséquent, influencer celle-ci, voire modifier dramatiquement ce qui est observé sur l'image. En outre, la vérité ne peut être observée sur cette photographie, puisque cette scène est sujette à plusieurs interprétations et manipulations, sans parler du choix entièrement subjectif qui sous-tend le fait d'avoir photographié cette scène particulière .

Il est erroné de prendre pour réalité immuable et imperméable de toute influence ce qui peut être représenté à l'intérieur de chaque sphère. Or, la construction de ces séparations ont été, et sont encore dans une certaine mesure, à la base des cloisonnements qui séparent les études politiques des études stratégiques, économiques et sociales.

⁵² Ken Booth, «Human Wrongs and International Relations», *International Affairs*, vol. 71, no.1, 1995, pp. 103-126.

1.1.4 Le réalisme: une théorie qui se veut ahistorique⁵³

En circonscrivant ainsi les sphères d'action et en limitant le nombre de variables disponibles à l'intérieur de chacune d'elles, les théoriciens de l'approche réaliste formulent des lois générales de validation. Toutefois, le cadre de cette validation empirique est le résultat d'un réductionnisme méthodologique important. En effet, il est facile, par une méthode déductive, d'aller chercher dans la grande penderie de l'histoire des faits répondant aux conditions « d'expérimentation » préétablies pour ensuite, par une méthode inductive en faire une loi générale irréfutable.

Les théoriciens réalistes étudient les relations internationales à l'intérieur d'un cadre de référence bien défini dans l'espace et dans le temps, ayant pour base celui qu'utilisait Clausewitz, soit l'Europe entre 1648 et 1815.⁵⁴ Depuis, ces théoriciens ont élargi ce cadre dans le temps, sans jamais en changer le point de départ. Donc, les réalistes, comme Aron, utilisent une méthode historico-inductive : ils observent les événements du système international entre 1648 et 1960 pour en tirer des propositions générales ou plutôt des « concepts supra-historiques ».⁵⁵ Ces théoriciens procèdent ensuite avec une méthode historico-déductive, afin de démontrer la validité de leurs « concepts supra-historiques » : ils confrontent ces concepts à des faits historiques contemporains.

Par ces lois « universelles » et « ahistoriques », les réalistes prétendent que le monde peut être expliqué de façon cyclique, déclarant que le futur ne sera pas

⁵³ Par ahistorique, nous entendons la propension qu'ont les théoriciens réalistes à créer des lois valides universelles qui s'appliqueraient au-delà du temps et de l'espace.

⁵⁴ Quelques autres auteurs réalistes, comme Gilpin entre autres, se réfèrent également aux cités/États de l'antiquité grecque. Voir Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1981, 272 pages.

⁵⁵ Raymond Aron, *Leçon sur l'histoire: cours du Collège de France*, Paris, Éditions de Falaise, coll. Livre de poche biblio. Essais, 1989, p. 445.

différent du passé et que le système international fut et sera toujours anarchique. Kenneth Waltz illustre bien cette tendance ahistorique (de même que le processus de réification de l'ontologie) lorsqu'il déclare : « Countries have always competed for wealth and security, and the competition has often led to conflict. Why should the future be different from the past? »⁵⁶ Mais cette propension à créer des lois ahistoriques fait abstraction de la dynamique complexe de l'histoire.⁵⁷ Et ce sont ces constantes « découvertes » des « lois » universelles qui perpétuent l'accumulation de la connaissance.

En résumé, la théorie réaliste correspond à l'épistémologie positiviste. Par l'observation des faits, les théoriciens réalistes tentent d'expliquer le système international tel qu'ils le voient et de prescrire un certain nombre d'actions qui permettraient de contrer les troubles observés et de maintenir la stabilité du système, malgré que la cohérence de celui-ci soit celle de la compétition anarchique. Ce système est composé d'États qui sont le résultat d'un pacte social, lequel aurait engendré l'ordre intérieur civil, où la sécurité des citoyens serait garantie par l'État, et initié l'anarchie internationale.

Ayant fait une présentation générale, et bien consciemment simpliste, du cadre théorique réaliste, il convient maintenant de regarder l'idée de la sécurité qui se dégage de celui-ci. Nous analyserons de façon plus approfondie les concepts réalistes de la sécurité, soient les concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie, au chapitre III.

1.2 La notion de sécurité dans la théorie réaliste

⁵⁶ Kenneth Waltz, «The Emerging Structure of International Politics», *International Security*, vol. 18, no.2, automne 1993, p.64. Cette façon de concevoir l'histoire de manière cyclique et ahistorique trouve ses origines chez Thucydide qui a écrit : « (...) les hommes restent toujours les mêmes et si une autres guerre du même type (la guerre du Péloponnèse) devait éclater à nouveau, les mêmes phénomènes se produiraient ». In Aron, *Leçon sur l'histoire*, op. cit., p. 132. Pour d'autres conceptions cycliques et ahistoriques du monde politique réaliste, voir Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances: transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris, Payot, 1989 ; Robert Gilpin, *op. cit.*

⁵⁷ Cette dynamique sera présentée au point 2.1.1.

Après avoir présenté les bases épistémologiques, ontologiques et normatives de la théorie réaliste, cette genèse théorique doit également être complétée par la genèse historique de la notion réaliste de la sécurité. Bien que ces deux genèses soient brèves et tirées à gros traits, elles sont néanmoins nécessaires à une meilleure compréhension de la notion de sécurité et de ses implications théoriques et pratiques.

Nous avons vu que la recherche de l'objectivité, de l'empirisme, de la scientificité, de la rationalité et de l'universalisme était au cœur de la théorie réaliste, ou du méta-paradigme rationaliste. Or cette recherche de la certitude (Quest for Certainty) a pris forme dans un contexte historique spécifique qui mérite d'être apprécié. Ce contexte historique est celui de la fin de la guerre de Trente Ans, conclue par les traités de Westphalie en 1648. Ceux-ci réglèrent les différends confessionnels et territoriaux en Europe et contribuèrent à la ruine du Saint Empire, par la séparation des pouvoirs religieux et politiques. La religion relevait désormais du roi, c'est-à-dire qu'elle fut circonscrite à la politique domestique de l'État. Par conséquent, le Vatican, comme tout autre État, devait s'abstenir d'intervenir dans quelque État qui soit sans le consentement du roi de l'État en question. C'est le principe universel et fondamental, en relations internationales, de la non intervention d'un État dans les affaires intérieures de tout autre État souverain. Ce principe devint la pierre angulaire de la souveraineté étatique. Il est également le seul principe à s'être établi dans la logique de l'anarchie internationale. Bref, ces traités de Westphalie déterminèrent largement la représentation du monde moderne.

Il est important de se rappeler que la vision moderne du monde et, donc, de la connaissance moderne, a émergé de la guerre de Trente Ans, c'est-à-dire d'un contexte de violence, de peurs et de conflits, résultat de désaccords religieux. Ces désaccords théologiques sur *la vérité*, qui se transformèrent en luttes,

furent extrêmement violentes et longues, puisque que, d'une part, ces désaccords étaient incommensurables et que, d'autre part, la question de la damnation et du salut éternel, intrinsèque à leur vérité respective, animait la foi et le courage des combattants. Ces désaccords théologiques se sont donc trouvés au centre de la vie de chacun, à cause du salut éternel, qu'il fallait mériter par la ferveur de sa foi et la défense de ses vérités et, surtout, à cause des persécutions ou du devoir à prendre les armes inhérents à ceux-ci.

Par conséquent, cette recherche de la « certitude » par le matérialisme empirique de la connaissance, ne fut pas seulement le fruit d'un changement paradigmatique intellectuel, mais également celui d'un contexte politique.⁵⁸ En effet, ce recours au positivisme peut être vu comme un moyen de contrer toute nouvelle guerre conduite et alimentée par des propositions non-matérielles (théologiques) de la proclamation de la vérité. C'est une réponse intellectuelle à la guerre de Trente Ans, afin de modifier les pratiques pour qu'aucune autre guerre aussi longue et sanglante puisse se répéter. Le but de ce nouveau paradigme fut donc de séparer les propositions de la foi des propositions de la connaissance. En limitant le discours au monde des phénomènes positifs, les sociétés et les politiques seraient, selon cette logique rationaliste, libérées des conflits engendrés par des propositions non-matérielles provenant de la conscience et des convictions individuelles.⁵⁹ Par conséquent, une discussion *publique* sur la vérité, contenue dans les limites des propositions de la connaissance matérielle, pouvait être protégée.

C'est dans cette perspective que Hobbes élaborait le pacte social, ou le *Léviathan*, en 1651.⁶⁰ Dans le domaine public, les Hommes auraient accepté de

⁵⁸ Voir S. Toulmin, qui élabore cette thèse dans son ouvrage *Cosmopolis: the Hidden Agenda of Modernity*, New York, Free Press, 1990.

⁵⁹ À cet égard, voir l'exposé fort intéressant et complet de Michael Williams dans « Identity and the Politics of Security », *loc. cit.*, p. 210-216.

⁶⁰ Voir, Thomas Ertman, *Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Medieval and Early Modern Europe*, Cambridge University Press, 1993.

conclure un pacte avec une Autorité, poussés par la peur *rationnelle* et *universelle* de la souffrance et de la mort. Par conséquent, les Hommes étaient, dans le domaine public, égaux et liés par cette peur devant leur souverain, à qui ils devaient obéissance. Hobbes relégua donc les questions religieuses au plan de la vie privée, ce qui permettait, intrinsèquement, une certaine tolérance et liberté religieuse.

C'est dans l'évolution de cette connaissance moderne que les privilèges politiques et les identités sociales fondées sur le pouvoir divin furent progressivement remis en question et contestés. Une vision libérale de l'égalité, de la justice et de la citoyenneté universelles s'imposa peu à peu. Conformément à cette vision, autant le rôle de l'État n'était plus de proclamer une identité spécifique, autant les individus de cet État devaient être séparés, en principe, de leurs identités religieuse, ethnique ou de classe pour n'être compris, dans la sphère publique, qu'en tant que citoyen. Les propositions immatérielles furent volontairement occultées en faveur d'un principe d'universalité. Michael Williams explique :

[...] this universality emerges not from a lack of understanding of the importance of identity but from a conscious *exclusion* of its significance from the political realm in light of the conflict it was seen to entail.⁶¹

Les citoyens devinrent en principe égaux et la violence physique privée, d'un individu à un autre ou d'une classe à une autre, fut délégitimée. La structure de la violence reposa également sur le principe d'universalité où la violence privée devait être éliminée de la sphère publique. La violence devint donc institutionnalisée, centralisée et réglementée par le droit. L'État obtint le *monopole légitime de la violence*⁶², autant dans sa sphère intérieure que dans sa sphère extérieure. Dans la première sphère, l'État, ou l'Autorité suprême vis-à-

⁶¹ « Identity and the Politics of Security », *loc. cit.*, p. 213.

vis de ses citoyens, a le pouvoir de maintenir l'ordre civile et de recourir à la force contre tout individu qui menacerait par des actes *physiques violents* le pouvoir de l'État. Toutefois, dans la sphère extérieure, l'État est confronté à l'absence d'un pouvoir commun, ou d'une Autorité, pour assurer l'ordre entre les États. C'est alors que les États se retrouvent dans un environnement anarchique où l'État doit assurer lui-même sa survie et sa sécurité contre la menace virtuelle que représente tout autre État.⁶³

Les menaces furent également définies en terme d'actions ou de capacité d'actions *matérielles*, par oppositions aux menaces non-matérielles, en l'occurrence religieuses, qui avaient déjà engendrées tant de violences civiles. Cette définition empirique et matérielle de la menace plaça les capacités militaires au cœur des relations internationales. La stratégie militaire moderne devint donc une nouvelle pratique politique.

Les capacités militaires s'avèrent le baromètre de la puissance étatique. Mais par capacités militaires, nous devons comprendre également les capacités démographiques, technologiques, économiques, territoriales ou diplomatiques, qui représentent toutes des dimensions essentielles à la capacité d'un État à se défendre de la menace d'un autre État. La puissance d'un État devient donc une menace à la sécurité et à la survie de tout autre État, tout en étant un moyen de protéger le premier. La menace étant définie par la puissance, une lutte de puissance entre les États s'engage implicitement sur la scène internationale. Cette lutte de puissance est aussi appelée « dilemme de sécurité ». C'est le premier paradoxe qu'engendre la représentation moderne du monde.

⁶² C'est Weber qui formula le premier l'expression, mais nous pouvons constater que l'idée existait bien avant lui. Voir Max Weber, *Économie et société: les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995, p. 99.

⁶³ Il n'est pas fortuit que l'accent soit mis sur les États. Rappelons que dans cette perspective rationaliste, l'État est le seul acteur qui compte en relations internationales.

Lorsqu'un État augmente son niveau de sécurité raisonnable, les autres États voient leur niveau de sécurité diminuer ; ce qui entraîne inéluctablement une escalade des capacités de l'État ou, autrement dit, une escalade des forces. Le concept de force⁶⁴ se trouve alors au cœur de la sécurité nationale. Aron explique : « Si l'on suppose que la sécurité est la fin dernière de la politique des États, le moyen efficace sera d'établir un nouveau rapport de force ou de modifier l'ancien afin que les ennemis potentiels, en raison de leur infériorité ne soient pas tentés de prendre l'initiative d'une agression ». ⁶⁵ Commence alors le cercle vertigineux de l'escalade des forces, c'est-à-dire le dilemme de sécurité.

Celui-ci est alimenté par la personnification de l'État, dans le sens où l'État est le prolongement de l'acteur rationnel « hobbesien », et par la nature de la compétition anarchique qui s'est établit entre les États : celle du jeu à somme nulle (*zero-sum game*) ou des gains absolus. Les stratégies étatiques sur la scène internationale s'élaborent donc dans la perspective suivante : ce qu'un État gagne, l'autre le perd. Autrement dit, si un État devient plus puissant, l'autre État devient plus faible.

Pour les structuro-réalistes, comme Waltz ou Aron ou encore Morgenthau, bien que le dilemme de sécurité soit une condition permanente du système international, celui-ci peut être mitigé par l'équilibre des puissances (*balance of power*). Une distribution des capacités, plus ou moins égale, qui s'effectue entre les grandes puissances contribue à réduire la perception de menace que chacune peut avoir par rapport à l'autre. L'objectif des grandes puissances est alors de maintenir cette équilibre qui assure le statu quo du système international et, par conséquent, la sécurité de chacune et leur position

⁶⁴ Il faut clairement différencier les deux notions de *force* et de *puissance*. Aron propose «de distinguer les *forces*, militaires, économiques, morales même, et la *puissance* qui est la mise en œuvre de ces forces dans les circonstances et en vue d'objectifs déterminés», in *Paix et guerre ...*, op. cit., p. 59.

⁶⁵ *Idem*, p. 82.

respective dans la structure du système.⁶⁶ En effet, la position de chaque État dans la structure du système international est déterminée par la distribution des capacités qui s'est naturellement établie entre eux.⁶⁷

Le deuxième paradoxe qui découle de cette représentation moderne du monde est celui de la transformation du citoyen en capacité militaire de l'État. Détenant le monopole légitime de la violence dans l'environnement anarchique international, l'État peut recourir à tous les moyens dont il dispose pour atteindre son but suprême, c'est-à-dire assurer sa propre survie et sa sécurité. Par conséquent, même si le contrat ou le pacte social, qui est à la base de l'État, a pour fin la conservation ou la défense commune des « contractants », l'État peut utiliser ses contractants en tant que moyen pour contrer toute menace à sa sécurité.

L'État peut faire appel à ces citoyens, qu'il transforme en soldats. Dans cette perspective, Rousseau rappelle que : « qui veut la fin veut aussi les moyens et ces moyens sont inséparables de quelques risques et pertes ».⁶⁸ Si le chef de l'État, c'est-à-dire le prince qui est devenu souverain en 1648, décide que le citoyen doit mettre sa vie en péril dans la poursuite de l'objectif suprême de l'État, celui-ci doit obéir « puisque ce n'est qu'à cette condition qu'il a vécu en sûreté jusqu'alors et que sa vie n'est plus seulement bienfait de la nature, mais un don conditionnel de l'État ».⁶⁹

Mais que ce soit dans la perspective du premier ou du deuxième paradoxe, l'État doit conduire sa puissance selon des calculs rationnels guidés par le

⁶⁶ Waltz définit le système international et la structure de celui-ci comme suit : « A system is composed of a structure and of interacting units. [...] Structure is defined by the arrangement of its parts ». Voir *Theory of International Politics*, Etats-Unis, Addison-Wesley Publishing Co., 1979, p.79-80.

⁶⁷ À cet égard, Kenneth Waltz déclare : « States are differently placed by their power ». *Idem*, p. 97. Pour sa part, Raymond Aron écrit : « Le statut d'une unité politique à l'intérieur d'un système international est fixé par le volume des ressources, matérielles ou humaine, qu'il peut consacrer à l'action diplomatico-stratégique ». Voir *Paix et guerre...*, op. cit. p. 79.

⁶⁸ « Du contrat social », in *op. cit.*, p. 376.

schéma moyen-but, où les moyens sont les capacités militaires de l'État et le but est l'intérêt national suprême. L'État peut recourir à tous les moyens dont il dispose, mais est toujours contraint par cette conduite que Raymond Aron appelle la « conduite diplomatico-militaire », fondée sur ce schéma moyen-but de Weber (le *zweckrational*).⁷⁰ Morgenthau résume bien le *zweckrational* :

« At the same time political realism considers a rational foreign policy to be good foreign policy ; for only a rational foreign policy minimizes risks and maximizes benefits and, hence, complies both with the moral precept of prudence and the political requirement of success ».⁷¹

En résumé, la notion de sécurité a été liée, depuis des siècles dans le contexte d'un projet politique spécifique résultant de la guerre de Trente Ans, à la rationalité, au matérialisme, à la calculabilité, à la technologie et à la recherche de la certitude. Par conséquent, les notions de sécurité et de puissance ont été « fusionnées ».⁷² La sécurité est donc devenu un objet méritant une analyse empirique, abordée en tant que variable explicative du comportement étatique. C'est pourquoi, entre autres, les études stratégiques et les études de sécurité ont, depuis la représentation moderne du monde, été envisagées presque exclusivement sous l'angle du « diplomatico-militaire ». Cette représentation du monde a été façonnée, comme nous l'avons vu, dans un contexte historique spécifique, mais celui-ci a été universalisé en une seule expérience.

Par conséquent, les stratèges et les théoriciens rationalistes des études de sécurité posent la question du « que faire ? » pour assurer cette sécurité et contrer les sources potentiels de troubles et de déstabilisation dans le système international. La sécurité est analysée à travers le prisme du matérialisme,

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ Aron, *Paix et guerre* ..., *op. cit.*, p. 97-100.

⁷¹ *Op. cit.*, p. 7

⁷² Voir l'article fort intéressant de Ayse Ceyhan, « Analyser la Sécurité : Dillon, Waever, Williams et les autres », *Cultures & Conflits (Sécurité et Immigration)*, Paris, Harmattan, no. 31-32, automne-hiver, 1998, p. 39-66.

comme le démontre si bien Baldwin, lorsqu'il tente d'illustrer la notion du concept de sécurité qui prévalait lors de la Guerre froide :

If military force was relevant to an issue, it was considered a security issue; and if military force was not relevant, that issue was consigned to the category of low politics.⁷³

Mais dans le contexte de la détente et de la fin de la Guerre froide, ainsi que dans le contexte académique où ce concept de sécurité traditionnel était remis en question par les théoriciens des approches réflexives, les théoriciens réalistes entreprirent de réviser leur concept de sécurité. Mais avant d'aborder la (re)conceptualisation de la sécurité qui s'est opérée dans le paradigme réaliste, nous présenterons, dans le prochain chapitre, la théorie critique. Il est important de pouvoir situer la (re)conceptualisation de la sécurité dans le débat méta-théorique, c'est pourquoi nous présentons la théorie critique immédiatement après celle de la théorie réaliste, avant d'examiner la (re)conceptualisation de la sécurité.

CHAPITRE II

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA THÉORIE CRITIQUE DES ÉTUDES DE SÉCURITÉ

Ce deuxième chapitre présente les postulats de base de la théorie critique à partir desquels les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale sont construits. Nous exposons et analysons l'épistémologie, l'ontologie et le caractère normatif de cette approche, afin d'en dégager la représentation du système international inhérente à celle-ci.

⁷³ *loc. cit.*, p. 9.

2.1 Les prémisses théoriques de la théorie critique des études de sécurité : l'approche de l'éthique globale et l'approche néo-gramscienne

2.1.1 Une épistémologie réflexive au méta-paradigme rationaliste

Le but de cette théorie est de type « critique », tel que décrit par Robert Cox. Par conséquent, les théoriciens de la théorie critique, qu'ils soient de l'éthique globale ou de l'approche néo-gramscienne, cherchent à comprendre le complexe social/politique/historique dans lequel ils évoluent, pour ensuite se préoccuper d'expliquer ce dernier. Ils s'interrogent à savoir « comment » le monde a été construit tel qu'on le connaît aujourd'hui.

Mais plus précisément, le but de la théorie critique de l'éthique globale est d'instaurer une réflexion sur le méta-paradigme rationaliste, dans le sens où la science devrait être « critique à l'égard d'elle-même et à l'égard de la société qui la produit ». ⁷⁴ Cette approche vise également à « (ré)inventer » les relations internationales dans un sens plus « moral », « éthique » et « global », afin de permettre l'émancipation de l'humain. ⁷⁵ Le but de la théorie critique de tendance néo-gramscienne est plus radical ; il cherche à *transformer* l'ordre mondial tel qu'on le connaît aujourd'hui. ⁷⁶ Par conséquent, un des principaux objectifs de la théorie critique est de dégager un ensemble de propositions alternatives à cet ordre mondial. Dans cette perspective, la théorie critique pourrait devenir, selon Cox, un guide d'actions stratégiques pour transformer l'ordre mondial, afin d'établir l'ordre alternatif choisi. ⁷⁷

⁷⁴ Pour Horkheimer, il est urgent que la science prenne connaissance des « mobiles sociaux qui la poussent dans une certaine direction, par exemple à s'occuper de la lune, et non du bien-être des hommes ». Max Horkheimer, « La théorie critique hier et aujourd'hui », *op. cit.*, p. 356-357.

⁷⁵ Voir Luc Ferry et Alain Renaut, « Présentation », in *Max Horkheimer : Théorie critique*, *op. cit.*, p. 9-40. Et Ken Booth, « Human Wrongs and International Relations », *loc. cit.*, p. 109.

⁷⁶ Robert Cox, « Gramsci, Hegemony, and International Relations : An Essay in Method », in *Approches to World Order*, *op. cit.*, p. 124-143.

⁷⁷ Cox écrit : « [...] critical theory can be a guide to strategic action for bringing about an alternative order, whereas problem-solving theory is a guide to tactical actions which, intended or unintended, sustain the existing order ». In « Social forces, States and World Orders », *op. cit.*, p. 90.

- *L'épistémologie post-positiviste de méthodologie interprétative de l'approche de l'éthique globale.*

Les théoriciens critiques de l'éthique globale appartiennent à la tradition intellectuelle de la *compréhension*. Ils tentent de *comprendre*, de l'intérieur même de leur objet d'étude, la signification des événements dans un sens différent que leur permettrait la découverte des lois de la nature.⁷⁸ La connaissance des sujets, des structures et des pratiques du monde politique n'est pas considérée, dans cette tradition, comme étant objective. Au contraire, l'organisation et l'explication des « faits » du monde découleraient d'un processus collectif impliquant l'observateur et les acteurs sociaux.⁷⁹ Par conséquent, les « faits » n'existeraient qu'à travers un cadre théorique donné, c'est-à-dire à travers un prisme particulier ou une manière de concevoir le monde qui s'inscrit dans un espace politique et temporel spécifique. Dans cette perspective, la méthodologie *interprétative*, que les théoriciens critiques adoptent, examine, d'une part, la compréhension que les acteurs ont de leur monde et, d'autre part, la relation entre cette compréhension et les structures sociales et pratiques dans lesquelles ces mêmes acteurs évoluent. Cette épistémologie post-positiviste de méthode interprétative engage donc l'étude nécessaire des dimensions sociale, culturelle, civilisationnelle et identitaire, du rôle des idées, des normes et des valeurs, ainsi que du contexte historique : toute construction du monde politique étant le fruit de l'interaction de toutes ces dimensions dans un contexte historique et spatial spécifique.

Les théoriciens critiques cherchent à comprendre comment (how) les objets et les sujets du monde politique ont pu être construits, afin de comprendre comment certaines pratiques ont pu, et peuvent, se produire. Tandis que les théoriciens du méta-paradigme rationaliste se préoccupent

⁷⁸ Voir Martin Hollis et Steve Smith, *op. cit.*, p. 1-15.

⁷⁹ Voir Keith Krause « Critical Theory and Security Studies », *loc. cit.*, p.317-322.

seulement d'expliquer pourquoi (why) certaines décisions ont pu être prises à l'intérieur d'une ligne de conduite particulière. Keith Krause résume :

[...] 'how' questions are logically prior to 'why' questions : before particular courses of actions can be selected, the range of possible or plausible options has to be constructed, and scholars have to understand the way in which certain options (such as 'maintaining reputation' or 'gaining prestige') acquire meaning or value.⁸⁰

Les théoriciens critiques sont donc intéressés par la recherche de la signification de chaque construction du monde politique. C'est pourquoi, ils questionnent les propositions de base du méta-paradigme rationaliste, où le système anarchique et les États sont des « réalités » naturelles et ahistoriques et à partir desquelles le fonctionnement du système international est expliqué. Les théoriciens critiques refusent d'analyser le monde politique à partir de ses prémisses de l'anarchie et des États personnifiés territorialement souverains, résultats du pacte social.⁸¹ Leur première préoccupation n'est pas d'expliquer le comportement des États et intrinsèquement celui des hommes d'État, dans ce système international à « l'état de nature », mais de s'interroger à savoir comment le système international a été construit comme étant de nature anarchique et comment les États ont été construits en tant qu'entités personnifiées et souveraines. Comment ce système et ces États, qui ne sont à la base que des abstractions, ont-ils été créés et, ensuite, abordés, en tant que

⁸⁰ *Idem*, p. 317.

⁸¹ Il est important de ne pas confondre les théoriciens critiques de la théorie critique avec les théoriciens qui se disent « Critique » parce qu'ils s'inscrivent dans le méta-paradigme Critique, que nous appelons « réflexif », afin d'éviter justement cette confusion. À cet égard, voir la note 1 de l'introduction. C'est pourquoi nous nous permettons d'affirmer que les théoriciens critiques n'acceptent pas les prémisses de l'anarchie, de la personnification de l'État et du pacte social, bien que nous sachions que les théoriciens constructivistes, tels que Alexander Wendt, intègrent ces prémisses. Dans son article « Constructing International Politics » dans *International Security*, en 1995, Wendt dit s'inscrire dans la littérature critique, mais il faut entendre par là, qu'il se place dans le méta-paradigme Critique ou plutôt réflexif. Il écrit d'ailleurs : « Critical IR 'theory', however, is not a single theory. It is a family of theories that includes postmodernists [...], constructivists [...], neo-marxists [...], feminists [...] and other. » (p. 71). Soulignons, toutefois, que nous ne sommes pas d'accord pour incorporer la théorie constructiviste au méta-paradigme réflexif. Nous estimons que la théorie constructiviste s'inscrit plutôt, tel un pont, entre le méta-paradigme rationaliste et le méta-paradigme réflexif, d'autant plus que Wendt, lui-même, lors d'une conférence en septembre 1998 à l'Université McGill affirmait qu'il se situait plus près du réalisme que des théories critiques. Sur la place du constructivisme dans les Relations internationales voir, John Baylis & Steve Smith, *op. cit.*, p. 165-189. Pour une analyse comparative des théories constructiviste et critique, voir Ted Hopf

réalités? Ou autrement dit, comment des propositions théoriques sont-elles devenues des « réalités » ?

Ces questionnements visent à comprendre la représentation du monde dans lequel nous vivons. Par cette compréhension, les théoriciens critiques tentent de dévoiler les erreurs conceptuelles et historiques sur lesquelles cette représentation du monde repose, pour ainsi stimuler une révision des relations internationales, qui s'inscrirait dans le cadre d'une morale plus éthique et globale, et qui impliquerait de nouvelles pratiques politiques. Horkheimer estimait que la théorie critique devait apporter un « surcroît de conscience [...] aux sujets sociaux *conscients* du caractère contradictoire de [leur] société» et participer ainsi à un mouvement vers l'« humanité consciente d'elle-même ».⁸² Cette nécessaire conscientisation est le point de départ à une révision des relations internationales qui doit engendrer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'actions concrètes, de projets politiques ou encore de mouvements sociaux explicitement politisés.⁸³ Par conséquent, il serait faux de croire que les théoriciens critiques ne sont pas préoccupés par les problèmes pratiques du monde (of the real world).⁸⁴ Leurs objectifs couvrent tout autant la dimension pratique que ceux du *problem-solving theory*. La différence est que les théoriciens critiques abordent la pratique politique dans une perspective qui transcende l'ordre existant, alors que les théoriciens rationalistes prennent cet ordre en tant que point de départ.

- *L'épistémologie du matérialisme historique de méthodologie dialectique de l'approche néo-gramscienne.*

« The Promise of Constructivism in International Relations Theory », in *International Security*, vol.23, no.1, été 1998, p. 171-200.

⁸² « Présentation », in *Max Horkheimer : Théorie critique*, op. cit., p. 20. (Souligné dans le texte)

⁸³ Ken Booth et Peter Vale dans leur chapitre sur la théorie critique et l'Afrique australe admettent clairement que la première tâche de la théorie critique est d'amener une révision du monde pour ensuite amener une révision des politiques. Ils écrivent: « [...] critical studies must engage with practical politics in southern Africa and speak up for those without security ». « Critical Security Studies and Regional Insecurity : The Case of Southern Africa », in *Critical Security Studies*, op. cit., p. 354.

⁸⁴ Robert Cox, « Social Forces, State, and World Orders », op. cit., p. 90.

En générale, l'épistémologie de la théorie critique est largement définie comme étant post-positiviste (relevant de la tradition de la compréhension) et interprétative. Toutefois, la théorie critique d'approche néo-gramscienne se réfère à l'épistémologie *du matérialisme historique de méthodologie dialectique*.⁸⁵ Nous considérons que cette épistémologie complète, sinon approfondie, l'épistémologie post-positiviste interprétative de la théorie critique des études de sécurité de l'éthique globale.

La théorie critique, de tendance néo-gramscienne, questionne non seulement les origines, mais également les processus historiques continuels du changement des constructions du monde politique qui s'inscrivent à l'intérieur des différentes sphères d'activités humaines. Ce questionnement découle du principe épistémologique du matérialisme historique, qui utilise, entre autres, la dialectique historique. Cette dialectique consiste à analyser les forces sociales en opposition et en lutte, qui se retrouvent dans toute situation historique concrète, et qui, peuvent potentiellement créer des formes de développement alternatives à la forme existante. La théorie critique du matérialisme historique doit donc continuellement ajuster ses concepts, afin de pouvoir comprendre et expliquer cette représentation de la réalité, qui est mouvante, car socialement et historiquement construite, imprégnée des rapports de force.

La dialectique historique est également couplée de la dialectique logique où les concepts de la théorie critique sont constamment appelés à être ajustés. En effet, la dialectique logique implique la confrontation permanente des concepts entre eux, de même que la confrontation de ces derniers à la « réalité » qu'ils

⁸⁵ Voir la définition du matérialisme historique qui se distingue du matérialisme structurel dans *idem*, p. 94-95.

doivent représenter.⁸⁶ La dialectique logique correspond à la recherche de la « vérité » à travers l'exploration des contradictions.⁸⁷

Cette épistémologie du matérialisme historique de méthodologie dialectique est en rupture complète avec l'épistémologie positiviste empirique de méthode déductive-inductive du réalisme, puisque toute recherche de loi universelle par l'observation neutre des « faits », dans l'histoire, est rejetée. Aucune loi universelle n'est possible, puisque la « réalité » change constamment à cause des forces sociales qui évoluent en son sein et des contradictions qu'elle comporte, de même que les concepts s'opposent entre eux.

Il nous paraît alors contradictoire que Cox utilise les notions de « réalité » et de « vérité » dans la présentation épistémologique et méthodologique de son approche, alors qu'il s'insurge contre l'épistémologie positiviste du méta-paradigme rationaliste, soit disant objectif et scientifique. Lui même démontre que les faits et, par conséquent, la « réalité », ne sont abordés qu'à travers une perspective théorique spécifique dans un cadre historique et politique particulier où les théoriciens analysent les faits, consciemment ou inconsciemment, à travers leur propre prisme de valeurs et d'intérêts. Par conséquent, tout comme les théoriciens critiques de l'éthique globale, il semble qu'il aurait été plus juste que les théoriciens néo-gramsciens parlent de « *représentation* de la réalité ». Mais cela ne serait pas encore tout à fait exact, puisque pour les théoriciens néo-gramsciens, la réalité est la lutte des intérêts, laquelle existera toujours à travers tout bloc historique.

Bien que nous sachions que le concept de « réalité » néo-gramscien ne soit pas similaire au concept de « réalité » rationaliste, dans le sens qu'il n'est pas

⁸⁶ *Idem*, p. 95.

⁸⁷ En effet, Cox écrit: « At the level of logic, it means a dialogue seeking *truth* through the exploration of contradictions ». In *idem*, p. 95. (C'est nous qui soulignons).

abordé en tant qu'immanence et d'universel, une ambiguïté conceptuelle s'en dégage malgré tout. Tout comme il semble très paradoxale que les néo-gramsciens s'engagent à rechercher la « vérité ». Bien sûr, Cox rappelle que cette vérité recherchée n'est jamais définie, étant toujours en mouvement. Il écrit : « [...] a truth, [...] that is always in motion, never be encapsulated in some definitive form ».⁸⁸ Néanmoins, nous pouvons nous interroger à savoir comment la dialectique logique peut tendre vers la « vérité » alors que tout concept est analysé à travers un prisme théorique, politique et historique particulier. Les théoriciens peuvent viser un certain idéal, mais pas la vérité. Eux-mêmes s'acharnent à démontrer que tout sujet, tout objet, toute structure ou pratique ne sont que des constructions sociales et historiques dynamiques et non pas des vérités.

2.1.2 L'unité ontologique de base de la théorie critique : les structures sociales de l'approche de l'éthique globale et les forces sociales de l'approche néo-gramscienne

- *La théorie critique de l'éthique globale*

Dans le cadre de la théorie critique, tous les acteurs (États ou autres), toutes les pratiques et structures de la politique mondiale sont des constructions sociales, c'est-à-dire les produits d'un processus historique complexe composé des dimensions sociale, politique, matérielle et idéelle qui interagissent les unes sur les autres.

Les unités ontologiques de base de la théorie critique sont les structures sociales comprises dans une structure historique elle-même socialement construite dans un cadre spatial et temporel spécifique. Les deux unités ontologiques fondamentales des réalistes, soient le « système anarchique » et l'« État », ne peuvent, par conséquent, être les composantes ontologiques de la

⁸⁸ *Ibidem.*

théorie critique, ces composantes étant elles-mêmes le fruit des constructions sociales et historiques. Les théoriciens critiques vont au-delà de la représentation dominante du monde. Ils s'interrogent à savoir « comment » les concepts d'anarchie et d'État ont été construits. Par conséquent, leurs unités ontologiques s'avèrent implicitement le résultat d'une certaine atomisation de ces concepts rationalistes.

Les théoriciens critiques ne prennent donc pas pour réalité immuable la représentation du monde où l'État est le seul « sujet » qui compte dans le système international, où l'anarchie est la « condition » éternelle et où le contrat social est la « solution » qui s'imposa, parce que ce ne sont que des constructions sociales et historiques.⁸⁹ Non seulement, l'analyse traditionnelle des relations internationales a été construite sur une lecture biaisée de Hobbes et de Rousseau, entre autres, mais elle a toujours incorporé les concepts d'anarchie et d'État en tant que réalités objectives et ahistoriques, calquées sur la nature supposée rationaliste et égoïste de l'Homme.⁹⁰

Or, les théoriciens critiques tentent de démontrer que ces concepts ne sont, somme toute, que des abstractions philosophiques ayant été élaborées dans un contexte social et historique spécifique.⁹¹ Si ces concepts abstraits (l'État, le

⁸⁹ Keith Krause et Michael C. Williams, « From Strategy to Security ... », *op. cit.*, p. 39. Comme nous l'avons déjà souligné, le méta-paradigme rationaliste repose sur des bases théoriques erronées, puisqu'il a été construit à partir d'un glissement intellectuel. Faut-il rappeler que l'« état de nature » de Hobbes et de Rousseau ne relève pas d'un événement empirique, mais bien d'une tentative philosophique de penser le politique? Aussi cette représentation du monde s'inscrit-elle dans un contexte historique spécifique et un projet politique précis de la séparation des propositions immatérielles des propositions matérielles. Voir la partie 1.2 du présent mémoire.

⁹⁰ En résumé, l'essence du méta-paradigme rationaliste des relations internationales est, selon Krause et Williams « thus not simply the postulate of anarchy, [...] but the assumption of a particular form of individual rationality in state action as both the source and outcome of that anarchy ». *Idem*, p. 41. Cette méthodologie, fondée sur la personnification (ou l'individualité) rationnelle, ignore le processus décisionnel et les questions de formation d'identité ou d'intérêts pouvant engendrer différentes formes sociales à l'intérieur même de l'État. Cette méthodologie risque donc de remettre en cause les fondements inter-suggestifs du consensus de base à l'État.

⁹¹ Un des exemples de ce glissement théorique de l'abstraction à la réalité, propre au paradigme rationaliste, est offert par Kenneth Waltz. Ce théoricien, l'un des plus importants néo-réalistes, admet que son concept de structure (concept clé dans la théorie structuro-réaliste de Waltz) est une abstraction. Il écrit : « Since structure is an abstraction, it cannot be defined by enumerating material characteristics of the system ». Malgré tout, il effectue un glissement théorique où la « structure » n'est plus une abstraction puisqu'elle s'avère composée d'unités « réelles », soient les États. En effet, il écrit : « States are not and never have been the only international actors. But

système international anarchique, le pacte social, le dilemme de sécurité, l'équilibre des puissance, etc.) sont venus à être considérés en tant que « réalité », c'est qu'ils sont représentés, et par le fait même constitués, à partir et à travers des pratiques politiques qui ont ainsi créé une compréhension sociale commune de ces concepts. Les pratiques politiques, sociales, culturelles ou autres sont souvent si bien ancrées dans la société, depuis si longtemps, qu'elles paraissent avoir toujours existées et relever de l'évidence. Par exemple, John Shy explique que cette règle méthodologique fondamentale à tous réalistes et libéraux de formuler des lois valides universelles « has become, during almost two centuries, so deeply embedded in Western consciousness that many adherents refuse to accept it as a 'mode' of thinking at all ». ⁹² Ce n'était pas considéré comme un mode d'analyse, une méthodologie, mais comme une évidence, une seconde nature.

C'est l'incorporation des pratiques sociales dominantes dans une certaine routine, qui fait paraître cet ordre comme étant naturel. En effet, cette prétendue « anarchie » de même que cet « intérêt national » ne sont pas des lois naturelles, mais bien une série de propositions sur la nature politique des sujets et sur leur relation avec la souveraineté. ⁹³ En fait, comme le soulignent Agnew et Corbridge, « l'anarchie » et « l'État » sont des constructions historiques dans le cadre des relations sociales globales et domestiques, résultant d'une *intersubjectivité* entre la création du « statehood » et du système étatique. ⁹⁴ Ce n'est pas une logique ahistorique qui crée un certain ordre, notamment l'ordre géopolitique dans la politique mondiale, mais des pratiques sociales, des changements technologiques ou encore des changements de conditions économiques évoluant dans un contexte historique façonné par ces dimensions.

the structures are defined not by all of actors that flourish within them but by the major ones. ». *Theory of International Politics, op.cit.*, p. 80 et 93.

⁹² Cité dans « From Strategy to Security ... », *op. cit.*, p. 38.

⁹³ Keith Krause, et Michael C Williams, « Broadening the Agenda of Security Studies: Politics and Methods », *Mershon International Studies Review*, 40, 1996, p. 233.

⁹⁴ *Op. cit.*, pp. 16-17

Et cet ordre géopolitique, par exemple, paraît d'autant plus naturel que les pratiques de la politique étrangère s'articulent autour de celui-ci.

Par conséquent, ce processus de constitution des sujets (ou acteurs) et des objets à travers un cadre social et historique particulier, dote ceux-ci d'une identité et d'intérêts qui ne leurs sont pas donnés ou acquis, mais contingents. Dès lors, comment accepter que la construction de l'État et que ses intérêts nationaux soient immuables ? Par exemple, d'aucun peut prétendre, aujourd'hui, que l'identité et les intérêts de chacun des États américain, russe ou français soient analogues à l'identité et aux intérêts que chacun d'eux endossait à l'époque de la Guerre froide ou à celle du début du siècle. Il en est de même du concept d'anarchie. L'anarchie existe dans la mesure où les pratiques sociales se forment et s'articulent dans la perspective de celle-ci. Pour reprendre la célèbre phrase de Alexander Wendt, mais dans un cadre critique, nous proposons: « Anarchy is what political agents and their (varying) *social practices* in a specific historical context make of it »⁹⁵.

Cette dernière proposition qui pourrait être formulée dans le cadre de la théorie critique réfute le caractère ahistorique de l'anarchie, considérant le potentiel de changement toujours présent dans ses pratiques sociales façonnées par le contexte historique lui-même construit par les dimensions économique, sociale, culturelle et idéelle évoluant en son sein. Ce complexe historique et social dynamique réfute également toute fragmentation des sphères de l'activité humaine, toute réification et toute personnification de l'État où la raison d'État serait coupée de la sphère politique interne. Les États en tant que sujets, l'anarchie en tant que condition du système international et le contrat social en tant que solution ne sont pas des réalités ahistoriques, acquises et

⁹⁵ Wendt a écrit: « Anarchy is what states make of it ». « Anarchy is What State's Make of it : The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, no. 2, 1992, p. 391-425. Toutefois, les théoriciens critiques ne peuvent comprendre la proposition constructiviste de Wendt, parce qu'ils refusent toute

prédéterminées, mais des unités ontologiques socialement et historiquement construites et maintenues à travers les pratiques sociales et le discours.

- *La théorie critique d'approche néo-gramscienne*

Les théoriciens critiques néo-gramsciens sont largement d'accord avec les théoriciens de l'approche de l'éthique globale en ce qui concerne la construction sociale et historique du monde et le rôle des pratiques sociales qui représentent ces constructions et constituent celles-ci en tant que réalités naturelles. Mais les théoriciens critiques, de par leur épistémologie du matérialisme historique de méthode dialectique et leur ontologie qui relève plutôt des *forces sociales* dynamiques que de la structure sociale, amènent une dimension supplémentaire à l'analyse de la représentation du monde de l'approche de l'éthique globale.

Par leur épistémologie du matérialisme historique, les théoriciens néo-gramsciens se penchent sur les *processus de production* dans une perspective de relations de réciprocité avec les forces sociales. Contrairement aux théoriciens rationalistes qui ont tendance à occulter ce qui se passe dans la sphère intérieure de l'État, et davantage ce qui s'inscrit dans la sphère économique, les théoriciens néo-gramsciens placent les processus de production au cœur de leur analyse. La relation dynamique qui s'établit entre les forces sociales et les processus de production affecterait les autres sphères de l'activité humaine et, par conséquent, l'État et l'ordre mondial. Les processus de production sont liés, dans la perspective néo-gramscienne, non seulement à la prospérité et au bien-être de la société, mais également à la capacité de mobiliser la puissance derrière la politique étrangère de l'État.⁹⁶ Les possibilités dialectiques de changement dans la sphère de production

réification de l'État. Dans cette perspective, cette proposition constructiviste apparaît réductionniste, puisque dans l'optique critique, l'État est une construction sociale et historique.

peuvent modifier la forme historique du complexe État/société, lequel est une composante de l'ordre mondial. Selon Gramsci, il y a une relation de réciprocité entre les relations économiques (la structure) et la sphère éthico-politique (la superstructure).

Par conséquent, tout changement dans les processus de production peut entraîner la construction d'un complexe historique différent. Mais ce processus de production prend place dans une relation de pouvoir entre ceux qui contrôlent et ceux qui exécutent les tâches de la production. Les théoriciens néo-gramsciens, à travers le matérialisme historique, examinent donc le lien entre les relations de pouvoir au sein de la production, de l'État et des relations internationales. Ils étudient non seulement la dimension horizontale de la compétition entre les grandes puissances du système international, mais également la dimension verticale du pouvoir entre la domination du centre sur la subordination de la périphérie dans une économie politique mondiale. Par conséquent, la *relation dominant-dominé*, ou celle de l'impérialisme, devient une préoccupation centrale à la théorie critique d'approche néo-gramscienne. Dans cette perspective, ces relations de pouvoir ne sont pas statiques, mais toujours susceptibles de changer par la dynamique des forces sociales. Et ces transformations ne peuvent s'effectuer, selon le cadre néo-gramscien, qu'à travers des luttes et des conflits. Par conséquent, les luttes et les conflits sont perçus comme étant une cause possible de changement structurel.⁹⁷

L'analyse d'une sphère particulière d'activités humaines, comme la sécurité, l'économie ou la politique, englobe le complexe social et politique comme un tout. Les processus de construction et de changement de certaines sphères doivent être analysés par le biais des parties et du tout, puisque les parties

⁹⁶ Nous verrons d'ailleurs, au point 2.2, que les processus de production sont intimement liés à la notion de sécurité dans l'approche néo-gramscienne.

⁹⁷ « Social Forces, States, and World Orders ... », *op. cit.*, p. 95.

interagissent les unes sur les autres ainsi que sur le tout ; ce qui s'oppose à la fragmentation rationaliste des sphères et à toute prédétermination des variables à l'intérieur de celles-ci.

La théorie critique de méthode dialectique, impliquant un potentiel continu de changement par un complexe de forces socialement et historiquement construit, rejettent ainsi toute tendance ahistorique. C'est pourquoi Cox et les autres théoriciens critiques s'abstiennent de formuler des prédictions. À cet égard Krause écrit :

[...] it is no accident that Robert Cox, [...], eschews prediction, since he believes it only possible within a framework of 'problem-solving theory' that takes the social and political order as fixed and works within this with a determinist 'if-then' logic that denies much scope for human agency. To claim then that his failure to make predictions is a weakness of critical theory is to miss the point entirely, and to evaluate Cox's work against the goals of other.⁹⁸

2.1.3 La théorie critique : une théorie normative et intersubjective

«Theory is always for someone and for some purpose».⁹⁹ Par cette simple phrase, Robert Cox nie toute objectivité scientifique qui peut être attribuée aux théories. Il replace au cœur de la théorie la normativité, c'est-à-dire les normes et les valeurs inhérentes à tout paradigme. Le théoricien n'est pas considéré comme étant un observateur détaché du monde politique, lequel il tente d'expliquer et de comprendre. Le théoricien est reconnu en tant qu'élément constituant de son objet d'étude avec ses valeurs et ses intérêts. C'est dans ce sens que la théorie critique est intersubjective au plan normatif, puisqu'il y a interaction entre le monde politique et le théoricien.

⁹⁸ « Critical Theory and Security Studies ... », *loc. cit.*, p. 321.

⁹⁹ « Social Forces, States, and World Orders ... », *op. cit.*, p. 87.

La théorie critique se déclare ouvertement intersubjective et politisée. Selon Bradley S. Klein, la théorie critique est une alternative intéressante au méta-paradigme rationaliste, parce qu'elle est une approche explicitement politisée qui cherche à démocratiser les pratiques internationales et à lier les questions des relations mondiales aux processus sociaux, aux mouvements sociaux et aux transformations dans les relations économiques et de classes.¹⁰⁰

Par conséquent, les théoriciens critiques, de l'approche de l'éthique globale et de l'approche néo-gramscienne, attaquent de façon virulente la prétention des réalistes/libéraux à offrir une théorie objectivement scientifique et, donc, normativement neutre. En ce sens, Krause et Williams démontrent que le méta-paradigme rationaliste n'est pas dépourvu de caractère normatif.¹⁰¹ Ils s'interrogent à savoir, premièrement, comment les théoriciens réalistes/libéraux peuvent se réclamer d'une objectivité scientifique, alors qu'il y a, à l'intérieur même de leurs approches, des problèmes d'interprétation. Par exemple, un même « fait » historique peut être expliqué différemment par plusieurs théoriciens réalistes ou libéraux. Deuxièmement, ils se questionnent à savoir comment ces théoriciens peuvent aspirer à l'objectivité scientifique, alors qu'ils incorporent des éléments d'opinions, d'intentions et de perceptions dans le cadre de leurs explications. Et troisièmement, ils se demandent comment les théoriciens rationalistes peuvent estimer que les perceptions et les convictions subjectives des décideurs politiques puissent être objectivement accessibles. Et finalement, nous pouvons rappeler, comme il a été démontré précédemment à la partie 1.2, que, quoi qu'il en soit, la quête de l'objectivité et de la scientificité des théoriciens rationalistes, ne peut être scientifiquement neutre, parce qu'elle a été voulue et souhaitée, dans le cadre du projet politique spécifique de la deuxième moitié du XVIIe siècle.

¹⁰⁰ Bradley S. Klein, *op. cit.*, p. 35.

¹⁰¹ « Broadening the Agenda of Security Studies ... », *loc. cit.*, p. 136-242.

Mais les théoriciens rationalistes s'obstinent à nier la non-objectivité de leur méta-paradigme, puisque c'est au nom de cette objectivité et scientificité que celui-ci, ou plus précisément le paradigme réaliste, demeure dominant en relations internationales. Ce paradigme amène la « vérité », la certitude et offre un guide d'actions appropriées. Parallèlement, il répond aux intérêts latents de la classe internationale hégémonique, d'où l'importance que celui-ci conserve sa position dominante, c'est-à-dire son caractère objectif et scientifique.

Les théoriciens néo-gramsciens insistent davantage que les théoriciens de l'éthique globale sur cette normativité latente du méta-paradigme rationaliste qui répondrait aux intérêts de la classe sociale hégémonique. Par classe sociale hégémonique, ils entendent la classe qui contrôle les moyens de production, laquelle est liée au pouvoir de l'État, qui définit entre autres la politique étrangère, et au pouvoir dans les relations internationales.¹⁰² C'est pourquoi, le caractère « objectif » du méta-paradigme doit être protégé, afin d'occulter les intérêts de la classe sociale dominante qu'il sert.

La classe sociale hégémonique n'a pas intérêt à ce que le système international, qui repose sur le modèle westphalien, se transforme, parce qu'elle s'inscrit en tant qu'hégémonie à l'intérieur même de celui-ci. Par conséquent, le méta-paradigme rationaliste se fait au nom d'une certaine stabilité, d'un statu quo, ou d'une *sécurité* nécessairement étatique.¹⁰³ Tout changement affectant le système international mettrait en jeu les intérêts et les valeurs propres de cette classe hégémonique internationale. C'est pourquoi, dans le méta-paradigme rationaliste, la sécurité se conjugue avec la stabilité du système international, ce qui implique que tous les États doivent adopter la même rationalité, qui est celle du réalisme.

¹⁰² «Social Forces, States, and World Orders ...», *op. cit.*, p.93. Nous verrons au point 2.2 comment la sécurité de l'État et le statu quo du système international est intrinsèquement lié à l'économie mondiale et à la capacité de production.

¹⁰³ *Ibidem.*

La théorie critique est donc entièrement réflexive au plan normatif, puisqu'elle déclare ouvertement qu'elle aspire à transformer la représentation de l'ordre mondial existant.¹⁰⁴ Par conséquent, elle endosse une approche ouvertement politisée, rejetant tout statu quo.

2.1.4 L'importance du discours dans la théorie critique

Autant les théoriciens de l'approche de l'éthique globale que les théoriciens de l'approche néo-gramscienne accordent une place centrale au discours en relations internationales.¹⁰⁵ Les constructions du monde se constituent et se maintiennent à travers les pratiques, mais également par le biais du discours. C'est par le discours que les élites ou les classes hégémoniques, légitiment idéologiquement les normes de l'ordre international et incarnent les règles qui facilitent l'expansion de l'ordre mondial hégémonique d'aujourd'hui.¹⁰⁶

Cette légitimation passe par la création consciente ou inconsciente d'une forme de discours qui défend les normes des classes hégémoniques. C'est pourquoi Agnew et Corbridge écrivent: « The consensus-creating aspect of hegemony in its Gramscian sense, [...] is essentially equivalent to this meaning of discourse ».¹⁰⁷ Selon Gramsci, aucun bloc historique (qui est le complexe État /société) ne peut exister sans une classe sociale hégémonique.¹⁰⁸ Celle-ci maintient la cohésion et l'identité du bloc historique par la propagation d'une

¹⁰⁴ À ceux qui apposent l'étiquette « utopiste » aux tenants de la théorie critique, Cox répond: « Critical theory thus contains an element of utopianism in the sense that it can represent a coherent picture of an alternative order, but its utopianism is constrained by its comprehension of historical processes. It must reject improbable alternatives just as it rejects the permanency of the existing order ». *Idem*, p. 90.

¹⁰⁵ Bien que cette préoccupation soit commune aux théoriciens de l'éthique globale et aux théoriciens de l'approche néo-gramscienne, une ambiguïté ontologique se dégagera de cette présentation. Les néo-gramsciens utilisent le concept de « classe hégémonique », alors que les théoriciens de l'éthique globales vont plutôt faire référence au concept d' « élite », tout comme les concepts de « système mondial » et de « système international » seront utilisés indifféremment.

¹⁰⁶ Aussi cette classe hégémonique veille à coopter les élites des États périphériques et à absorber les idées contre-hégémoniques. Voir, Cox, « Gramsci, Hegemony and International Relations », in *Gramsci Historical Materialism and International Relations*, S. Gill (dir.), Cambridge & New York, Cambridge University Press, 1993, p. 62.

¹⁰⁷ *Op. cit.*, p. 46.

culture commune. Ce qui ne veut pas dire qu'aucune autre culture coexiste avec celle de la classe dominante. Au contraire, mais « la dominance procède de l'occultation de la pensée du subordonné ».¹⁰⁹

Le discours correspond à l'idée traditionnelle du texte et au contexte historique et social spécifique dans lequel il est exprimé et par lequel il est lui-même façonné. Le discours et le contexte historique et social se constituent l'un et l'autre. Par conséquent, le discours défend et instaure dans le monde politique les valeurs et les pratiques de la classe hégémonique, tout en étant parallèlement construit par les forces sociales (idées et pratiques) évoluant à l'intérieur du bloc historique donné, dominé par la classe hégémonique. À cet effet, il est intéressant de prendre connaissance des trois niveaux du processus discursif présentés par Williams. Le premier, *l'ordre descriptif*, désigne les objets, les catégories d'évaluation et de mesure ainsi que les relations causales qui sont permises à l'intérieur du cadre de référence. Le deuxième correspond à *l'ordre narratif* où les objets sont placés dans un cadre spatial et temporel, ce qui implique la formulation des catégories comme « *inside* » - « *outside* ». Le troisième est *l'ordre argumentatif* qui englobe les deux premiers niveaux discursifs en veillant à les encadrer de règles (ou de « normes »: il semble y avoir absence de consensus quant à l'utilisation de ces termes) communes de discussion: c'est-à-dire des « *series of rules of acceptance* » qui permettent de déterminer ce qui peut être considéré comme connaissance valable.¹¹⁰

Ce discours qui vise la préservation de l'ordre mondial hégémonique repose, selon Krause et Williams, sur trois éléments qui sont, à leur avis, interdépendants et indissociables les uns des autres: la structure de la

¹⁰⁸ Pour une discussion sur les concepts de bloc historique et d'hégémonie, voir: Cox, « Gramsci, Hegemony and International Relations », *op. cit.*, p. 56-57.

¹⁰⁹ Robert Cox, « Territoire et interdépendance », in *Cultures & Conflits (L'International sans territoire)*, Paris, Harmattan, no. 21-22, printemps-été, 1996, p. 246.

¹¹⁰ « The Institution of Security: Elements of a Theory of Security Organizations », in *Cooperation and Conflict: Nordict Journal of International Studies*, vol. 32, no. 3, 1997, p. 290.

connaissance, la confiance (reconnaissance morale) et le pouvoir. La structure de la connaissance est une « structure symbolique » régie par une convention épistémique à l'intérieur de laquelle il est permis de s'exprimer et d'entendre les autres.¹¹¹ Ceux qui véhiculent un discours doivent avoir la reconnaissance morale de la part de la classe dominante et des autres classes, afin de pouvoir s'imposer comme autorité. Finalement, cette construction de la connaissance légitime et de l'autorité entraîne la construction d'une structure du pouvoir.

Avoir l'autorité d'exprimer l'ordre international, c'est avoir le pouvoir de présenter aux autres classes l'ordre international qui répond le mieux à nos intérêts. Les élites gouvernementales, mais surtout bureaucratiques, et universitaires déterminent la vision des gens de ce qu'est la représentation de l'ordre international et « ordonnent » les représentations des événements du monde, de façon à établir ce qui est important et ce qui mérite d'obtenir l'attention ou l'aide des gouvernements.¹¹² C'est par ce principe qui « ordonne » les représentations des événements du monde qui fait que nous soyons submergés d'images et d'informations sur la guerre au Kosovo, par exemple, et que les États membres de l'Otan, tout comme d'autres États, se mobilisent massivement pour la résolution de ce conflit, alors que, parallèlement, ils oublient la guerre en Afghanistan. Cette dernière est laissée pour compte, parce qu'elle ne correspond pas aux priorités de l'élite de la communauté internationale, soit les gouvernements des États occidentaux.

Dans le cadre de la (re)conceptualisation de la sécurité, Lipschutz écrit avec justesse :

[...] there are not only struggles over security among nations, but also struggles among notions. Winning the right to define

¹¹¹ Cette structure symbolique est composée du processus discursif de trois niveaux présenté ci-haut. *Ibidem*.

¹¹² Voir Didier Bigo, « Guerres, conflits, transnational et territoire », in *Cultures & Conflits (L'International sans territoire)*, Paris, Harmattan, no. 21-22, printemps-été, 1996, p. 297.

security provides not just access to resources but also to authority to articulate new definitions and discourses of security as well.¹¹³

D'où vient le nexus savoir-pouvoir qui est crucial au sein de la théorie critique. Dans le champs de la sécurité, par exemple, avoir la connaissance et l'autorité d'énoncer un problème donne le pouvoir de sécuriser un champ spécifique et de réclamer les moyens possibles pour parvenir à ses fins.¹¹⁴ Mais encore faut-il que cet acte élocutoire soit couronné de succès selon l'effet performatif.¹¹⁵ Par conséquent, la question devient « Qui peut exprimer la 'sécurité' légitimement ou avec succès ? ». ¹¹⁶ Ce qui réfère plus, selon Huysmans, à des positions sociales qu'à des individus. Ces « producteurs d'un savoir professionnel de la sécurité » correspondent à l'élite de l'État (bureaucrates, services secrets, armées, polices).¹¹⁷

Ces discours sur la sécurité, qui construisent les menaces et l'ordre international, sont dépendants des luttes internes entre ces acteurs de la sécurité. Même les intellectuels qui offrent les plus grandes thèses à ce sujet s'inscrivent dans une logique de « positionnement au sein du monde de la sécurité et selon l'économie des luttes qui s'y déroulent pour la prédominance », laquelle tient à la capacité de désigner qui sera le nouvel ennemi, les nouvelles menaces et quel sera probablement le nouvel ordre international.¹¹⁸

Le discours, ou la construction discursive du monde et intrinsèquement celle de la menace, joue un rôle central au sein du système mondial. Il est donc aisé de

¹¹³ Ronnie D. Lipschutz, *On Security*, New York, Colombia University Press, 1995, p. 8.

¹¹⁴ Voir Jef Huysmans, « Dire et écrire la sécurité », *Cultures & Conflits (Sécurité et immigration)*, Paris, Harmattan, no. 19-20, automne-hiver, 1995, p. 194.

¹¹⁵ Notion développée par Austin qui signifie que « produire l'énonciation (dire) c'est exécuter une action (faire) ». Cité par Ayse Ceyhan, *loc. cit.*, p. 50.

¹¹⁶ « Dire et écrire la sécurité », *loc. cit.*, p. 194.

¹¹⁷ Voir, *idem*, p. 198. Et Didier Bigo, « Guerres, conflits, transnational et territoire », *loc. cit.*, p. 397-418.

¹¹⁸ Voir Didier Bigo, « Grands débats pour un petit monde », *Cultures & Conflits (Troubler et inquiéter les discours du désordre international)*, Paris, Harmattan, no. 19-20, automne-hiver 1995, p. 7-48.

comprendre pourquoi toute forme de discours alternatif a souvent été placée en marge du discours dominant. Longtemps, les théoriciens du méta-paradigme réflexif (ceux de la théorie critique en outre), avec leur « discours éthique » connurent cette situation. Ils ont souvent été jugés « dangereux » en raison de leur volonté de transformer la représentation de l'ordre mondial actuel. Effectivement, un discours alternatif sur la notion de sécurité, préconisant une (re)conceptualisation de celle-ci par rapport au concept traditionnel pourrait bouleverser la conception de l'ordre mondial existante affectant « l'ordre » rationaliste avec ses propositions, ses intérêts et ses valeurs spécifiques.

Mais pour que le discours des théoriciens critiques puissent affecter ainsi l'ordre international rationaliste, il faudrait que ceux-ci s'entendent davantage sur des propositions théoriques communes. Ils se rejoignent incontestablement dans leurs critiques sur le méta-paradigme rationaliste, mais n'affichent pas les mêmes objectifs. Les théoriciens critiques semblent avoir de la difficulté à proposer des mesures concrètes pour atteindre soit l'objectif de réviser les relations internationales ou soit celui de la révolution pour transformer l'ordre existant. Il paraît plus facile de critiquer le méta-paradigme rationaliste que de proposer des actions alternatives à celles mises de l'avant par ce dernier. Après s'être interrogé sur le « comment », vient un moment où il faut aborder le « pourquoi ». Seulement quelques théoriciens critiques ont commencé à travailler dans cette perspective.¹¹⁹

Toutefois, depuis près d'une décennie, le discours des théoriciens critiques perce de plus en plus le discours rationaliste dominant. Le nombre de publications s'inscrivant dans ce paradigme est croissant. Les colloques académiques internationaux comprennent de plus en plus de panels sur la

¹¹⁹ Par exemple, Ken Booth et Peter Vale, *loc. cit.*, p. 329- 358. Et Didier Bigo, *Police en réseaux : l'expérience européenne*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996.

théorie critique ou les approches réflexives.¹²⁰ Et les acteurs des élites gouvernementales ou non-gouvernementales reprennent des concepts critiques, tels que la sécurité humaine ou la sécurité globale, se préoccupant davantage des questions éthique, culturelle ou encore identitaire.¹²¹

2.2 Le concept de sécurité dans la théorie critique des études de sécurité

2.2.1 *L'approche de l'éthique globale de la théorie critique des études de sécurité*

Puisque « l'anarchie » du système international, « l'État personnifié rationnel », ainsi que le « pacte social » sont des constructions historiques et sociales, le dilemme de sécurité ou les guerres interétatiques comme seules menaces à la sécurité, dans le cadre du méta-pradigme rationaliste, sont des constructions sociales dans un complexe historique dynamique. Par conséquent, le monde des menaces et des intentions est analysé en tant que construction, impliquant l'histoire, la culture, les communications, les idéologies et les relations que ces différentes dimensions entretiennent entre elles. Les réalistes prennent pour acquis que les menaces à la sécurité proviennent nécessairement de l'existence virtuelle des autres États. Par conséquent, tout État ou un groupe d'États possédant des capacités matérielles supérieures à tout autre État ou groupe d'États (le dilemme de sécurité) ou affichant des intentions offensives (l'équilibre des menaces), représenteraient

¹²⁰ Entre autres, le Congrès annuel de *l'International Studies Association* (l'ISA) qui a eu lieu à Vienne, en Autriche, du 13 au 18 septembre 1998.

¹²¹ Un nouveau groupe d'États, le « Groupe des onze » a été créé en juillet 1999 afin d'aborder divers aspects de la sécurité humaine. Ce groupe comprend l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Canada, le Chili, l'Irlande, la Jordanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Suisse et la Thaïlande. Ces États s'étaient réunis précédemment, à Bergen et Lysoen en Norvège les 19 et 20 mai 1999 pour se pencher sur la question de la sécurité pour en dégager les priorités internationales et élaborer les « Éléments d'un programme propre à favoriser la sécurité humaine ». Cette réunion de deux jours comprenait également les différents organismes non-gouvernementaux suivants : le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la Campagne internationale contre les mines terrestres, le Save the Children Alliance, Amnesty International, la coalition « Non aux enfants soldats » et l'International Action Network on Small Arms. Voir *Une perspective sur la sécurité humaine*, Sommaire du Président, Lysoen, Norvège, MAECI du Canada, 20 mai 1999.

une menace inéluctable pour ces derniers et pour la stabilité du système.¹²² Les réalistes, particulièrement Walt, prennent pour acquis que les décideurs politiques et les théoriciens des Relations internationales perçoivent objectivement et nécessairement ces menaces. Contrairement aux théoriciens critiques, ils ne s'interrogent pas à savoir comment et où ces menaces surgissent. Krause insiste sur ce point :

[...] a critical approach would see this as *the* issue to be researched: how the welter of information and interaction passing among states and their representatives, are threats constructed and mobilized against.¹²³

La construction des menaces et la construction de la mobilisation contre celles-ci sont inextricables du discours sur les menaces. Par conséquent, la question à savoir comment l'objet de sécurité lui-même est construit est immanent au discours sur les menaces.¹²⁴ *Le discours devient donc l'objet qui doit être sécurisé.* Le discours dominant et admis sur les menaces répond à la construction d'un objet politique, c'est-à-dire à des intérêts, des normes, des valeurs qui constituent une identité. « Identities, whether these are of states, societies or individuals, are constituted by relationships of affinity and enmity in the social world, including the world of interstate relations ».¹²⁵

Les menaces sont construites par une identité (laquelle correspond à l'élite qui a le pouvoir de sécuriser un champs ou d'identifier l'ennemi). Les discours sur les menaces construisent, légitiment, renforcent et défendent l'identité de l'État (c'est-à-dire de la classe hégémonique) en créant une dichotomie entre le « nous » et l'« autre » : savoir ce que nous ne sommes pas et de qui nous devons nous protéger.

¹²² Pour une réflexion sur les concepts de "balance of power" et de "balance of threat", voir Stephen Walt, *The Origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

¹²³ « Critical Theory and Security Studies... », *loc. cit.*, p. 307. (Souligné dans le texte)

¹²⁴ Sur cette question voir, *idem*, p. 309.

¹²⁵ *Idem*, p. 312.

À cet égard, plusieurs théoriciens des études de sécurité, lors de la deuxième guerre du Golfe, analysèrent la politique étrangère des États-Unis comme étant l'identification d'un nouvel ennemi, soit l'Irak personnalisé par Saddam Hussein.¹²⁶ Les États-Unis, depuis l'effondrement de l'Union soviétique aurait chercher à définir un autre ennemi pour restaurer son identité qui se définissait par rapport à l'empire soviétique. Dans cette perspective, la définition de la menace et

¹²⁶ Jef Huysmans cite David Campbell, James Der Derian et Michael Shapiro. « Dire et Écrire la sécurité », *loc. cit.*, p. 187-188.

la construction de l'identité se constituent mutuellement. Krause illustre très bien cette interdépendance entre l'objet à sécuriser, soit l'identité, et la construction de la menace :

How is it [...] that the Soviet nuclear missiles are threatening in a way that British, French (and even Russians !) ones are not ? How does 'international terrorism' (which takes a minuscule number of lives) become a threat to American national security, while domestic 'terrorism' does not, and what does this reveal about geopolitical entity called 'America' ?¹²⁷

La sécurité n'est donc pas une condition objective. Elle assume des significations différentes à travers le temps et selon différentes sociétés, affectant ainsi les pratiques internationales. L'Europe est un exemple éloquent à cet égard. Dans le cadre des cinquante dernières années, l'identité européenne a changé, redéfinissant son cadre d'exclusion-inclusion ; ce qui a produit de profondes conséquences sur la construction de la menace (en ce qui concerne l'identification de l'ennemi pour l'État, la société et les individus).

Pour comprendre la sécurité dans un sens plus large, il faut considérer comment les objets à sécuriser, comment les perceptions de la menace et comment les différents moyens disponibles pour contrer les menaces se sont transformés (dans le sens intellectuel et matériel) dans le temps. Au fil de l'histoire, différentes menaces ont émergé, différents ennemis ont été créés, les individus en tant que citoyen d'un État sont devenus objets de haine et de violence de la part du peuple d'un autre État, alors que maintenant ils peuvent faire partie de la même communauté.

Les théoriciens critiques de l'éthique globale semblent viser deux objectifs : démontrer que les menaces n'ont jamais été objectives, c'est-à-dire qu'elles sont des constructions sociales et discursives répondant à une identité

¹²⁷ « Critical Theory and Security Studies... », *loc. cit.*, p. 312.

spécifique, et présenter les limites de l'État, ou du système international westphalien, à assurer la sécurité des individus.

Les théoriciens de l'éthique globale s'insurgent contre l'idée que la citoyenneté des individus soit conditionnelle à la sécurité. Non seulement, comme le rappellent Krause et Williams, des milliers d'individus comme les Kurdes ou les Palestiniens n'ont pas d'État propre à eux, pour ne pas parler du colonialisme, ce qui confronte radicalement l'analyse de la sécurité à travers la notion du pacte social, mais en outre, cette logique rationaliste évalue mal la position du citoyen par rapport aux différentes menaces à la sécurité à l'intérieur même du pacte social. Autrement dit, l'individu, même citoyen, peut être confronté à diverses menaces. Pour Krause et William, le réalisme et le libéralisme « obscures the ways in which citizenship is also at the heart of many structures of insecurity and how security in the contemporary world may be threatened by dynamics far beyond these parameters ».¹²⁸

Selon ces deux auteurs, la sécurité des individus peut être étudiée sur trois plans différents : en tant que personne, citoyen ou membre d'une société et membre d'une communauté globale (l'humanité).¹²⁹ Les trois dimensions confrontent l'État et sa capacité d'assurer la sécurité à sa population, conformément au pacte social. Premièrement, en ce qui concerne la sécurité de la personne, l'État semble souvent incapable de respecter les droits fondamentaux de la personne ou d'assurer les ressources alimentaires de base, les soins de santé adéquats ou la liberté individuelle. Deuxièmement, pour ce qui est de la sécurité du citoyen, l'État et ses institutions peuvent souvent constituer la menace fondamentale à la sécurité de l'individu. Et troisièmement, quant à l'individu en tant que membre de l'humanité, l'État paraît souvent impuissant à assurer la sécurité de celui-ci devant les forces globales, telles que

¹²⁸ « From Strategy to Security ... », *op.cit.* p. 43.

¹²⁹ Catégories établies par Keith Krause et Michael C. Williams dans, *idem*, p. 44.

les dégradations économiques ou environnementales, quand l'État ne constitue pas lui-même une menace globale pour l'environnement avec ses armes nucléaires, chimiques ou biologique et par sa mauvaise gestion des ressources naturelles.

Toutes ses menaces à la sécurité de l'individu, du citoyen ou de l'humanité sont occultées par le méta-paradigme rationaliste, puisque ces menaces relèvent de la sphère de la politique interne. Ne faisant pas partie de la sphère de la stratégie ou de la sécurité étatique, les champs de ces menaces ne sont pas sécurisés.

Quelques retenues s'imposent malgré tout vis-à-vis la théorie critique. Autant les théoriciens rationalistes définissent de façon réductionniste la notion de sécurité, autant la notion de sécurité semble assez difficile à définir dans le cadre de la théorie critique. Cette difficulté découle surtout de l'imprécision des unités ontologiques utilisées par les théoriciens critiques. Ceux-ci se réfèrent à plusieurs unités assez diverses. Les théoriciens critiques semblent donc incapables de définir clairement et précisément l'objet à sécuriser. Ils font référence indifféremment aux concepts de « structures sociales », de « forces sociales », d'« agents sociaux », d'« individus », de « personnes », d'« humains », ou encore d'« humanité »! Il y a un flou ontologique patent, jamais relevé et encore moins redéfini, au sein de la théorie critique de l'éthique globale.

En outre, conformément à leur vision de la représentation du monde, les théoriciens critiques de l'éthique globale font référence aux structures sociales en tant qu'unité ontologique de base. Par contre, l'objet à sécuriser est l'individu, abordé en tant que personne, ou citoyen, ou humain. Mais le lien logique, ou ontologique, qui mènerait des « structures sociales », ou des

« constructions sociales », à la sécurité de l' « individu » ou de l' « humain » est, nous semble-t-il, très obscur. Pourquoi les théoriciens de l'éthique globale ne proposent-ils pas la sécurité des structures sociales ? Nous avons donc tenter de retracer la logique sous-jacente des théoriciens critiques : retrouver le chaînon théorique manquant.

Les théoriciens critiques tentent d'éviter toute réification de toute construction sociale. Par conséquent, ils doivent s'interroger à savoir « comment » les structures sociales ont été construites. En dernière instance, ces structures sont constituées d'individus s'inscrivant dans un cadre politique, social, historique, culturel et géographique spécifique. Or nous pouvons en déduire que la sécurité est étudiée à partir de l'individu, puisque ce sont ces derniers, un à un, qui composent les structures sociales. D'ailleurs, Keith Krause et Michael Williams expliquent qu'opter pour la société ou l'identité en tant qu'objet de référence de la sécurité ne ferait que transposer les structures d'inclusion et d'exclusion inhérentes au concept d'État et, par le fait même, au couple État/citoyenneté.¹³⁰ Ce chaînon manquant de la logique sécuritaire des théoriciens critiques nous paraît, de surcroît, conforme aux prémisses théoriques de base de la théorie critique, ainsi qu'aux préoccupations normatives de l'« éthique globale », dans le sens où tous les individus de l'humanité devraient être libérés de toutes les menaces qui confronteraient leur vie et leur bien-être.

Cette préoccupation normative présente, toutefois, un paradoxe culturel et théorique. Premièrement, cette notion de sécurité n'est « éthique » que dans une perspective occidentale. Ce souci des droits de la personne ou de la liberté individuelle est une façon bien occidentale de concevoir la sécurité. Ces valeurs ne rencontrent pas le même écho partout ailleurs dans le monde. Dans de

¹³⁰ *Idem*, p. 49.

nombreuse civilisations, la notion de personne individuelle se signifie rien. L'identité de l'individu relève de l'identité du groupe auquel il appartient. Lui, hors du groupe, n'a aucune identité donc aucun intérêt, pas même sa propre survie.¹³¹ Deuxièmement, cette notion d'éthique globale proposée par les théoriciens critiques engendre implicitement une théorie qui impose les valeurs occidentales dans une perspective universelle. Par conséquent, les théoriciens critiques ne sortent pas de l'ethnocentrisme qu'ils décrient eux-mêmes dans le méta-paradigme rationaliste, lequel repose sur le cadre historique et géographique de l'Europe de 1648 à 1960 qui serait soit disant universel. Les théoriciens critiques répètent donc l'erreur des théoriciens rationalistes.

1.0.0 L'approche néo-gramscienne de la théorie critique des études de sécurité

Dans la perspective néo-gramscienne, la notion de *sécurité* est liée à la notion de *production*. Ces deux notions ne doivent pas être abordées en tant que variable dépendante et variable indépendante : leur relation est réciproque, dialectique.¹³² Par conséquent, la notion de sécurité doit être abordée à travers la compréhension de « l'ordre international » qui, dans la perspective néo-gramscienne (où nous nous référerons plus précisément à Cox), a été façonné par un projet historique hégémonique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ce projet fut l'expansion constante, au plan global, des « modes de production » et de « sécurité » engendrés par les régimes d'accumulation du fordisme et du post-fordisme. Mettons en contexte et présentons ce projet historique hégémonique.

¹³¹ À cet égard, il paraît toujours très difficile aux Occidentaux de concevoir, par exemple, que des individus puissent consciemment et volontairement se transformer en kamikaze.

¹³² Cox, « Production and Security », in *Approches to World Order*, *op. cit.*, p. 276.

Lors des toutes dernières décennies du XIX siècle est apparu un nouveau système de production : le fordisme.¹³³ La base de ce nouveau système était la production de masse, laquelle a engendré le remplacement des ouvriers qualifiés des fabriques par des ouvriers semi-qualifiés sur les lignes d'assemblage des manufactures. L'apparition du fordisme était liée à la nouvelle organisation économique internationale qui se mettait en branle, où les économies *nationales territorialisées* transigeaient entre elles. Le fordisme contribuait à consolider les bases territoriales du pouvoir étatique. C'est pourquoi, dans les premières décennies du fordisme, les mesures économiques nationales visant à protéger la main-d'œuvre nationale et les marchés nationaux étaient valorisées. Par la suite, dans le contexte économique keynésien de l'après Deuxième Guerre mondiale, le fordisme, par la production de masse, engendra une concentration des pouvoirs économiques dans de larges corporations tout en assurant de l'emploi (donc des salaires) et des politiques sociales pour maintenir et accroître la consommation de masse des produits standardisés et la production de masse.¹³⁴ Mais la caractéristique la plus importante à retenir du fordisme, dans la perspective néo-gramscienne, est que ce système de production fut une composante intégrale du système de sécurité militaire jusqu'au milieu du XXe siècle.

Lors la Première Guerre mondiale, le besoin d'une production militaire croissante et l'émergence d'une large compétition entre les marchés civils impulsèrent la production manufacturière de masse. Le fordisme représentait non seulement la puissance économique de l'État-nation dans les relations économiques internationales, mais produisait également le matériel de base à la

¹³³ *Idem*, p. 276-277. Cette notion de fordisme est assez controversée chez les économistes et même chez les différentes écoles marxistes. Mais Antonio Gramsci a utilisé ce terme, dans les cahiers qu'il en rédigea en prison de 1929 à 1935, pour désigner une « organisation de production technologique-économique-sociale-morale-politique particulière ». Notons que les concepts de Gramsci peuvent souvent paraître vagues et que, par conséquent, ceux-ci ont été l'objet de plusieurs interprétations. Mais ces imprécisions conceptuelles furent consciemment établies par Gramsci afin de contourner la censure dont il était victime dans les geôles de Mussolini.

puissance militaire étatique. Cette organisation sociale et économique créa donc une base territoriale, politique et identitaire qui devait assurer les intérêts de la sécurité nationale. La production industrielle fut intégrée dans la poursuite des buts nationaux et la *capacité de production*, davantage que la population, représenta une sorte de baromètre de base de la capacité militaire de l'État.¹³⁵ Ce faisant, le domaine militaire subventionna les domaines de la Recherche et du Développement, créant un élan dans le développement de la production civile, mais entraînant également l'engloutissement d'énormes capacités économiques nationales. C'est alors, dans les années soixante-dix, que le domaine de la production civile prit l'initiative dans la poursuite d'innovations militaires et technologiques.

Dans ces années, les relations économiques du fordisme (d'économie nationale à économie nationale) commencèrent peu à peu à faire place à des relations économiques transnationales aussi bien au plan de la production que de la finance. En effet, les capitalismes nationaux, propres au fordisme, transcendèrent bien vite le cadre de leur États-nation par le biais des échanges économiques et financiers internationaux, les firmes multinationales avec leurs filiales et sous-filiales implantées sur plusieurs territoires étatiques différents et l'émergence de processus « globaux », notamment monétaires et financiers.¹³⁶ L'ère dite du post-fordiste supplanta celle dite du fordisme.

Contrairement au fordisme, le post-fordisme correspondait, et correspond largement encore, à une production de courte durée dans le contexte d'une diversité de marchés plus spécialisés. Le régime économique et social qui était caractérisé par un système productif (et aussi monétaire, bancaire et financier) national territorialisé, laissa place à un nouveau régime économique et social

¹³⁴ C'est ce que Michel Beaud appela « l'interdépendance entre des couches ou castes dirigeantes, un État et le peuple producteur. *Le basculement du monde*, Paris, Éditions La Découverte & Syros, Cahiers libres, Essais, 1997, p. 125.

¹³⁵ « Production and Security », *op. cit.*, p. 281.

d'interdépendances productives, commerciales, monétaires et financières où aucune structure n'est en « charge de la responsabilité de l'ensemble ».¹³⁷ Le post-fordisme a donc entraîné une compétition entre les firmes, sur toile de fond de la compétitivité et de l'attractivité comparées, mais également entre les États qui soutiennent « leurs » grandes entreprises, les territoires et les sociétés. Le marché du travail a été segmenté, affaiblissant du même coup les organisations de travailleurs et attaquant les programmes sociaux des États.

Dans ce système post-fordiste, il serait faux de croire que l'État est devenu un épiphénomène. Au contraire, cette économie mondiale repose sur l'État territorial. D'une part, l'État doit soutenir cette économie autant par son désengagement que par les mesures de déréglementation qu'il fait adopter. Et d'autre part, l'État doit défendre cette économie mondiale par le biais de sa puissance territoriale.

À cet égard, Cox prend l'exemple de la guerre du Golfe.¹³⁸ Selon lui, cet événement a démontré que la défense des intérêts de l'économie mondiale repose toujours sur la puissance territoriale politico-militaire. L'Irak, puissance régionale, aspirant s'emparer d'une ressource indispensable à l'économie mondiale, soit le pétrole, a déstabilisé, voire bouleversé l'économie mondiale. C'est alors que la puissance territoriale politico-militaire américaine organisa une offensive militaire contre l'Irak, afin de défendre le système économique mondial.

Mais si l'économie repose sur la puissance territoriale, celle-ci, par ses effets négatifs sur la déstabilisation de l'économie nationale et les conditions sociales, peut également engendrer un « contre mouvement territorial ».¹³⁹ Les sociétés

¹³⁶ Voir « Le rôle historique des capitalismes nationaux » dans Michel Beaud, *op. cit.*, p. 120-122.

¹³⁷ *Idem*, p. 125.

¹³⁸ « Territoire et interdépendance », *loc. cit.*, p. 242. Et « Production and Security », *op. cit.*, p. 287-292.

¹³⁹ « Territoire et interdépendance », *loc. cit.*, p. 242

sont donc l'objet potentiel de crises, de bouleversements et de « décompositions ». Par conséquent, les notions de centre et de périphérie en économie mondiale qui avaient autrefois une connotation géographique et territoriale (souvent Nord-Sud), ont maintenant une signification de structuration sociale à travers les frontières géographiques.¹⁴⁰ C'est pourquoi nous emploierons également les notions de « tame-zones » et de « wild-zones », qui, à notre avis, représente mieux ce nouveau contexte sociale et économique.¹⁴¹

En résumé, le complexe post-fordiste, ou plus communément cette globalisation des marchés, présente cinq implications majeures pour la sécurité.¹⁴²

1. Plus l'interdépendance internationale est grande dans un processus de production sophistiqué, plus ces processus sont vulnérables aux perturbations en ce qui concerne, par exemple, l'approvisionnement de composantes technologiques ou énergétiques. Certains États sont entièrement dépendants de l'importation en ce qui concerne leur approvisionnement en ressources de base nécessaires à la production.
2. L'hétérogénéité internationale des populations, due aux vagues d'immigration vers les États du centre de production, crée des possibilités de désaccords entre les minorités et l'État.

¹⁴⁰ Les concepts de centre et périphérie ne se réfèrent pas aux États, mais au centre d'organisation de production (où sont intégrées des forces de travail qualifiées au statut privilégié) par rapport à la périphérie de ce centre qui fragmente une large proportion des forces de travail à l'intérieur d'une hétérogénéité croissante et une compétition d'identité. Voir « Production and Security », *op. cit.*, p. 284. Et Cox écrit, à l'égard de la connotation de structuration sociale, : « Le Tiers monde grandit à l'intérieur des pays les plus riches ». In « Territoire et interdépendance », *loc. cit.*, p.244.

¹⁴¹ Nous estimons que les notions de « centre » et de « périphérie » réfèrent trop aux notions marxistes des relations économiques nord-sud des trois dernières décennies qui se limite à une relation binaire où le centre tente de se protéger de la périphérie. La notion de « zones », au pluriel, illustre mieux les situations économiques et sociales de dominant/dominé qui peuvent coexister et se multiplier à l'intérieur d'un même espace géographique, partout sur la planète. Lipschutz explique que les « wild-zones » et les « tames-zones » émergeront davantage de la logique de la mobilité du capital que celle de la conquête des territoires. Ces deux notions de « zones » offrent une dimension plus flexible et diffuse que les notions de centre et périphérie. Ces notions ont été mises de l'avant par, entre autres, Agnew et Corbridge, *op. cit.* et par Lipschutz, *op. cit.*, p. 18.

¹⁴² « Production and Security », *op. cit.*, p. pp. 286-287. Voir également Michel Wieviorka qui présente indirectement ces cinq implications majeures pour la sécurité engendrées par la globalisation de l'économie. « Le

3. De nouvelles sources de conflits sont générées par la structure de production centre-périphérie où les questions ethniques, de genre et d'environnement sont souvent déterminantes dans la construction du centre et de la périphérie.¹⁴³
4. Un chauvinisme de la part du centre, en substitution de cette perte d'identité nationale et d'unité sociale, peut créer un impact momentané à l'intérieur de la population économiquement fragmentée. Dans ce cas, Michel Wieviorka parle d'un « non-rapport social », plutôt que d'une relation de dominant/dominé. Cette absence de relation conflictuelle, d'exclusion sociale, souvent lestée de mépris culturel ou racial, alimenterait partout dans le monde des conduites émeutières et une violence sociale plus diffuse.¹⁴⁴
5. Il y a contradiction inhérente au post-fordisme: le principe d'interdépendance globale est renforcé, alors que le principe national territorial est affaibli, même si de façon ultime la sécurité de la globalisation dépend de la force militaire territoriale. En effet, la classe dominante, pour qui cette globalisation économique est profitable, veille à préserver cet « ordre » en utilisant la force contre les possibles rébellions des « *wild-zones* ».

Ce complexe historique et social résultant du régime d'accumulation du post-fordisme, crée une compétition économique entre la périphérie (*wild-zones*) et le centre (*tame-zones*). Autrement dit, cette structure engendre une compétition économique entre les groupes ethniques, les différentes communautés religieuses, les différentes régions géographiques, bref entre les différentes identités. Pour Wieviorka, la « mondialisation économique est dans

nouveau paradigme de la violence », in *Cultures & Conflits (Un nouveau paradigme de la violence ?)*, Paris, printemps-été, no. 29-30, 1998, p. 26-30.

¹⁴³ Ceci peut être illustré par la situation économique en Allemagne où il y a discrimination à l'égard de l'ex-RDA et de sa main-d'œuvre en ce qui concerne la création d'un centre de production. L'ex-RDA se trouve encore en périphérie de la structure de production, boudée par les entrepreneurs de l'ex-RFA et des investisseurs étrangers. Toutes ces questions viennent ébranler le concept d'identité nationale.

¹⁴⁴ Cf., « Le nouveau paradigme de la violence », *loc. cit.*, p. 12.

une relation dialectique avec la fragmentation sociale et culturelle». ¹⁴⁵ Ce fossé entre les pauvres et les riches, au plan international ou à l'intérieur d'une même société ou région, qui s'agrandit de plus en plus avec un taux de croissance économique inégal, crée de dangereuses fissures à l'intérieur même des sociétés et entre les États.

Même si Michael T. Klare ne s'inscrit pas vraiment dans l'approche néogramscienne, il constate également l'émergence de certaines fissures qu'il nomme : « *The New Global Schisms* ». ¹⁴⁶ Son travail mérite, à notre sens, une certaine attention. Il fait remarquer que ces profonds clivages économiques sont également apparus récemment en Chine, en Russie, en Europe centrale et orientale. Ce qui est d'autant plus inquiétant, selon sa perspective d'Occidental, que ces clivages donnent des munitions aux anciens partis communistes (celui de Guennadi Ziouganov en Russie) ou aux partis d'extrême droite (qui ont connu une percée significative en Slovénie, par exemple) qui veulent restaurer un système étatique centralisé frôlant l'autoritarisme.

En outre, souligne Klare, dans ce contexte de pauvreté des *wild-zones*, qui souvent sont affectées plus durement que les *tame-zones* par la dégradation environnementale et la croissance démographique, qui désavantagent encore plus leur compétitivité économique, il n'est pas étonnant qu'une grande partie de la population (surtout les jeunes) soit attirée par des mouvements extrémistes tels: le Sentier Lumineux au Pérou, le Front de Libération en Algérie, le mouvement néo-nazi en Allemagne de l'Est ¹⁴⁷, les gangs de rues en Amérique latine ou encore les réseaux mafieux comme en Russie et en Ukraine

¹⁴⁵ *Idem*, p. 27.

¹⁴⁶ Michael T. Klare, « Redefining Security: The New Global Schisms », *Current History*, vol. 95, no. 604, novembre 1996, p. 353-358.

¹⁴⁷ Cet exemple est fort éclairant à cet égard. Non seulement le parti d'extrême droite, le Parti national-démocrate allemand au slogan « le travail aux Allemands », a connu un succès spectaculaire aux élections régionales de Saxe-Anhalt (en ex-RDA) de mai 1998, mais le mouvement néo-nazi, sur le déclin à l'Ouest depuis les deux dernières décennies, a retrouvé une nouvelle jeunesse en ex-RDA. En effet, ses effectifs sont âgés, pour la plupart, entre 15 et 30 ans. Voir *Le Devoir*, 2-3 mai 1998, p. A11.

qui supplantent presque le pouvoir politique institutionnalisé. Il y a donc une lutte sociale et politique autour des « modes de production » et des « modes de sécurité » dominants.

Dans la perspective néo-gramscienne, cette structure dominante du post-fordisme ou de la globalisation de l'économie, qui crée une compétition centre-périphérie, augmente les risques de ruptures sociales qui s'alimentent et s'approfondissent des clivages ethniques et religieux parallèles à celles-ci. La globalisation et la violence sont donc liées très étroitement. Les clivages économiques qui engendrent des tensions sociales peuvent souvent se transformer en émeutes ou en conflits violents ou encore en actes terroristes.

En résumé, les théoriciens critiques, de l'approche de l'éthique globale ou de l'approche néo-gramscienne, rejettent donc l'État en tant qu'objet de référence du concept de sécurité conformément au « pacte social ». Le couple État/société ou État/citoyen, où l'État a le devoir d'assurer la sécurité de sa population, est de plus en plus problématique, parce que d'une part, la citoyenneté est conditionnelle à la sécurité et d'autre part, l'État, même entièrement souverain et indépendant, n'assure pas *nécessairement* la sécurité de ces citoyens. En effet, les citoyens se retrouvent souvent au cœur de situations d'insécurité absolue même si la souveraineté et l'indépendance de leur État ne sont pas menacées. À cet égard, les citoyens de l'Algérie peuvent témoigner de cette situation d'insécurité où, depuis 1993, leur vie est quotidiennement menacée par le terrorisme islamiste et la répression de l'État, alors que l'intégrité territoriale et juridique de l'Algérie étaient respectées.

Non seulement la sécurité des individus et des citoyens n'est pas nécessairement assurée dans le cadre de l'État et du système international, mais la sécurité même de l'État et du système n'est plus garantie par l'équilibre des

forces, puisque ceux-ci peuvent être affectés par les clivages économiques, sociaux, ethniques ou religieux qui sont tout autant intra-étatiques et que transétatiques. C'est pourquoi Michael T. Klare écrit:

These schisms, and their continued growth, will force policymakers to rethink their approach to international security. [...] When the principal fault lines of international security coincided with the boundaries between countries, it was always possible for individual states to attempt to solve their security problems by fortifying their borders or by joining with other nations in regional defense systems like NATO and Warsaw Pact. When the fault lines fall within societies, however, there are no clear boundaries to be defended and no role for traditional alliance systems.¹⁴⁸

Devant ce nouveau complexe social et historique et conformément à leurs prémisses théoriques et éthiques, les théoriciens des études critiques de la sécurité demandent: « qui et quoi doivent être sécurisés? ». Nous avons pu déduire, d'après leur logique critique et leurs travaux sur la sécurité, qu'ils répondent en proposant deux grands concepts de sécurité, qui nous paraissent complémentaires et nécessaires l'un à l'autre, soient le concept de « sécurité humaine » et le concept de « sécurité globale ».

Mais avant d'aborder ces deux concepts de sécurité, issus de la (re)conceptualisation critique de la sécurité, il convient de nous pencher sur la (re)conceptualisation de la sécurité qui s'est opérée au sein du paradigme réaliste. Suite à la présentation de cette vision critique du monde, qui s'est développée en tant qu'alternative à la théorie réaliste, nous pourrions mieux apprécier, dans le troisième chapitre, les efforts et les limites de la (re)conceptualisation réaliste de la sécurité. Également, nous pourrions examiner comment certains théoriciens réalistes répondent aux critiques et aux défis lancés par les théoriciens critiques. Et ensuite, dans le chapitre IV, nous

¹⁴⁸ Klare, *loc. cit.*, p. 358.

pourrons voir comment les théoriciens critiques réagissent à la (re)conceptualisation réaliste de la sécurité et quels concepts ils proposent.

CHAPITRE III

LA (RE)CONCEPTUALISATION DE LA SÉCURITÉ DANS LE PARADIGME RÉALISTE

Ce troisième chapitre présente succinctement les grandes lignes des tendances majeures de la (re)conceptualisation de la sécurité, au sein du paradigme réaliste, lesquelles engendrèrent le concept de sécurité restreinte et le concept de sécurité élargie. Cette revue des efforts de révision du concept traditionnel de la sécurité dans ce paradigme est loin d'être exhaustive. Le but est de donner une certaine appréciation de cette (re)conceptualisation : où celle-ci commence et où celle-ci s'arrête. Autrement dit, quelle évolution les théoriciens réalistes ont-ils fait connaître au concept de sécurité classique, depuis plus d'une décennie ?

Le débat sur la définition de la notion de sécurité est apparu au début des années quatre-vingt pour s'intensifier tout au long des années quatre-vingt-dix. Il a pris forme dans le cadre de la remise en question des études stratégiques qui enfermait la notion de sécurité dans la sphère strictement militaire. Les études dites de sécurité, par opposition aux études stratégiques, se développèrent alors sur la base d'un questionnement entourant les possibilités d'élargissement et d'approfondissement du concept de sécurité : soit élargir le concept à d'autres menaces que la menace exclusivement militaro-étatique et

approfondir le référent de la sécurité à d'autres objets que l'État.¹⁴⁹ Plusieurs auteurs lancèrent et alimentèrent ce débat ; il y eut Buzan (1983, 1991, 1997), Haftendorn (1991), Kolodziej (1992), Nye et Lynn-Jones (1988) et Walt (1991).

Bien qu'il y ait eu beaucoup d'autres auteurs qui se penchèrent sur cette question de (re)conceptualisation et que celle-ci fait toujours couler encore beaucoup d'encre, nous limiterons notre présentation aux travaux des auteurs ci-haut mentionnés, parce que nous considérons qu'ils représentent les grandes tendances de la (re)conceptualisation de la sécurité qui se sont dessinées au sein du paradigme réaliste. Leurs travaux ont retenu largement l'attention dans le domaine des études stratégiques et des études de sécurité. Ces auteurs ont acquis le statut de référence dans le débat sur la notion de sécurité.

Il est important d'abord de rappeler le contexte dans lequel ce débat théorique a pris forme et a évolué. Il s'est inscrit en toile de fond de la détente et de la fin de la Guerre froide dans les années quatre-vingt. Parallèlement à cette détente diplomatique, ce débat s'est inscrit dans un contexte où les mouvements sociaux pour la paix et l'opinion publique souhaitant une démocratisation des politiques (recherche de transparence et de légitimité) relevant des questions de stratégie et de politique étrangère acquièrent une visibilité médiatique croissante.

Aussi, toujours dans ce contexte, commencèrent à prendre de plus en plus de place dans les médias, dans les consciences collectives, ainsi que dans les agendas de sécurité des différents acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, diverses menaces telles que les conflits ethniques, religieux

¹⁴⁹ Voir le texte fort intéressant de Rhiannon Vickers qui expose l'évolution des études stratégiques jusqu'aux études critiques de la sécurité. « From Strategic Studies to Critical Security Studies : Critique and Counter-Critique », texte présenté à l'*International Studies Association Annual Convention*, Minneapolis, Minnesota, March 17th –21st 1998, p. 1-8. Et Jef Huysmans, « Security ! What Do You Mean ? From Concept to Thick Signifier », in *European Journal of International Relations*, London, vol. 4, no. 2, 1998, p. 226-255.

ou les crises économiques et écologiques qui avaient été occultées pendant la Guerre froide.

Dans cette conjoncture politique et sociale, le milieu académique connut également une certaine effervescence. Les paradigmes réflexifs au paradigme dominant réaliste, lequel avait guidé la conduite de la Guerre froide, s'imposèrent peu à peu dans les débats en Relations internationales. Les théoriciens critiques contestaient tout l'édifice théorique rationaliste, alors que les théoriciens rationalistes, eux-mêmes, s'interrogeaient sur l'incapacité dont ils avaient fait preuve d'avoir pu prévoir la fin de la Guerre froide.

C'est alors dans ce contexte théorique, politique et historique que les théoriciens réalistes entreprirent de revoir le concept traditionnel de la sécurité.

3.1 Le concept de sécurité étatique

Une constante préoccupation épistémologique, soit le maintien de la cohérence du paradigme réaliste et des études de sécurité, a façonné cette entreprise de révision du concept de sécurité. Comme il a déjà été présenté ci-haut, le *problem-solving theory* est composé d'une multitude de sphères fragmentées, limitées et composées d'un nombre de variables préétablies et réduit au minimum. Par conséquent, si le concept de sécurité connaît quelques transformations, s'il est élargi ou approfondi, la sphère stratégie/sécurité, dans la théorie réaliste, s'en trouvera fort changée devenant plus complexe et plus large. Ainsi, l'épistémologie et l'ontologie de base des réalistes en ressortiraient nécessairement bouleversées. C'est pourquoi, certains théoriciens rationalistes condamnent cette entreprise de révision du concept traditionnel de la sécurité estimant qu'un élargissement et un approfondissement de celui-ci transformerait le domaine des études de sécurité en un tout intellectuellement incohérent et inutile en pratique (intellectually incoherent and practically

irrelevant).¹⁵⁰ Une telle révision du concept classique de la sécurité s'avérerait, selon Stephen Walt, non seulement une erreur d'analyse, mais également et surtout une « irresponsabilité politique ».¹⁵¹

1.0.0 La (re)conceptualisation de la sécurité selon Stephen M. Walt

Tout en respectant rigoureusement cette préoccupation épistémologique de la cohérence des études de sécurité, Walt, avec son fameux article « The Renaissance of Security Studies »¹⁵², fut l'un des auteurs qui reçut le plus d'attention dans le débat en matière de révision conceptuelle de la sécurité. Pour Walt, la sécurité correspond tout simplement au phénomène de la guerre.¹⁵³ Il reprend ainsi la définition de la sécurité formulée par Nye et Lynn-Jones : « [...] Security studies may be defined as the study of the threat, use and control of military force ».¹⁵⁴ Cette définition correspond toujours à la conception traditionnelle réaliste de la sécurité, où le concept de force demeure au centre du concept de sécurité.

Toutefois, Walt apporte une légère révision au concept de sécurité en y incorporant ce qu'il nomme le « *statecraft* », c'est-à-dire le contrôle des armements, la diplomatie, la gestion de crise, etc. Il estime que ces nouveaux éléments de définition devraient dorénavant faire partie intégrante du concept de sécurité, puisque la puissance militaire ne s'avère plus le seul moyen pouvant assurer la sécurité nationale : les menaces militaires ne représentant plus les seules menaces à la sécurité étatique.

¹⁵⁰ Keith Krause et Michael C. Williams résumant la position commune qu'adoptent Robert H. Dorff (1994), John Mearsheimer (1994/95) et Colin Gray (1995), à l'égard de cette question de l'élargissement du concept de sécurité. « Broadening the Agenda of Security Studies : Politics and Method », *loc. cit.*, p. 230.

¹⁵¹ Stephen M. Walt, « The Renaissance of Security Studies », *loc. cit.*, p. 213.

¹⁵² *Idem*, p. 211-239.

¹⁵³ *Idem*, p.212.

¹⁵⁴ Stephen Walt cite Nye et Lynn-Jones (« International Security Studies : A Report of A Conference on the State of the Field ». In *International Security*, no. 12, 1988, p. 5-27), in *ibidem*.

Bien que la proposition de Walt semble, à première vue, élargir quelque peu le concept traditionnel de la sécurité, cette révision du concept s'inscrit toujours dans le cadre de la sphère limitée de la stratégie/sécurité. Le « statecraft » ne permet aucun approfondissement et élargissement du concept. L'État demeure toujours l'objet à sécuriser et les nouveaux éléments incorporés au concept de sécurité relèvent encore de la force, que ce soit en temps de paix ou de construction de paix (contrôle des armements, gestion des crises, diplomatie, etc.). Cette conception de la sécurité n'est point nouvelle, puisque Clausewitz considérait déjà à l'époque que « la guerre était la poursuite de la diplomatie par d'autres moyens ». Par conséquent, tout ce qui relevait de la diplomatie, comme ce que Walt appelle le « statecraft », faisait déjà partie intégrante de la sphère de la stratégie/sécurité.

Paradoxalement, Walt reconnaît que des phénomènes non-militaires, comme la pauvreté, la consommation de drogue ou le sida, peuvent menacer la sécurité des individus ainsi que celle de l'État. Malgré tout, dans un souci épistémologique, il refuse catégoriquement que ces phénomènes soient intégrés à une révision conceptuelle de la sécurité. Il estime qu'une telle entreprise d'élargissement excessif du concept aux dimensions non-militaires pourrait entraîner, par un effet boule de neige, l'incorporation de questions telles que la pollution, les récessions économiques ou même celle de l'abus fait aux enfants. Selon lui, un pareil élargissement du concept de sécurité, « would destroy its intellectual coherence and make it more difficult to devise solutions to any of these important problems ».¹⁵⁵

Il n'est pas étonnant, considérant l'épistémologie de base du méta-paradigme rationaliste, que Walt se méfie d'un élargissement excessif du concept de sécurité et refuse tout approfondissement de celui-ci. Il ne peut accepter que le

¹⁵⁵ *Idem*, p. 213.

paradigme réaliste perde de sa cohérence intellectuelle et pratique, puisque cela affaiblirait son caractère scientifique, son rôle de producteur de « vérités » et de guide d'actions en relations internationales. Conformément à la tradition intellectuelle explicative des sciences naturelles, Walt estime que les études de sécurité doivent poursuivre la recherche de « l'accumulation des connaissances » à l'égard du rôle des forces militaires.¹⁵⁶ Par conséquent, les études de sécurité doivent respecter les principes de la recherche scientifique, afin que le rôle des forces militaires (la sphère de la stratégie) puisse être expliqué et faire l'objet de prescriptions par des « lois » scientifiques, universelles et ahistoriques. À cet égard, le titre de son article, « The Renaissance of Security Studies » est très révélateur. Walt veut légitimer et confirmer la notoriété et l'autorité des études de sécurité du paradigme rationaliste. Par cette « renaissance », il veut rappeler que ces études de sécurité sont immanentes d'une tradition, n'émergeant pas d'une nouvelle mode quelconque. Il s'emploie, d'ailleurs, à démontrer les fondements reconnus et valides de ce méta-paradigme qui se trouvent dans la relation que celui-ci entretient avec l'histoire par la recherche de l'accumulation des connaissances au fil des progrès du processus scientifique. Dans cette perspective, cette « renaissance des études de sécurité » constitue l'apogée de ce processus.

En définitive, cette conception révisée de la sécurité, bien qu'elle incorpore de nouveaux éléments de définition, relève toujours de la perspective clausewitzienne et repose encore sur les propositions rationalistes de la recherche scientifique. La preuve en est, lorsque Walt écrit: « [...] even highly abstract lines of inquiry should be guided by the goal of *solving real-world problems* ». ¹⁵⁷

¹⁵⁶ *Idem*, p. 222.

¹⁵⁷ *Idem*, p. 231. (C'est nous qui soulignons)

Mais cette réalité ou ces « real-world problems », propre au « problem-solving theory » ne représente que la « réalité » que les théoriciens rationalistes veulent bien admettre ou veulent bien photographier (pour reprendre l'analogie de l'appareil photo de Ken Booth). Même si Walt refuse d'incorporer au concept de sécurité les menaces tels que les droits humains, la torture, la famine, la paupérisation ou la dégradation écologique, celle-ci existent néanmoins, affectant la survie de milliers d'êtres humains et celle de l'écosystème. C'est pourquoi, Booth formule la critique suivante :

[...] academic international relations (sic) too often performs the function of the Prozac of the human sciences. It has proved to have mind-adjusting qualities which help us better to adapt to the realities of the world by suppressing or avoiding them. International Prozac consoles in some areas and energizes in others, but its overall effect is to obstruct its takers from facing up to and dealing with what the great mass of humanity, and the rest of the natural world, need to survive passably well.¹⁵⁸

Pour terminer, signalons un dernier point d'argumentation que Walt met de l'avant dans cet article et que les théoriciens critiques rejettent d'emblée. Selon eux, Walt ne s'inscrit pas dans la « renaissance » des études de *sécurité*, mais plutôt dans la période dite des « études *stratégiques* récentes ».¹⁵⁹ Son concept de sécurité est toujours celui de la conception militaire traditionnelle d'exclusion et de nécessité, plutôt que celui d'inclusion et de possibilités visant la sécurité et le bien-être des individus et de l'écosystème. Également, la conception waltienne de la sécurité s'inscrit toujours dans le cadre du *problem-solving theory* où le monde n'est pas questionné, mais pris pour acquis en tant que « réalité » immuable.

3.2 Le concept de sécurité élargie

¹⁵⁸ Booth, « Human Wrongs and International Relations », *loc. cit.*, p. 104

¹⁵⁹ Selon Ken Booth, l'histoire académique des études stratégiques est divisée en quatre périodes qu'il définit comme suit : « pre-nuclear strategy », « early strategic studies » (1945-55), « high strategic theory (1956-85) », « late strategic studies » (1985-1991). Ken Booth, « Security and Self ... », *op. cit.*, p. 105.

1.0.0 La révision du concept de sécurité selon Helga Haftendorn

S'inscrivant dans le même débat portant sur la révision du concept de sécurité, Helga Haftendorn¹⁶⁰ appelle à un élargissement du concept de sécurité, sans toutefois quitter le méta-paradigme rationaliste. Selon elle, une révision du concept traditionnel de la sécurité est nécessaire, puisque: « The Hobbesian, Kantian and Grotian concepts of security neither provide an adequate security paradigm nor explain in a satisfactory manner the changes in security relations we witness in many parts of the world today ».¹⁶¹

Dans le cadre de cette recherche d'un concept de sécurité qui offrirait un paradigme plus adéquat et une explication plus satisfaisante des changements que connaît la sécurité, Haftendorn invite le domaine des études de sécurité à se développer à l'intérieur de la discipline des Relations internationales, afin que l'étude d'un concept de sécurité plus globale puisse être entrepris dans une perspective interdisciplinaire et interculturelle.¹⁶² Selon elle, cette intégration des études de sécurité à la discipline des relations internationales, permettrait d'inclure au concept de sécurité des questions relevant de la théorie et de l'histoire de la guerre et de la paix; des perceptions des valeurs, des cultures et des menaces; des concepts de sécurité régionale, internationale et globale; du terrorisme, des dimensions économiques et écologiques de la sécurité, du trafic de drogue; des impacts technologiques et de la dissémination de l'information dans les conflits internationaux, des politiques de défense étatique ou encore de la stratégie nucléaire, etc.¹⁶³

Toutefois, malgré cette longue liste de questions, cet élargissement du concept de sécurité ne dépasse pas de façon significative le concept traditionnel réaliste,

¹⁶⁰ Helga Haftendorn, « The Security Puzzle: Theory-Building and Discipline-Building in International Security », *International Studies Quarterly*, vol. 35, 1991, pp. 3-17.

¹⁶¹ *Idem*, p. 12.

¹⁶² *Idem*, p. 15.

¹⁶³ Ce n'est qu'un résumé des questions que Haftendorn soulève. *Idem*, p. 15-16.

puisqu'il reste circonscrit au domaine des forces militaires, ou plus précisément à des situations de violence effective ou possible. Cependant, cette proposition de considérer les études de sécurité en tant que branche sous-jacente à la traditionnelle discipline des Relations internationales, appelées à évoluer dans une perspective interdisciplinaire et interculturelle, est sans aucun doute assez novatrice dans le méta-paradigme rationaliste. Haftendorn présente ainsi une volonté de dépasser le traditionnel cloisonnement des sphères préconisé par le *problem-solving theory*.

Malgré tout, il ne faut pas se méprendre. Cette auteure s'inscrit toujours parfaitement dans le méta-paradigme rationaliste, puisque, souhaitant clarifier le concept de sécurité, elle appelle à la construction d'un paradigme « empirically testable », élaboré selon un ensemble d'hypothèses observables autour d'un noyau dur de propositions irréfutables à l'intérieur d'un ensemble de conditions préétablies.¹⁶⁴ Cette volonté d'élaborer un programme de recherche, qui mènerait à de « nouveaux faits » et de « nouvelles explications », s'inscrit clairement dans le méta-paradigme rationaliste, faisant ainsi abstraction de l'influence des forces sociales et historiques qui façonnent et construisent continuellement le système international et les menaces intrinsèques de celui-ci.

Nous pouvons sûrement conclure, à la lumière de cet effort de révision du concept de sécurité par Haftendorf, que si l'épistémologie positiviste n'est pas remise en question, aucun élargissement significatif du concept de sécurité n'est possible. Dans cet optique, Walt a raison d'estimer que tout élargissement du concept bouleverserait l'épistémologie du paradigme réaliste.

2.0.0 La révision du concept de sécurité selon Edward A. Kolodziej

¹⁶⁴ Pour l'élaboration de ce nouveau programme de recherche, Haftendorn se réfère à Lakatos 1970. *Idem*, p. 12.

Une troisième figure de proue s'inscrit à l'intérieur de ce débat de la révision du concept de sécurité dans le méta-paradigme rationaliste : Edward A. Kolodziej¹⁶⁵. Celui-ci répond de façon très critique à l'article de Walt. Il déplore le réductionnisme de sa révision conceptuelle de la sécurité et le caractère encore strictement étato-centrique de son analyse de la sécurité.

Tout comme Haftendorn, il souhaite un élargissement du concept de sécurité, mais il va beaucoup plus loin que celle-ci. Premièrement, il élargit le concept de sécurité aux revendications, aux stratégies et aux occupations armées des acteurs non-étatiques, comme les Kurdes, les Serbes ou les Tamouls.¹⁶⁶ Deuxièmement, il élargit le concept aux menaces relatives à la paupérisation, au sous-développement économique et techno-scientifique.¹⁶⁷ L'État n'est plus seulement menacé par tout autre État, mais également par des acteurs et des menaces surgissant de l'intérieur même des États, ainsi que par des acteurs et menaces transnationales émergeant de l'interdépendance croissante de l'économie internationale. C'est ce que Kolodziej appelle les « tensions between the state and international civil economic society ».¹⁶⁸ Par conséquent, Kolodziej estime que les variables psychologiques, sociales et économiques sont aussi importantes que la variable réaliste des capacités matérielles dans l'analyse de la sécurité.¹⁶⁹

Mais quoi qu'il en soit, bien que Kolodziej veuille sortir de l'analyse strictement étato-centriste en élargissant le concept de sécurité au-delà des conflits interétatiques, celui-ci demeure néanmoins centré sur l'État. Ce concept n'est pas approfondi, puisque l'objet à sécuriser est toujours exclusivement la survie de l'État et du système international. En effet,

¹⁶⁵ Edward A. Kolodziej, « Renaissance in Security Studies? Caveat Lector! », *International Studies Quarterly*, vol. 36, 1992, p. 421-438.

¹⁶⁶ *Idem*, p. 422.

¹⁶⁷ *Idem*, p. 428.

¹⁶⁸ *Ibidem*.

¹⁶⁹ *Idem*, p. 433.

Kolodziej ne cherche pas à changer l'objet à sécuriser (ou le référent de la sécurité). Bien qu'il incorpore les mouvements civils et transnationaux au concept de sécurité, il analyse ces risques et menaces toujours dans une perspective étato-centriste. Il écrit, « Certainly the state is threatened by these movements (and they merit study from a state-centric perspective), but the emergence of these social movements also suggest that the state is often a major source of international insecurity. »¹⁷⁰ En d'autres termes, soit que l'État est menacé ou soit que l'État constitue une menace internationale.

Cet auteur ne fait qu'élargir l'éventail des menaces qui pèse sur la sécurité de l'État et la stabilité du système international. La survie de l'État ne risque plus seulement d'être menacée par tout autre État, mais également par des menaces, à la fois internes à l'État ou transnationales à celui-ci, relatives aux mouvements sociaux et à l'interdépendance économique croissante. En fait, Kolodziej ne fait qu'intégrer, au concept de sécurité, deux domaines qui relevaient traditionnellement du « low politics ». Il rappelle que l'ordre civile de la sphère interne de l'État n'est pas acquise et que celui-ci est une construction fragile ; ce que Hobbes et Rousseau admettaient déjà.

Kolodziej s'inscrit toujours clairement dans le méta-paradigme rationaliste : bien qu'il présente des divergences normatives avec le cadre théorique réaliste, qu'il élargit quelque peu l'ontologie de ce cadre et qu'il favorise la coopération interdisciplinaire, il préconise toujours le positivisme empirique, de même qu'il fait reposer toute son analyse sur les prémisses de l'État, de l'anarchie et du pacte social.¹⁷¹ Si Kolodziej inclut les variables psychologiques, historiques, sociales et économiques dans son analyse de la sécurité, c'est pour les soumettre à des examens empiriques, afin d'en tirer des lois d'explication

¹⁷⁰ *Idem*, p. 423.

¹⁷¹ En effet, Kolodziej estime que : « In a fundamental analytic and philosophical sense, anarchy may, indeed, underlie the human condition [...] ». *Idem*, p. 436.

valides. Il écrit : « It should not be hard for security analysts to follow Clausewitz a little further and posit the notions of ‘pure and real security’ as helpmates to the concepts of pure and real war ». ¹⁷² En fait, Kolodziej correspond plutôt à l’approche néo-libérale de tendance transnationale du méta-paradigme rationaliste, où l’État n’est plus le seul acteur dans le système international, même s’il est toujours l’acteur prédominant. Malgré tout, l’État n’est plus analysé en tant que boule de billard personnifiée, puisque que sa sphère interne s’avère perméable aux menaces transnationales.

3.0.0 *La (re)conceptualisation du concept de sécurité selon Barry Buzan, Ole Weaver, Jaap de Wilde*

Barry Buzan, Ole Weaver, Jaap de Wilde sont ceux qui sont allés le plus loin dans cette entreprise de révision du concept de sécurité, en tentant de respecter cette constante préoccupation épistémologique de la cohérence du réalisme. ¹⁷³ Barry Buzan est celui qui retient le plus d’attention, puisque sa position, vis-à-vis cette préoccupation épistémologique, a évolué de façon significative en quatorze ans, c’est-à-dire depuis son ouvrage intitulé « *States, Fears and People* », en 1983. Dans son article (1997) précédent la parution du livre « *Security : A New Framework for Analysis* », il écrit : « I (Buzan, 1991, 1983) am a widener, but have been sceptical about the prospects for coherent conceptualization of security in the economic and environmental, sector. » ¹⁷⁴ Il rappelle même qu’à l’époque, il avait proposé que les études de sécurité se maintiennent en une sous-discipline distincte qui serait exclusivement intéressée par les questions militaires. Aujourd’hui, il a changé son fusil d’épaule, estimant qu’il est *nécessaire d’élargir le concept de sécurité au-delà*

¹⁷² *Ibidem*.

¹⁷³ Leur plus récente révision du concept de sécurité est présentée dans Barry Buzan, Ole Weaver, Jaap de Wilde, *Security A New Framework For Analysis*, Londres, Lynne Rienner Publishers, 1998, 237 pages. Quelques mois avant la parution de ce livre, Barry Buzan publia « Rethinking Security after the Cold War », dans *Cooperation and Conflict; Nordic Journal of International Studies*, vol. 32, no. 1, Mars 1997, pp. 5-28. Bien que cet article ne soit signé que par Barry Buzan, celui-ci présente les résultats des recherches menées conjointement avec Ole Weaver.

¹⁷⁴ « Rethinking Security after the Cold War », *loc. cit.*, p. 9.

des questions militaires, puisque l'État n'est plus l'objet de référence exclusif à la sécurité, de même qu'il n'est plus la principale source de menaces. Il démontre que *plusieurs objets de référence à la sécurité* ont émergé, tels que les institutions, les règles et les régimes qui constituent l'ordre économique international libéral, les différents régimes de contrôle de la prolifération des armes chimiques, technologiques et de destruction massive, les nations et les religions, les individus dans la perspective des droits de la personne, l'économie globale ou encore l'écosystème.

Buzan, Waever et de Wilde s'engagent alors à relever tout un pari. Ils tentent de démontrer qu'il est possible d'élargir le concept de sécurité tout en préservant la cohérence de celui-ci.¹⁷⁵ Ils proposent donc de rechercher cette cohérence, à travers l'exploration de la logique de la sécurité elle-même : c'est-à-dire découvrir ce qui différencie la sécurité du politique. Buzan, Waever et de Wilde définissent *le politique* ou le processus de politisation comme étant une question relevant de la politique publique, requérant des décisions et des allocations de ressources gouvernementales ou plus rarement une gouvernance commune. *La sécurité*, ou le processus de sécurisation, est défini comme étant une question qui relève d'une menace existentielle qui nécessite des mesures d'urgence et qui justifie des actions qui s'inscrivent à l'extérieur des procédures politiques normales, brisant ainsi « légitimement » les règles institutionnalisées.¹⁷⁶ Ainsi, le processus de sécurisation peut être vu comme une version extrême du processus de politisation. Mais l'étude de ces deux processus doit continuellement être développée, afin que le concept de sécurité ne devienne pas un fourre-tout.

¹⁷⁵ L'école de Copenhague a sérieusement pris en compte la critique des traditionalistes qui stipulent que tout élargissement du concept compromet, voire anéantit, la cohérence intellectuelle du concept et des études de sécurité. Les théoriciens de cette école refusent de concevoir que la seule façon d'éviter cette incohérence, qui entraînerait une irresponsabilité politique, est de confiner le concept de sécurité au domaine militaire. Bill McSweeney nomma « École de Copenhague », le groupe qui travaille avec Buzan et Waever depuis 1988 sous les auspices du « Copenhagen Peace Research Institute » (CPRI). « Buzan and the Copenhagen School », *Review of International Studies*, vol. 22, no. 1, 1996, pp. 81-93.

¹⁷⁶ *Security A New Framework For Analysis*, op. cit., p. 23-27

La question qui s'est alors posée à Buzan, Weaver et de Wilde, fut de savoir comment distinguer clairement ces deux processus l'un de l'autre. La réponse à cette question est importante, puisque cette distinction qui fut établie entre ces deux processus vise à sauvegarder la cohérence du concept de sécurité (et des études de sécurité). Les auteurs ont donc estimé que la réponse se trouvait dans l'analyse traditionnelle de la compréhension militaro-politique de la sécurité. Ils répondent : « Security is about survival ».¹⁷⁷ Ils considèrent que la sécurité est un terme générique qui a un sens distinctif, mais qui varie dans les formes. La sécurité correspond à la survie face aux menaces *existentielles*, lesquelles diffèrent à travers les divers secteurs qui composent le concept de sécurité.¹⁷⁸

Dans la perspective de l'école de Copenhague, la sécurisation, comme la politisation sont des processus *intersubjectifs*.¹⁷⁹ Autrement dit, pour qu'il y ait processus de sécurisation, une menace, ou une vulnérabilité, doit être reconnue par un acteur comme menace existentielle à un objet de référence. Buzan résume ce processus intersubjectif de la sécurisation : « [...] issues become securitized when leaders (whether political, societal, or intellectual) begin to talk about them – and to gain the ear of the public and the state – in terms of existential threats against some valued referent object ».¹⁸⁰ C'est ce qu'il appelle le « speech act » où le fait de formuler un enjeu constitue déjà une action à son égard.

Une fois le cœur des études de sécurité défini comme étant la survie des unités collectives et celle des principes, Buzan et les autres théoriciens de l'école de Copenhague croient qu'il est enfin possible d'appliquer l'analyse de la sécurité

¹⁷⁷ *Idem*, p. 21.

¹⁷⁸ Buzan et al. écrivent: « A successful securitization thus has three components (or steps): existential threats, emergency action, and effects on interunit relations by breaking free of rules». *Idem*, p. 26.

¹⁷⁹ L'école de Copenhague aspire à faire le pont entre le méta-paradigme rationaliste et l'approche constructiviste. Par conséquent, les théoriciens de cette école conçoivent la sécurité en tant que « constructions politiques » où il est impossible de décrire « réellement » ce qu'est la sécurité. *Idem*, p. 35.

à une variété de secteurs et, cela, sans perdre la qualité « essentielle » du concept.¹⁸¹ Buzan, Weaver et de Wilde proposent alors un élargissement « multi-sectoriel » du concept de sécurité, tout en conservant le secteur militaire traditionnel. L'élargissement comprend donc le secteur politique, le secteur économique, le secteur social et le secteur environnemental.¹⁸²

En ce qui concerne le secteur politique, trois objets de référence sont présentés par les auteurs : les États, les régimes internationaux (Union européenne ou Aséan) et les mouvements transnationaux (l'Église catholique ou la religion musulmane).¹⁸³ Dans le cadre du secteur politique, les menaces existentielles à ces objets de référence sont non-militaires. Ces menaces correspondent à des idées véhiculées par des États, des groupes nationalistes, des mouvements sociaux ou des institutions internationales qui visent à remettre en question la reconnaissance, la légitimité et l'autorité des unités politiques qu'ils attaquent. Par conséquent, autant la souveraineté des États peut être remise en cause, autant les règles, les normes et les institutions qui constituent les régimes internationaux et les sociétés internationales peuvent être compromises par ces menaces existentielles. Buzan, Waever et de Wilde tentent alors d'approfondir le concept de sécurité où l'objet de référence ne relève plus seulement d'une vision étato-centriste et tentent d'élargir le concept où les menaces s'inscrivent dans une perspective immatérielle, diffuse et diversifiée.

Dans le secteur économique, les auteurs font remarquer que les objets de référence de la sécurité sont beaucoup plus nombreux que dans les autres secteurs. Ces objets vont de l'individu, à travers les classes sociales et les États, jusqu'au système complexe et global du marché, avec ses règles, ses normes et

¹⁸⁰ « Rethinking Security after the Cold War », *loc. cit.*, p. 14.

¹⁸¹ *Idem*, p. 15.

¹⁸² *Idem*, p. 16-17. Buzan avait déjà défini ces différents secteurs de la sécurité en 1991 dans la deuxième édition de *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in Post-Cold War Era*, Londres, Boulder: Lynne Rienner, Hemel Hempstead, Harvester Wheatsheaf, p. 19-20.

¹⁸³ Voir, *Security A New Framework For Analysis*, *op. cit.*, p. 141-161.

ses principes. Pour ce qui est des individus, les auteurs précisent que les menaces reconnues relatives à ceux-ci, ne peuvent être que celles qui entraînent la mort ou celles qui empêchent de subvenir aux nécessités de base de la vie (eau, nourriture, vêtement, abri, etc.). Ce n'est que dans ces deux cas que l'individu est considéré comme objet de référence dans le secteur économique. Les questions telles que le chômage, le niveau de vie ou l'inaccessibilité à des ressources dépassant le strict minimum de base vital à la vie ne peuvent être légitimement inscrites au sein du secteur économique de la sécurité, puisqu'elles ne menacent pas la survie des individus.¹⁸⁴

Outre les menaces à la survie de l'individu, dans le secteur économique, la définition des autres menaces demeurent très vague. Les auteurs soulignent plutôt les conséquences économiques, politiques et militaires qu'engendrent la globalisation de la production et du marché, mais ne déterminent pas clairement les menaces qui entraînent ces conséquences néfastes. Parmi ces conséquences, les auteurs citent l'accroissement de l'inégalité entre les « gagnants » et les « perdants » que le marché global engendre en mettant en péril les besoins vitaux de plus en plus d'individus, les grandes crises que le système économique international tend à connaître davantage, les trafics de drogue et d'armes à destruction massive qui interviennent plus à grande échelle, la dépendance économique des États qui tend à être plus importante en ce qui concerne l'approvisionnement nécessaire à la sécurité (comme le pétrole), ou encore la difficulté croissante des États à mobiliser de façon indépendante la production militaire qui se retrouve fragmentée à travers la globalisation de la production.¹⁸⁵

Nous pouvons donc constater que Buzan, Weaver et de Wilde ont beaucoup de difficulté à définir non seulement les objets de référence à la sécurité du secteur

¹⁸⁴ *Idem*, p. 104.

¹⁸⁵ *Idem*, p. 116.

économique (outre les individus à l'article de la mort), mais également les menaces inhérentes à ceux-ci. Regardant de plus près les conséquences néfastes qu'ils citent dans leur agenda de sécurité, nous pouvons en déduire que la menace fondamentale au secteur économique s'avère la globalisation même de la production et du marché, dont les normes et les règles constituant cette globalisation ont été désignés en tant qu'objet de référence de la sécurité. Il y a donc un flou théorique quant à la définition des objets et des menaces dans le secteur économique, mais aussi une contradiction circulaire où l'objet de référence à sécuriser s'avère également la menace à cet objet.

Au sein du secteur sociétal, les objets de référence de la sécurité sont les *collectivités* et l'*identité* relatives à chacune d'elles.¹⁸⁶ Plus concrètement, les objets de référence sont les tribus, les clans, les nations, les civilisations, les religions ou les races. La menace à l'identité s'avère, par conséquent, selon les auteurs, une question de *construction* de menaces qui pourraient mettre en péril ce que « nous » sommes en tant que « collectivité » ou « communauté ». Notons, qu'il y a dans le cadre du secteur sociétal la même difficulté que dans le secteur économique pour ce qui est à définir clairement les objets de référence de la sécurité. Indifféremment les auteurs se réfèrent aux unités ontologiques de « collectivité », d'« identité », de « nation » ou encore de « communauté ».

Les sources les plus souvent citées de la menace à la sécurité sociétale sont celles de l'immigration, où une certaine population est transformée ou diluée par l'afflue d'une autre population ; celle de la compétition horizontale, où l'influence culturelle et linguistique de la culture voisine l'emporte sur la culture indigène ; et celle de la compétition verticale, où l'identité d'une population est altérée par un projet d'intégration (Union européenne par

¹⁸⁶ *Idem*, p. 120.

exemple) ou de sécession. Par conséquent, Buzan et Waever expliquent que la sécurisation même de l'identité des immigrants ou celle des identités rivales dépendent de la façon dont les détenteurs de l'identité collective conçoivent la constitution et le maintien de leur propre identité : peuvent-ils endosser une approche « open-minded » ou « close-minded » à l'égard de ces identités ?¹⁸⁷

Dans le secteur environnemental, il y a deux type d'objets de référence de la sécurité : ceux qui correspondent à l'environnement lui-même (la planète, la biosphère) et ceux qui s'inscrivent dans le nexus civilisation-environnement, où la civilisation humaine serait mise en péril. Les menaces correspondent donc autant aux menaces environnementales, telles que les tremblements de terre, les irrptions volcaniques ou, à long terme à l'éventuelle glaciation (mettant en péril la civilisation humaine), qu'aux menaces résultant de l'activité humaine polluante, chimique ou excessive (émission de gaz et de CFC ou de surexploitation des ressources naturelles) qui bouleversent le système naturel et les structures de la planète. Ce secteur environnemental de la sécurité incorporé à l'élargissement du concept de sécurité est sans doute celui qui est le plus précis : les objet de référence et les menaces y sont clairement définis.

Malgré tout, ce dernier secteur, tout comme les trois précédents, souffre de l'absence d'une dimension qui, à notre sens, est fondamentale à toute analyse du concept de sécurité et, d'autant plus, à toute tentative de (re)conceptualisation de la sécurité. Buzan, Weaver et de Wilde ont passé en revue, pour chacun des secteurs de la sécurité, les objets de référence, les menaces et les acteurs référents (que le propos de notre étude ne nous a pas permis d'aborder ici) de la sécurité. Mais la question des *moyens* dans la perspective de contrer les menaces qui pèsent sur la survie des objets de référence relevant de chacun des quatre secteurs de la sécurité n'a, en aucun

¹⁸⁷ « Rethinking Security after the Cold War », *loc. cit.*, p. 17.

cas, fait l'objet de réflexion. Or la notion de sécurité, autant dans le méta-paradigme rationaliste que dans les études critiques de la sécurité, comprend toujours la dimension des moyens. Évidemment, les théoriciens rationalistes ont une longue tradition « opérationnelle » de la sécurité, où les moyens (bien qu'ils se confondent souvent avec la fin) sont clairement définis militairement et diplomatiquement. Du côté des études critiques de la sécurité, les moyens mis de l'avant ne sont pas aussi aisément définis dans la pratique que ceux du méta-paradigme rationaliste, puisqu'ils s'inscrivent plutôt dans une perspective intellectuelle et politique. Cependant, les théoriciens critiques proposent tout de même, en tant que moyens pour intervenir à la source des constructions des menaces, une révision des relations internationales ou une transformation de l'ordre internationale à travers un projet politique.¹⁸⁸

En outre, nous pouvons remarquer que l'élargissement multi-sectoriel du concept de sécurité proposé par Buzan, Weaver et de Wilde, souffre encore de l'effet « Prozac », décrit par Ken Booth, où les relations internationales ont cette capacité de s'adapter aux réalités mondiales en rejetant ou ignorant celles qui encombrant leur analyse ou leur recherche de « cohérence » paradigmatique. Cette définition de la sécurité, qui se rapporte essentiellement à la *survie*, engendre l'élimination de plusieurs menaces pesant sur les conditions de vie des individus et sur les conditions de l'écosystème. En effet, malgré cet élargissement multi-sectoriel de la sécurité, Buzan met en garde contre un élargissement trop important du concept :

Avoiding excessive and/or irrational securization is thus a legitimate social, political and economic objective of considerable importance. The academic debate about how to

¹⁸⁸ Notons par contre, qu'il n'existe plus de projet politique commun comme l'ont incarné successivement les différentes Internationales depuis 1864. Chacune d'elles a été une association internationale des travailleurs qui visait à transformer l'ordre mondial existant. Maintenant il y a un éclatement de la gauche qui tente, comme en Europe par exemple au sein de l'Union européenne, à créer et à réaliser, mais avec de grandes difficultés et divergences, un certain projet politique.

constitute Security Studies cannot responsibly proceed in isolation from this *real world political context*.¹⁸⁹

L'approfondissement du concept de sécurité, quant à lui, met en relief les problèmes ontologiques et épistémologiques de l'approche de Buzan, Weaver et de Wilde. Que les objets de référence à sécuriser soient les collectivités, les régimes internationaux, les mouvements sociaux ou le système économique global, ils sont tous le fruit d'un processus de réification. Bien sûr, ces auteurs offrent un certain approfondissement du concept de sécurité, puisque ceux-ci intègrent au concept d'autres acteurs « existants »¹⁹⁰ du système international. Mais le problème est que tous ces acteurs ou objets de référence de la sécurité, revêtent le même caractère de réification que l'unité ontologique de l'État dans le méta-paradigme rationaliste. Buzan, Weaver et de Wilde ne s'interrogent pas à savoir « comment » les régimes internationaux, les mouvements sociaux ou le système économique ont été construits et « comment » ils se transforment. Chaque acteur ou objet de référence de la sécurité est analysé dans une vision statique et ahistorique où chacun est imperméable aux dynamiques sociales et historiques. D'ailleurs, les auteurs défendent la nature de leur ontologie en arguant :

We [...] believe even the socially constituted is often sedimented as structure and becomes so relatively stable as practice that one must do analysis also on the basis that it continues [...].¹⁹¹

Or, si Buzan, Weaver et de Wilde considéraient vraiment que chaque unité ontologique était le résultat de constructions sociales, ils ne rejetteraient pas toute possibilité de changement de celle-ci et n'analyseraient pas chacune d'elle en tant qu'entité indépendante évoluant au-delà de l'influence des agents humains et du contexte historique. Et cette vision est d'autant plus problématique que ces auteurs placent l'unité ontologique des « collectivités »

¹⁸⁹ « Rethinking Security after the Cold War », *loc. cit.*, p. 21. (C'est nous qui soulignons).

¹⁹⁰ *Idem*, p. 20.

¹⁹¹ *Security A New Framework For Analysis*, *op. cit.*, p. 35.

au centre de leur approche.¹⁹² L'auteur constructiviste Bill McSweeney confirme cette réification ontologique de Buzan et al. : « Society is conceived as a social fact, with the same objectivity and ontological status as the state ». ¹⁹³

L'identité collective est alors considérée comme un fait social qui projette l'image de la collectivité. Cette société et cette identité sont observées objectivement en tant qu'agents indépendants et rationnels. Dans cette perspective, les collectivités revêtent la même forme que les États. La preuve en est que, dans le cadre d'analyse de Buzan, Weaver et de Wilde, la sécurité de l'identité des immigrants ou celle des identités rivales dépend de l'ouverture (*open-minded*) ou non des détenteurs de « l'identité collective ». ¹⁹⁴ C'est pourquoi, à la question « qu'est-ce qui doit être sécurisé ? », le trio de Copenhague répond « les collectivités ». ¹⁹⁵ Or c'est déplacer la fameuse problématique du pacte social de l'État aux collectivités. La sécurité des individus ne serait plus conditionnelle à la citoyenneté, mais à l'appartenance à une collectivité. Par conséquent, toute la logique d'inclusion et d'exclusion sur laquelle repose les cadres d'analyse rationalistes n'est pas transcendée. Les critiques qui ont été formulées à l'égard des couples identité/État et citoyens/État dans le cadre du méta-paradigme rationaliste sont ici même toutes aussi pertinentes : les schismes globaux transcendant aussi les collectivités et les prémisses théoriques résultant des mêmes glissements intellectuels.

De plus, Buzan, Weaver et de Wilde, n'assument pas leur épistémologie constructiviste, puisqu'ils traitent encore les notions d'identité et de collectivité en tant qu'entités pré-établies et statiques et non pas en tant que constructions.

¹⁹²Buzan, Weaver et Wilde écrivent : « much of CSS (Critical Security Studies) takes the individual as the true reference for security – human security - and thus differs in its individualism from our methodological collectivism and focus on collectivities ». *Ibidem*.

¹⁹³ *Loc. cit.*, p. 90.

¹⁹⁴ « Rethinking Security after the Cold War », *loc. cit.*, p. 20.

¹⁹⁵ *Ibidem*.

Par conséquent, la notion de « détenteur de l'identité collective » révèle un important paradoxe au sein de leur cadre théorique. Aucun détenteur ne saurait exister, puisque l'identité est une construction sociale et historique qui évolue. Comment l'identité pourrait-elle alors résider dans les mains d'un petit nombre d'individus ? L'identité n'est pas inhérente à des « détenteurs » quelconques, c'est une construction.

De plus, l'objet de référence du concept de sécurité sociétale n'est toujours pas clair. Il semble que l'identité collective serait le référent du secteur sociétal. Or comment la sécurité sociétale peut être assurée par son propre référent ? Ou plutôt, qu'est-ce qui doit être sécurisé: les collectivités, les identités à l'intérieur du secteur sociétal, ou l'identité collective?¹⁹⁶

Le problème fondamental de l'approche proposée par Buzan, Waever et de Wilde réside dans la contradiction qu'engendre l'association de l'épistémologie intersubjective avec l'objectif explicatif (prescriptif) de leur approche. Les auteurs veulent, d'une part endosser une position

¹⁹⁶ À cet égard, Bill McSweeney relève plusieurs contradictions en ce qui concerne la définition de « société », de « collectivité » et « d'identité ». *Loc. cit.*, p. 81-87.

philosophique « constructiviste » et d'autre part demeurer dans la tradition rationaliste des Relations internationales. D'ailleurs, ils écrivent :

Although our philosophical position is in some sense more radically constructivist in holding security to always be a political construction and not something the analyst can describe as it « really » is, in our purposes we are closer to traditional security studies, which at its best attempted to grasp security constellations and thereby steer them into interactions.¹⁹⁷

Or, l'épistémologie constructiviste intersubjective ne peut aller de pair avec les études de sécurité traditionnelle. L'épistémologie constructiviste ne peut être mariée aux objectifs rationalistes et le caractère « constructiviste » de l'épistémologie qu'ils mettent de l'avant peut être sérieusement mise en doute. En effet, il nous semble que leur épistémologie ne corresponde même pas à l'épistémologie constructiviste. Si Buzan, Weaver et de Wilde respectaient l'épistémologie constructiviste, ils reconnaîtraient les possibilités de changement inhérentes aux structures et pratiques socialement construites et accepteraient d'étudier les processus de changement. Il ne vont pas au bout de leur logique « constructiviste », parce que leurs unités ontologiques relèvent toujours d'une réification. Chaque unité est observée empiriquement en tant que « réalité » puisque stable et sédimentée. Autrement dit, chaque unité ontologique est retiré de tout contexte social et historique.

Nous pouvons en déduire que l'approche théorique proposée par le trio de Copenhague s'inscrit, par sa philosophie et par ses objectifs, dans le méta-paradigme rationaliste. Par conséquent, cette volonté de vouloir intégrer des propositions constructivistes aux études traditionnelles de sécurité ne renforcent pas la cohérence du concept de sécurité, au contraire les auteurs affaiblissent celle-ci. En outre, malgré leurs ambitions, ils ne réussissant pas à

¹⁹⁷ *Security A New Framework For Analysis*, op. cit., p. 35.

transcender le réductionnisme du concept de sécurité des réalistes, puisque le concept est toujours contraint par la définition de *survie* de l'objet de référence.

Une attention particulière aux travaux de Buzan, Waever et de Wilde était nécessaire, car leur analyse de la sécurité et, surtout, leur proposition de sécurité sociétale, ont vivement retenu l'attention dans les milieux académiques. De plus, ces auteurs avaient fait le triple pari, non banal, de trouver un compromis entre les études de sécurité restreinte et élargie, de respecter la préoccupation épistémologique de cohérence des études de sécurité et de faire le pont entre les approches constructiviste et rationaliste. Malheureusement, ces auteurs ne semblent pas avoir relevé avec brio leur pari. Ils n'ont réussi, comme le soulignent McSweeney et Baldwin, qu'à mécontenter les uns et les autres.¹⁹⁸ À notre avis, les compromis sont si nombreux et si importants que Buzan, Weaver et de Wilde n'ont qu'augmenter l'incohérence du concept de sécurité et la complexité théorique sous-jacente de celui-ci.

En résumé, nous avons pu constater que la (re)conceptualisation réaliste de la sécurité a été grandement limitée par la préoccupation épistémologique du maintien de la cohérence des études de sécurité. Bien sûr, l'ontologie du paradigme réaliste a été nuancée, afin de permettre un certain élargissement du concept de sécurité. Dans le cas de Buzan, Weaver et de Wilde, le concept de sécurité a même été approfondi à quatre secteurs. Mais dans un cas comme dans l'autre, les structures d'inclusion et d'exclusion sont toujours prédominantes et la recherche de la cohérence, de la stabilité et du statu quo du

¹⁹⁸ Bill McSweeney écrit: « Waever et al. appear unsure and want to have a foot in each camp. The discussion setting out their basic approach is obscured by uneven and sometimes slippery language suggesting some doubts as to the force of their argument and the degree of continuity of approach with Buzan (1991). There are passages that suggest the deconstructionist agenda, but these are radically at odds with the bulk of the work which remains firmly objectivist, indeed realist ». *loc. cit.*, p. 82. Et David Baldwin, *loc.cit.*

système international sont toujours les objectifs poursuivis, occultant encore le caractère normatif latent du paradigme.

Les théoriciens critiques des études de sécurité proposent alors une (re)conceptualisation sans commune mesure avec celle des théoriciens réalistes. Comme nous le verrons, cela a été possible, puisqu'ils utilisent une épistémologie totalement différente de ces derniers et poursuivent un but ouvertement politisé. Après avoir examiné la (re)conceptualisation réaliste de la sécurité, nous pouvons enfin analyser celle des théoriciens critiques, saisissant maintenant les contours du débat méta-théorique dans la perspective de la sécurité.

CHAPITRE IV

LA (RE)CONCEPTUALISATION DE LA SÉCURITÉ DANS LA THÉORIE CRITIQUE

Ce quatrième chapitre présente les grandes tendances de la (re)conceptualisation de la sécurité dans la théorie critique des études de sécurité, à l'intérieur desquelles les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale ont été dégagés.

La (re)conceptualisation de la sécurité dans le cadre de la théorie critique s'avèrent bien différente de celle qui s'est réalisée à l'intérieur du paradigme réaliste. En effet, comme nous l'avons démontré, le débat sur la notion de sécurité dans ce méta-paradigme, qui en engendré la formulation de concepts de sécurité plus ou moins élargis ou approfondis, repose toujours, dans une certaine mesure, sur les prémisses rationalistes de base. Autrement dit, les

théoriciens réalistes, confrontés à plusieurs critiques théoriques et aux transformations du monde politique, stratégique, économique et social, entreprennent d'*améliorer* le concept traditionnel de sécurité. La (re)conceptualisation de la sécurité, dans ce cadre, correspond donc, plus simplement, à une révision du concept traditionnel militaro-étatique de la sécurité .

La (re)conceptualisation de la sécurité dans la théorie critique ne représente pas le même processus d'amélioration, puisqu'elle ne repose pas sur un concept de sécurité de base commun à tous les théoriciens. Cette (re)conceptualisation n'incarne pas un schéma d'évolutions croissantes d'élargissement et d'approfondissement d'un concept de sécurité de base, où certains théoriciens poussent les limites du concept tandis que d'autres préfèrent rester à certaines étapes ultérieures de l'évolution du concept. La (re)conceptualisation critique de la sécurité est plus diffuse.

Toutefois, les théoriciens critiques, par leurs prémisses épistémologiques, ontologiques et normatives de base communes, formulent les mêmes questions de départ à leur (re)conceptualisation de la sécurité. Ils s'interrogent à savoir « Qui doit être sécurisé » et « qu'est-ce qui doit être sécurisé afin d'assurer la sécurité de ce 'qui' ? ». Ils répondent implicitement par le concept de sécurité « humaine » et par le concept de sécurité « globale ». Mais ces concepts présentent quelques variantes selon les théoriciens de l' « éthique globale » ou les théoriciens « néo-gramsciens ».

La présentation de cette (re)conceptualisation critique de la sécurité ne pourra pas être aussi clairement circonscrite (dans le temps et aux différents auteurs) que la (re)conceptualisation réaliste présentée précédemment. D'une part, les théoriciens critiques ne partent d'un concept de base commun à tous et d'autre

part, ils éprouvent quelques problèmes à définir des prémisses théoriques reconnues et acceptées par tous : ce qui se reflète également dans la définition des concepts de sécurité humaine et globale.¹⁹⁹

4.1 Le concept de sécurité humaine

4.1.1 Le concept de sécurité humaine de l'approche de l'éthique globale

Dans la perspective des études critiques, l'objet de référence du concept de sécurité n'est pas une abstraction philosophique tel que l'État, mais, au contraire, l'humain ou l'individu. Krause et Williams écrivent :

One set of challenges [pour les études critiques de la sécurité] has been united by a common desire to treat the object of security not as the sovereign state but as the individual : security is a condition that individuals enjoy, and they are given primacy both in the definition of treats and of who (or what) is to be secured.
200

Dans la perspective critique de l'éthique globale, plusieurs raisons, qui peuvent être regroupées à l'intérieur de deux grands cadres d'argumentation, justifient et légitiment le choix de placer l' « humain » au centre du concept de sécurité. Dans le premier cadre d'argumentation, l'humain s'impose en tant qu'objet de référence du concept de sécurité, puisqu'il répond aux prémisses théoriques critiques.

Par l'épistémologie post-positiviste et la méthodologie interprétative, l'humain se trouve au centre de l'analyse, puisque l'explication et la compréhension du monde découlerait d'un processus collectif impliquant l'observateur et les

¹⁹⁹ Il est intéressant de remarquer que les deux très influents auteurs critiques, Keith Krause et Michael C. Williams, qui ont dirigé entre autres l'un des premiers ouvrages sur la sécurité critique (*Critical Security Studies* - 1997) parlent autant d' « études critiques de la sécurité », que de « théorie critique », que de « mouvement critique ». Voir, *Critical Security Studies*, op. cit., p. vii-xxiii et p. 33-60 ; « Critical Theory and Security... », *loc.cit.*, 298-333 et « Identity and the Politics of Security », *loc.cit.*, p. 205. À notre avis, l'utilisation de ces termes très différents (théorie et mouvement ne revêtent pas du tout la même signification : un « mouvement » est une tendance théorique collective plus ou moins bien définie, tandis qu'une « théorie » est un ensemble de propositions *organisées* et clairement définies) démontre le caractère diffus et éclectique que peuvent avoir les concepts critiques de la sécurité.

acteurs sociaux . De même, dans le monde de la sécurité, les menaces seraient construites par les « producteurs de la menaces », c'est-à-dire par des acteurs qui possèdent le savoir et le pouvoir de construire et de définir « la » menace à l'aide des outils du discours et de la pratique. La menace n'est pas naturelle, elle est construite par des acteurs du monde politique et du monde de la sécurité.

Par l'unité ontologique des structures sociales de la théorie critique, l'humain se trouve encore au centre du concept de sécurité, puisque les structures sociales, non réifiées, sont composées des individus et constituées par ceux-ci. En outre, pour éviter toute logique d'inclusion/exclusion, l'humain s'avère le meilleur objet de référence de la sécurité. Et cette position de l'humain au sein de la théorie critique répond aux valeurs de la théorie critique, qui sont celles de développer les relations internationales dans un sens plus « éthique », « juste » et « global » et celles d'introduire la notion « d'émancipation de l'humain » dans le monde de la sécurité.²⁰¹

Dans le deuxième cadre d'argumentation, l'humain s'impose en tant qu'objet de référence du concept de sécurité, puisqu'il substitue l'objet de référence réaliste de la sécurité, soit l'État, qui paraît incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens et qui repose sur des bases théoriques résultant de glissements intellectuels.²⁰²

Les théoriciens critiques démontrent que même s'ils étaient d'accord avec les prémisses théoriques rationalistes, ils ne pourraient reconnaître l'État en tant qu'objet de référence à la sécurité. Premièrement, l'État, qui selon le pacte social, devrait être le *moyen* d'assurer la sécurité de l'individu, est devenu la

²⁰⁰ « From Strategy to Security ... », *op. cit.* p. 43.

²⁰¹ Nous reviendrons sur cette notion d'émancipation qui occupe un place importante dans le monde critique de la sécurité.

²⁰² À cet égard, revoir la partie 1.1 du mémoire.

fin. En effet, la *fin* du contrat social, qui devait correspondre à la conservation ou la défense commune des contractants, semble avoir été remplacée par la sécurité de l'État au détriment de la sécurité des citoyens, utilisés en tant que *moyen* pour assurer celle de l'État. Poser l'État en tant que référent de la sécurité est, selon Ken Booth, totalement « illogique », puisque cela revient à privilégier la sécurité des *moyens* plutôt que celle de la *fin*.²⁰³ Il formule une autre analogie fort éclairante pour illustrer cette logique qu'il réfute :

A house requires upkeep, but it is illogical to spend excessive amounts of money and effort to protect the house against flood, dry rot and burglars if this is at the cost of the well-being of the inhabitants. There is obviously a relationship between the well-being of the sheltered and the state of the shelter, but can there be any question as to whose security is primary?²⁰⁴

Deuxièmement, toujours selon Booth, les États ne seraient pas assez « fiables » pour être désignés objet de référence de la sécurité.²⁰⁵ Les régimes qui se sont succédés à la tête des États, à travers le temps et l'espace, ont souvent négligé la sécurité interne de leur État de même que la sécurité internationale. En conséquence, l'individu en tant que personne, citoyen ou humain demeure, dans la perspective théorique critique, l'objet de référence de la sécurité.

Toutefois, il ne faut pas se méprendre et croire que les théoriciens critiques rejettent totalement l'État hors de l'analyse des études critiques de la sécurité. Tout théoricien ne peut ignorer la représentation dominante du monde politique international. Mais dans une perspective critique, le comportement des États et les conflits interétatiques ne sont pas abordés par la question du *pourquoi*, mais par la question du *comment*. Il est vrai que les questions militaires, surtout dans la perspective interétatiques sont sous-développées au sein des approches réflexives. Mais il serait faux de croire que les théoriciens critiques refusent

²⁰³ « Security and Emancipation », *Review of International Studies*, vol. 17, no. 4, 1991, p. 320.

²⁰⁴ *Ibidem*.

²⁰⁵ *Ibidem*.

d'étudier le rôle des idées, des institutions et des instruments de la violence organisée dans la vie politique. Ils étudient ces différentes dimensions de la violence, mais dans le but de comprendre la genèse de ces derniers, ainsi que la structure des problèmes de sécurité qui est construite par des conditions historiques et des pratiques sociales. La recherche de la compréhension de ces dilemmes de sécurité amène donc inéluctablement les théoriciens à étudier les structures sociales et historiques dans lesquelles ces conflits se sont construits. Par conséquent, l'humain ou l'individu se retrouve encore au cœur de l'analyse critique de la sécurité.

- *Le concept d'émancipation au cœur de la sécurité humaine*

La théorie critique, comme nous l'avons déjà vu, est un paradigme ouvertement normatif, dont le but est d'intégrer les valeurs d'éthique et de justice dans les relations internationales. Cette volonté est guidée par la notion d'*émancipation*. Le père de cette notion est Max Horkheimer. Selon lui, le but de la théorie critique est « le bonheur de tous les individus ». ²⁰⁶ Et ce bonheur est possible à travers le concept d'émancipation qui correspondrait à « un état social sans exploitation ni oppression, dans lequel existe réellement un sujet plus vaste que l'individu, c'est-à-dire l'humanité *consciente* d'elle-même ». ²⁰⁷

La notion d'émancipation se trouve donc au centre du concept de sécurité humaine. Ken Booth, entre autres, a repris cette notion de Horkheimer et en donne une définition révisée:

Emancipation is the freeing of people (as individuals and groups) from those physical and human constraints which stop them carrying out what they would freely choose to do. ²⁰⁸

En ce sens, la guerre ou la menace de guerre est l'une de ces contraintes, tout comme la pauvreté, l'éducation défailante, l'oppression politique, la raréfaction des ressources naturelles, la précarité des soins de santé ou encore les catastrophes environnementales. Dans cette perspective, ce n'est pas l'ordre ou le pouvoir qui produit une véritable sécurité : « Emancipation, theoretically, is security ». ²⁰⁹ Cette définition fondamentale de la sécurité permet d'en élargir le concept à toutes les questions susceptibles de contraindre l'émancipation humaine, embrassant ainsi la sécurité dans toute sa globalité. Voilà pourquoi les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale nous semblent complémentaires et nécessaires l'un à l'autre.

²⁰⁶ Cité par Luc Ferry et Alain Renaut dans *Max Horkheimer: Théorie Critique (Essais)*, op. cit., p. 19.

²⁰⁷ *Idem*, p. 20. (Souligné dans le texte.)

²⁰⁸ « Security and Emancipation », *loc. cit.*, p. 319.

Par contre, nous devons faire remarquer que, malgré les possibilités d'approfondissement et d'élargissement ontologique et normatif du concept de sécurité que cette définition offre, elle présente un biais théorique. Cette définition est circulaire. Comment *libérer* les individus, afin qu'ils puissent choisir *librement* ce qu'ils veulent faire ? Comment libérer sans imposer une volonté et comment libérer au nom de la justice sans contraindre davantage d'autres individus ? Horkheimer était confronté au même problème. Il reconnaissait que plus il y avait de justice, moins il y avait de liberté.²¹⁰

Booth propose alors une formule qui tente de résoudre ce problème circulaire, en intégrant l'idée de réciprocité des droits au concept d'émancipation. Il suggère d'internationaliser, autant au plan des relations entre les individus qu'à celui des relations entre les acteurs de la scène internationale, les propositions suivantes : « I am not truly free until everyone is free » et « My freedom depends on your freedom ».²¹¹ Ces propositions contribuent aussi à éviter que le concept d'émancipation/sécurité tombe dans un relativisme où tout peut être considéré comme contrainte à l'émancipation. Elles s'avèrent également importantes et significatives lorsqu'elles sont considérées dans le cadre mondial d'interpénétration globale des politiques, de l'économie et des cultures.

En ce sens, ce processus d'émancipation implique également la disparition des frontières entre les politiques internes et les politiques étrangères. La stratégie de l'émancipation est, selon Booth, le premier pas vers un embryon de société globale où les relations de dominant-dominé pourraient être exclues. Par

²⁰⁹ *Ibidem*.

²¹⁰ Horkheimer écrit : « Si l'on veut aller vers l'équité, on doit interdire aux hommes de nombreuses choses, et notamment d'empiéter les uns sur les autres. Mais plus il y a de liberté, plus celui qui déploie ses forces avec une habileté supérieure à celle des autres sera finalement capable de les asservir ; ainsi il y aura moins de justice ». Par conséquent, Horkheimer croit que la recherche de la justice engendre un monde totalement administré. « La théorie critique hier et aujourd'hui », in *Max Horkheimer : Théorie Critique (essais)*, op. cit., p. 358-359.

conséquent, la sécurité en tant que processus d'émancipation, menant à un embryon de sécurité globale, permettrait d'intégrer toutes les dichotomies créées par l'approche dominante des Relations internationales: « interne-externe », « utopisme-réalisme », « high politics-low politics », « inclusion-exclusion », etc.

Mais, malgré tout, les deux propositions de Booth n'ont rien de nouveau. Elles s'inscrivent toujours dans la notion occidentale de la liberté et de la raison. D'une part, la proposition « My freedom depends on your freedom » correspond à la notion juridique de la liberté individuelle, comme on la retrouve dans la charte juridique anglaise, par exemple, où la liberté de l'un est contrainte par la liberté de l'autre. Tout comme on la retrouve dans la *Déclaration (française) des droits de l'homme et du citoyen* voté par l'Assemblée constituante de 1789 qui stipule : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui [...] ». ²¹² Et d'autre part, la proposition « I am not truly free until everyone is free » correspond à la notion collective de la liberté ou la liberté de l'individu dépend de la liberté de la collectivité. En somme, nul ne peut être libre, tant qu'il existe une quelconque personne qui ne l'est pas dans la collectivité. Cette notion de liberté s'inscrit dans la perspective du « Tous pour un, un pour tous ». Or, la volonté de marier les deux propositions, comme Booth le fait, révèle de grandes contradictions, pour ne pas dire qu'il semble impossible de faire concilier les deux. En effet, dans la première proposition, seuls les individus existent, alors que dans la deuxième, la société prédomine, supplantant l'individu : c'est la société avec tous ces individus sans exception qui compte.

Bien que cette contradiction ne soit jamais soulevée et encore moins résolue dans la littérature critique, il convient alors, à notre sens, de s'interroger à

²¹¹ « Security and Emancipation », *loc. cit.*, p. 319

²¹² Bibliorom, Larousse, Microsoft, 1996.

savoir comment tendre vers l'émancipation de tous les individus. Quel pourrait être le moyen qui assurerait l'émancipation de l'humanité ? Dans le système westphalien, l'État devait être le moyen pouvant favoriser cette émancipation. Toutefois, comme il a été démontré, celui-ci a été posé, dans le méta-paradigme rationaliste, en tant que fin. Néanmoins, il est vrai que certains gouvernements contribuent, à l'intérieur de certains secteurs, à l'émancipation de ces citoyens ou, du moins, de certains de ces citoyens. Mais cette volonté d'assumer ce rôle de « moyen » diffère grandement d'un gouvernement à un autre dans le temps et l'espace. Or, ce glissement théorique rationaliste qui place l'État en tant que fin et non en tant que moyen, ou cette absence de volonté de la part des autorités étatiques de privilégier l'émancipation humaine est somme toute paradoxale, puisque la sécurité humaine peut s'avérer, dans plusieurs cas, le socle de la sécurité étatique.

Toutes les menaces à la sécurité, telles les crises financières, les catastrophes environnementales, les explosions démographiques, les inégalités sociales ou encore les répressions des droits humains, qui placent les individus dans des conditions d'existence misérables, ne peuvent être intégrées au concept traditionnel de la sécurité, puisqu'elles ne compromettent pas directement la survie de la souveraineté étatique. Or, la portée de ces menaces est grandement sous-estimée. Même si elles sont préalablement inscrites dans la sphère interne de l'État, dans la perspective rationaliste, celles-ci peuvent aisément conduire à des conflits de type interétatique ou à des violences civiles pouvant dégénérer et faire implorer l'État. En effet, les menaces économiques, sociales ou environnementales, par exemple, créent de dangereuses instabilités intra-étatiques, exacerbant les tensions existantes entre les différents groupes (ethniques, économiques, sociaux, religieux, etc.). Ces tensions peuvent engendrer rapidement des situations de violence, lesquelles peuvent provoquer des flux de réfugiés, des actions terroristes ou des débordement de violence

transfrontaliers. Cette logique d'entraînement, non utopique, illustre toute la portée inhérente aux menaces à l'émancipation des l'individus.

Toutefois, les théoriciens rationalistes refusent de reconnaître ces menaces à l'émancipation de l'individu. Ils se trouvent alors dans l'incapacité d'expliquer et encore moins de comprendre de tels possibilités de conflits et de violence. À cet égard, certains décideurs politiques commencent à prendre conscience des limites du concept de sécurité exclusivement militaro-étatique. Le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, présentait en mai 1998 une des conclusions suivantes, relative à l'Afrique qui a connu plus d'une dizaine de conflits armés depuis 1996, jetant sur les routes 8 millions de réfugiés: « Faute d'avoir prévenu ces tragédies [donc d'avoir reconnu préalablement celles-ci] les dirigeants africains ont failli à leurs responsabilités à l'égard de leurs peuples, la Communauté internationale a failli aux siennes et l'ONU aussi. »²¹³ Il reconnaît également les limites de la représentation westphalienne du système international lorsqu'il déclare:

L'ONU a été créée pour régler les guerres inter-États; or elle est de plus en plus appelée à s'occuper de guerres qui visent non seulement des armées, mais aussi et surtout des civils et des groupes ethniques entiers. La prévention de tels conflits ne consiste plus à défendre les États ou à protéger des alliés, mais bien à défendre l'humanité elle-même.²¹⁴

Non seulement ces enchaînements de menaces non-militaires résultant en conflits armés confrontent la représentation traditionnelle de l'État réifié et fragmenté en sphères d'actions étanches, mais, surtout, rappellent que l'ordre mondial dépend d'un minimum de justice sociale, d'éthique et de morale. En d'autres termes, le moyen ne peut toujours être favorisé au détriment de la fin. Dans la perspective de la théorie critique de l'éthique globale, la sécurité

²¹³ Kofi Annan, tiré du document intitulé « Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique », *Le Devoir*, 6 mai 1998, p. A6.

²¹⁴ *Ibidem*.

humaine serait le ferment, non seulement du bonheur de tous les individus, mais aussi de la sécurité internationale.

Mais il reste que la question des *moyens*, c'est-à-dire la question de savoir « qui » ou « quoi » assurera l'émancipation des individus, et celle du « comment » cette émancipation sera protégée, ne sont pas clairement abordées par les théoriciens critiques. Pour plusieurs raisons théoriques et politiques, l'État ne peut et ne veut pas être le seul moyen d'assurer la sécurité de ces citoyens. D'ailleurs, les auteurs tels que Mohammed Ayoob, Simon Dalby ou R.B.J. Walker, considèrent qu'il serait même dangereux de surcharger l'État avec toutes les menaces inhérentes à l'émancipation de l'humain.²¹⁵ Ils auraient peur que les gouvernements réagissent en sécurisant la vie publique. Les différentes institutions politiques en viendraient à négliger les quelques sphères qu'elles sécurisent déjà au profit d'autres ou l'État pourrait devenir plus facilement omniprésent dans la société, voire même adopter des comportements autoritaires. Ces auteurs invitent plutôt les individus à se tourner vers les mouvements et les réseaux sociaux, lesquels transcendent les frontières. D'ailleurs, Ken Booth et Peter Vale, en conclusion de leur étude sur l'Afrique australe, écrivent : « In the long run, security in the form of peace, order, and justice must come from within the people(s) of the region ». ²¹⁶ Toutefois, nous pouvons constater que la question du « moyen » est confondue avec la question des acteurs. Les mouvement ou réseaux sociaux deviendraient les acteurs de la sécurité, mais la question de savoir « comment » ceux-ci assureraient la sécurité ou l'émancipation des individus est toujours en suspend.

²¹⁵ Ayoob, « Defining Security : A Subaltern Realist Perspective », in *Critical Security Studies*, op. cit., p. 121-148 ; Dalby, « Contesting an Essential Concept : Reading the Dilemmas in Contemporary Security Discourse », in *idem.*, p. 3-32 ; Walker, « The Subject of Security », in *idem.*, p. 61-82.

²¹⁶ « Critical Security Studies and the Regional Insecurity ... », in *op. cit.*, p. 354.

En résumé, dans le cadre de l'approche de l'éthique globale, les individus sont l'objet de référence de la sécurité et les producteurs de la sécurité. Pour affronter les menaces qui sont « globales », les individus doivent se tourner vers eux-mêmes à travers les mouvements ou les réseaux sociaux. Toutefois, il faut espérer que ces mouvements ou réseaux gardent une souplesse et une ouverture, sans quoi, ils représenteraient les mêmes problèmes d'inclusion/exclusion que les États, marginalisant de grandes parties de la population et engendrant ainsi des frustrations de rejet qui pourraient s'exprimer par la violence. Nous nous demandons également si cette possible multiplication de réseaux et de mouvements n'entraînerait pas à long terme un monde totalement éclaté où l'atteinte de la sécurité et de l'émancipation de l'humain serait encore plus difficile à assurer. De plus, bien que la question à savoir « qui » ou « quoi » devrait assurer la sécurité des individus offre certaines réponses telles que les mouvements ou les réseaux sociaux, la question du « comment » demeure toujours dans l'ombre. Pourtant la question est importante : « comment les mouvements ou les réseaux sociaux assureront-ils et amélioreront-ils la sécurité humaine ? ».

Mais c'est peut-être, somme toute, les unités ontologiques centrales de l'approche de l'éthique globale qui posent le plus problème. Comme nous l'avons vu, les théoriciens de cette approche utilisent invariablement les notions d'« individus » et d'« humains ». Or, comme nous l'avons déjà souligné, la notion d'individu est une notion bien occidentale qui ne trouve aucun écho dans plusieurs autres régions de la planète. Mais un second problème, ontologique cette fois-ci, est inhérent à la fusion de ces deux termes qui sont bien différents l'un de l'autre (ce que semblent ignorer les théoriciens critiques de l'éthique globales). L'individu est le fruit d'un contexte historique et social et est constamment façonné par celui-ci. Mais l'humain ne relève pas d'un contexte historique et social. L'humain correspond au vivant, à l'espèce

humaine. Par conséquent, il s'avère bien différent d'examiner l'individu ou l'humain. Aborder la sécurité de l'individu, c'est défendre la sécurité de l'individu comme on le conçoit avec ses valeurs et ses intérêts propres inhérents à un contexte social et historique. Parler de la sécurité de l'individu apparaît alors comme un postulat ethnocentrique, tout comme la prémisse qui stipule que les structures sociales sont composées d'individus. La sécurité humaine ne correspond donc pas à la sécurité de l'individu.

4.1.2 Le concept de sécurité humaine dans la perspective néo-gramscienne

De prime abord, il semble paradoxale de parler de sécurité « humaine » au sein d'une approche critique néo-gramscienne où l'unité ontologique de base et fondamentale est celle des forces sociales ou autrement dit celle des *classes sociales*. Mais il est étonnant de constater, dans divers textes néo-gramsciens, que les classes sociales se font graduellement remplacées par les notions d'agents humains, d'individus et même de la planète Terre.²¹⁷ En fait, nous pouvons remarquer qu'une certaine partie des théoriciens néo-gramsciens ont glissé d'un humanisme normatif, où l'exploitation de la classe prolétaire par la classe bourgeoise devait cesser, vers un humanisme ontologique. Non seulement il en résulte un flou conceptuel, tel qu'au sein de l'approche de l'éthique globale, mais également un biais normatif où la transformation de l'ordre international existant reposait sur la lutte des classes et non sur celle des individus. Mais cet humanisme ontologique est devenu si important que nous ne pouvions l'ignorer. Nous croyons ainsi pouvoir parler de « sécurité humaine » au sein de l'approche néo-gramscienne.

Les théoriciens néo-gramsciens n'ont jamais cru que l'État pouvait être le moyen d'assurer la sécurité de tous les individus, puisque l'État ne représenterait que les intérêts de la classe hégémonique, c'est-à-dire de la

²¹⁷ Voir Beaud, *op. cit.*, p. 155.

bourgeoisie détentrice des moyens de production et du pouvoir politique. Par conséquent, l'État n'a toujours veillé à la sécurité des individus des classes dominées que dans la perspective d'assurer la stabilité interne et surtout la bonne poursuite de la production. L'objectif premier de l'État est plutôt d'assurer la sécurité de ces intérêts économiques et politiques en veillant à maintenir la stabilité de l'ordre international existant.

Mais la capacité même de l'État à sécuriser ses propres intérêts, soit les moyens de production, son autonomie et la stabilité civile et internationale, est, dans le cadre théorique néo-gramscien, sérieusement remis en cause. Le pouvoir de l'État ou de la classe hégémonique territorialisée connaîtrait un délitement à travers la globalisation. L'État serait confronté de l'extérieur et de l'intérieur.

Le principe d'État territorialement souverain serait confronté de l'extérieur par l'internationalisation étatique. Les pouvoirs économique, culturel et géopolitique, traditionnellement monopolisés par l'État seraient maintenant internationalisés à travers un réseau d'États dominants (les États-Unis, l'Allemagne et le Japon entre autres), de groupes régionaux (comme l'Union européenne), d'institutions internationales, de circuits et d'institutions de capital financier et de production.²¹⁸ Ces diverses régions et acteurs qui se sont liés représenteraient, selon Agnew et Corbridge, un engagement commun à l'idéologie de marché et une reconnaissance croissante que le principe territorial ne peut plus à lui seul assurer la sécurité du pouvoir économique et géopolitique.²¹⁹ La globalisation économique engendre une internationalisation de l'État à l'échelle du monde. Tous les États sont tributaires des tensions ou des soubresauts d'une pluralité de réseaux multinationaux et mondiaux, productifs, commerciaux, monétaires et financiers. Intrinsèquement, les sociétés sont ainsi de plus en plus dépendantes de l'économie.

²¹⁸ Agnew et Corbridge, *op. cit.*, p.206.

²¹⁹ *Ibidem.*

Mais la relation dominant-dominé se trouve également au cœur de l'internationalisation étatique. Bien que tous les États, petits, moyens ou grands, soient confrontés de l'extérieur assistant tous à une érosion de leur souveraineté, certains États sont plus affectés que d'autres. La globalisation de l'économie est dominé par quelques centaines de très grandes firmes en relations avec les grands États et quelques puissantes organisations. En fait, comme l'écrit Michel Beaud : « Jamais la concentration des moyens et des pouvoirs n'a été aussi grande ».²²⁰

Cette relation dominant/dominé est manifeste, lorsque les pays les plus pauvres qui se font administrer les médecines du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale voient une partie de leur souveraineté se déplacer entre les mains de ces organisations internationales.²²¹ Cette confrontation extérieure est également fort éloquent dans le domaine environnemental où les relations de pouvoir entre les États pauvres et les États riches engendrent non seulement une perte de souveraineté à l'État périphérique, mais aussi de graves conséquences écologiques. Tandis que le centre veille à se dépolluer, il procède, simultanément, à l'appropriation excessive de ressources naturelles dans les États de la périphérie (en Amazonie par exemple) et à des opérations de production intensive (polluante). Ces États, étant déjà faibles, parce que marginalisées de l'économie politique mondiale, ne peuvent ou n'ont pas la volonté de se défendre contre les dommages environnementaux causés par le centre. En conséquence, les États les plus pauvres du système international sont encore plus impuissants que les autres États à pouvoir assumer la sécurité de leurs moyens de production et de leur société civile.

²²⁰ Beaud, *op.cit.*, p. 131.

²²¹ L'Indonésie est un exemple patent. À cause des politiques structurelles qui lui ont été imposées par le FMI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, le gouvernement indonésien s'est vu obliger d'augmenter de 25% à 70% le prix des carburants.

Dans la perspective néo-gramscienne, la globalisation de l'économie entretient une relation dialectique avec la fragmentation sociale et culturelle, qui entraîne une fragmentation de la sécurité.²²² C'est alors que l'État est confronté de l'intérieur, par la fragmentation de sa population. La structure de production post-fordiste engendre non seulement une interdépendance des États

²²² Cette hypothèse est partagée par Philip Cerny, « Neomedievalism, Civil War and the New Security Dilemma : Globalisation as Durable Disorder », *Civil Wars*, vol. 1, no.1, 1998, p. 40 et par Michel Wieviorka, *loc. cit.*, p. 27.

toujours plus importante, mais également (et surtout) une interdépendance des forces de production. Cox explique :

Globalized production organisations include not only multinational corporations, but also production systems constructed ad hoc to link many individuals producing units in different countries providing components and assembly of a particular product.²²³

Par conséquent, cette structure de production, dite post-fordiste, qui implique la mobilisation des forces sociales, encourage les fragmentations territoriales et identitaires. Celles-ci remettent inévitablement en cause la relation « identité-nationale-territoriale/État ».

En effet, cette internationalisation des forces de production engendre l'émergence d'une population de plus en plus hétérogène au sein des États. Premièrement, les États du centre connaissent une augmentation des flux migratoires provenant de la périphérie. Cette migration génère de nouvelles tensions sociales qui a pour effet de renforcer la tendance fragmentée de la production, de même que les clivages entre le centre et la périphérie au sein même des États. Par conséquent, plusieurs identités politiques ne sont plus ancrées dans un État national particulier. Deuxièmement, cette internationalisation de la production entraîne, de façon toujours plus marquée, la constitution transnationale de « tame-zones », riches et puissantes, et de « wilde-zones », pauvres et exclues de la croissance économique mondiale. Et troisièmement, elle cause le déclin des mouvements ouvriers et celui des rapports de production industriels, puisque les forces de travail se trouvent fragmentées à travers plusieurs bases territoriales. Le problème majeur de cette globalisation économique, qui est également caractérisée par la globalisation de la finance, est la dissociation qu'elle a produite entre la croissance économique et la croissance de la production. C'est alors que la croissance économique

²²³ « Production and security », *op. cit.*, p.285.

mondiale peut aller de pair avec un accroissement du chômage. Le fossé qui sépare les « tame-zones » des « wild-zones » s'avère donc de plus en plus profond.

Cet approfondissement des clivages peut entraîner une augmentation de l'insécurité et même des possibilités de troubles socio-politiques. Michel Wievorka insiste sur ce contexte de globalisation, qui va de pair avec la fragmentation sociale, où se développe la misère et l'exclusion, et la fragmentation culturelle, d'où émerge le communautarisme, le racisme, le repli identitaire ou le nationalisme rétracté, pour expliquer ce qu'il appelle le nouveau paradigme de la violence. La violence ne serait plus le fruit de la lutte contre l'exploitation, dans le cadre d'un soulèvement de classe contre une autre, mais serait plutôt l'expression d'un non-rapport social, d'une exclusion totale des individus des « wild-zones ».²²⁴ C'est ce qui explique que l'individu faisant partie des « wild-zones » et se sentant définitivement exclu de système économique (qui est LE mode de vie qui permet de consommer et d'être reconnu en tant que sujet dans la société) peut faire appel à la violence sous forme d'explosion émeutière ou tout simplement ludique. Wieviorka explique ce recours à la violence en tant que

Quête et production de sens, effort pour produire soi-même ce qui était auparavant dispensé par la culture ou les institutions, projections de soi-même jusqu'à la mort éventuelle, ou bien appel à la subjectivité impossible ou malheureuse, expression d'un refus de la personne à continuer une existence où elle se sent niée.²²⁵

Michel Wieviorka identifie alors un quatrième niveau dans l'analyse de la violence, soit l'individu.²²⁶ Toutefois, cette violence de l'individu, dans la

²²⁴ *Loc. cit.*, p. 9-57. Wieviorka n'utilise pas le terme « tame-zones », mais parle plutôt d'être « in » ou « out » des régions bien placées. Mais par souci de continuité dans les termes, nous avons préféré utiliser le terme « tame-zones ».

²²⁵ *Idem.*, p. 36

²²⁶ Le premier niveau est le système international, le deuxième est l'État et le troisième correspond aux sociétés. Il explique que l'ajout de ce quatrième niveau d'analyse ne se veut pas l'introduction d'une dimension

mesure qu'elle s'inscrit dans le prolongement des problèmes sociaux classiques à l'État, est souvent occultée ou banalisée par la société et les autorités étatiques, parce qu'elle provient de l'intérieure de l'État et ne représente pas une menace étrangère. Agnew et Corbridge²²⁷ expliquent d'ailleurs que l'élite hégémonique mondiale considère assez improbable l'émergence d'un scénario de troubles socio-politiques très violents, puisque la structure économique existante, conduite par les puissants réseaux de l'internationalisation étatique, disciplinerait ces groupes ou communautés (ethniques, religieux, culturels et de genre) et puis même, à l'extrême, les groupes régionaux ou étatiques qui tenteraient de bouleverser les modalités de la domination. Toutefois, nous nous interrogeons sur le « succès » à long terme de cette volonté de policer les « wild-zones ». Les populations faisant partie de celles-ci, tels aux États-Unis à Los Angeles, au Chiapas ou au sein des banlieues européennes, se laisseront-elles policer ainsi indéfiniment?

L'État protège les individus des « tame-zones » des débordements des « wild-zones » en menaçant de coercition ou en réprimant dans la violence les individus qui composent ces dernières. Pour des centaines de milliers d'individus à travers le monde, l'État est plutôt une source d'insécurité qu'un moyen pouvant assurer leur sécurité.

Les théoriciens néo-gramsciens démontrent que l'État est de plus en plus impuissant à sécuriser sa population, laquelle constituait même sa force de production. Les notions de citoyen et d'identité ne correspondent plus aux frontières territoriales. L'État étant confronté de l'intérieur et de l'extérieur, les menaces potentielles à la sécurité de la population ne nécessitent plus de réponses stratégiques nationales, mais plutôt des réponses globales.

psychologique dans l'analyse de la violence, mais celle d'un « phénomène contemporain majeur, et qui pèse lourdement sur la production de la violence contemporaine: la poussée de l'individualisme moderne ». *Idem*, p. 24.
²²⁷ *op. cit.*, p.206.

Encore là, il nous est permis de nous interroger sur la question des *moyens*. « Qui » ou « quoi » pourrait assurer la sécurité des individus ? Traditionnellement, les théoriciens néo-gramsciens appelaient les classes sociales dominées à former une contre-hégémonie fondée sur une agglomération de noyaux de résistance territoriaux. Robert Cox croit que la transformation du monde (sans laquelle l'abolition de la relation dominant/dominé ne peut se réaliser et par conséquent sans laquelle la sécurité de tous les individus ne peut être assurée) réside dans les sociétés nationales. Selon lui, le prolongement des crises économiques mondiales, lesquelles produiront des poussées de chômage et désavantageront de larges groupes sociaux, impulsera la formation d'une grande alliance des déshérités contre les secteurs du capital et du travail défiant la structure de la production internationale et l'ordre libéral mondial.²²⁸

Après avoir étudié l'appréciation que les théoriciens néo-gramsciens ont de la globalisation de l'économie, ou de ce bloc historique actuel, cette proposition de Cox nous étonne. Cette possibilité des individus de se retourner vers les sociétés *nationales*, pour transformer l'ordre existant, semble en contradiction avec le contexte de fragmentations sociales exceptionnelles mis en lumière par lui-même et par d'autres théoriciens néo-gramsciens.

²²⁸ « Gramsci, Hegemony, and International Relations : An Essay in Method », *op. cit.*, p. 140-141.

Stephen Gill, quant à lui, ne fait pas référence aux territoires nationaux. Au contraire, il estime qu'un nouveau bloc hégémonique passerait plutôt par l'idée de l'auto-défense de la société. Il écrit :

[...] socialism needs to be redefined away from its association with totalising projects, such as that of Stalinism. In turn, this redefinition and the politics it implies can be linked in part to the idea of *self defence of society against the disintegrating and atomising thrust of globalising, relatively unplanned, market forces*.²²⁹

Mais c'est peut-être Philip Cerny qui s'avère le plus lucide dans son appréciation de la tendance actuelle qu'engendreront la globalisation économique et la fragmentation de la sécurité : soit une organisation néo-médiévale.²³⁰ Cette notion d'organisation de type médiéval, élaborée par Hedley Bull, envisage des autorités qui se chevauchent sur le même territoire et divers territoires liés par des réseaux ayant chacun une certaine autonomie vis-à-vis des institutions territoriales (par analogie aux ordres religieux). D'ailleurs, Cerny estime qu'aujourd'hui comme au Moyen Âge, il n'y a pas de menace externe au système pour engendrer un véritable gouvernement global, comme il n'y a pas de vision collective (religieuse, sociale ou politique) pour transformer le monde en une nouvelle *res publica* transnationale.²³¹ Ce qui vient appuyer l'idée qu'il soit peu probable qu'une contre-hégémonie puissent émerger de cette globalisation économique.

Le lecteur peut croire à juste titre que nous nous sommes bien éloignés de la question des *moyens* dans le monde néo-gramscien de la sécurité. Il n'en est rien. Cela ne fait que démontrer le problème fondamental de cette approche théorique : rien n'est possible sans une transformation de l'ordre existant. Aucune discussion sur les moyens de la sécurité humaine n'est pertinente avant

²²⁹ « Gramsci and Global Politics: Toward a Post-Hegemonic Research Agenda », in *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*, S. Gill (dir.) Cambridge & New York : Cambridge University Press, 1993, p. 2. (C'est nous qui soulignons)

²³⁰ *Loc.cit.*, p. 36-40.

la transformation de l'ordre mondial, puisque c'est celui-là même qui est à la source de toutes les menaces qui pèsent sur l'humain. Par conséquent, le seul moyen d'assurer la sécurité est de transformer cet ordre.

²³¹ *Ibidem*, p. 58-59.

4.2 Le concept de sécurité globale

Comme nous avons pu le constater implicitement dans la partie précédente, le concept de sécurité humaine et le concept de sécurité globale sont intrinsèquement liés. C'est pourquoi nous avons déjà esquissé quelques éléments qui constituent le concept de sécurité globale.

Dans le cadre des études critiques de la sécurité, après avoir posé l'humain en tant qu'objet de référence, la question qui s'impose est : « *qu'est-ce qui doit être sécurisé afin d'assurer la sécurité de l'humain?* ».

4.2.1 Le concept de sécurité globale de l'approche de l'éthique globale

La question n'est pas, comme les réalistes la posent, de savoir qu'est-ce qui peut être inclus dans l'agenda de sécurité, tout en respectant la préoccupation épistémologique de la cohérence du concept de sécurité et tout en évitant que le concept devienne « excessivement sécurisé » par rapport au « monde réel ». Les théoriciens critiques ne cherchent pas à conserver le statu quo de l'ordre international ou encore à maintenir coûte que coûte les prémisses épistémologiques, ontologiques et normatives d'une théorie. Ils se préoccupent de la sécurité humaine et, par conséquent, à sécuriser tout élément qui, si non sécurisé, peut contraindre l'émancipation de l'humain.

C'est alors que nous estimons que le concept de sécurité globale s'impose. Si nous allons au bout de la logique de Horkheimer et de Booth, entre autres, le concept de sécurité doit être élargi à toute menace susceptible de contraindre l'émancipation de l'humain. Ce concept est alors global, puisqu'il est pleinement approfondi et constamment façonné par son objet de référence qui est l'humain et qu'il fait appel à des réponses globales et non plus exclusivement étatiques. Le concept de sécurité critique est pleinement élargi et

approfondi, puisqu'il est composé de menaces globales nécessitant des réponses globales.

La plupart des théoriciens rationalistes s'insurgent devant cet effort d'élargissement du concept de sécurité, qui intrinsèquement correspond à un effort d'adaptation du concept qui réfute *ipso*

facto sont caractère ahistorique et scientifique. Par exemple, Robert Dorff déclare, à l'égard de l'élargissement du concept de sécurité à des questions économique, sociale, ou écologique:

There is no conceptual thread [...] that holds all together except that they are 'problems'. This is not to downplay the serious nature of some of these problems, but 'problems' is not a concept. [...] 'Problems' provides us with no ordering of reality that we can use to create a common understanding of what it is that we are talking about and the range of possible policy approaches to addressing those problems.²³²

Cette vision propre au réalisme et au libéralisme, qui impose universellement ce qui doit correspondre à la sécurité, fait non seulement abstraction de l'évolution du monde, mais restreint également toute tentative de repenser la question de la sécurité. Cette conception rationaliste de la sécurité, dans une perspective critique, est un « artefact historique » et un « obstacle » important à la compréhension d'une sécurité plus « adéquate » et « globale » du monde contemporain.²³³

L'élargissement du concept de sécurité au sein des études critiques s'avère fondamentalement différent des tentatives d'élargissements qui ont été réalisés dans le méta-paradigme rationaliste. *Ils sont différents, car ils résultent de la poursuite d'objectifs épistémologiques différents.* Les divers élargissements du concept de sécurité, formulés par quelques théoriciens réalistes ou libéraux, résultent d'une volonté d'expliquer les diverses réalités politiques qui peuvent être observées dans le système international de l'après-Guerre froide. Toutefois, ces élargissements s'avèrent limités, étant dirigés et façonnés par la constante préoccupation épistémologique du maintien de la cohérence intellectuelle du concept. Celui-ci n'est alors jamais réellement approfondi et élargi. *Quant aux études critiques de l'éthique globale, l'élargissement du*

²³² Cité par Krause et Williams dans « From Strategy to Security », *op. cit.*, p. 35.

²³³ *Idem*, 36.

concept de sécurité est le résultat d'une recherche de la compréhension des menaces, socialement et historiquement construites qui se transforment dans le temps et l'espace, et du choix d'articuler le concept en fonction de son objet de référence qui est l'humain. Par conséquent, l'élargissement du concept de sécurité ne peut être limité par des préoccupations théoriques, de même qu'il est continuellement sujet à des transformations. En d'autres termes, certaines menaces peuvent être retirées de l'agenda de sécurité, ne correspondant plus au complexe socio-historique, tandis que de nouvelles menaces peuvent être intégrées à l'agenda.²³⁴

Bien que les théoriciens critiques soient préoccupés par les menaces qui contraignent l'émancipation de l'humain, où les menaces sont plus souvent de sources non-militaires, ceux-ci n'excluent pas les conflits armés de type interétatique de l'agenda de sécurité. Ces conflits sont toujours possibles, puisque la représentation du système international est encore celle qui repose sur le modèle westphalien. Toutefois, il est clair que cette menace à la sécurité n'est plus la menace dominante. Depuis 1945, il n'y a eu qu'une très faible fraction de tous les conflits qui correspond aux conflits de type interétatique.

Or il est aisé de constater que malgré cette diminution des conflits armés interétatiques, l'insécurité n'a pas pour autant diminué. Un autre ordre de menaces pesant sur la sécurité des individus s'est révélé de façon plus aiguë depuis la fin de la Guerre froide. D'une part, la fin de la guerre froide, de par l'effondrement de l'ordre nucléaire, a donné plus d'espace aux conflits localisés de basse intensité et d'autre part, a souligné l'importance du jeu des acteurs sur le terrain, lequel était occulté depuis des décennies par le jeu des influences extérieures inhérentes aux deux super-puissances.²³⁵

²³⁴ Cf., « Broadening the Agenda of Security Studies : Politics and Methods », *loc. cit.*, p. 249. Krause et Williams ont emprunté les notions de « sécurisation » et de « désécurisation » à Ole Weaver dans « Securization and Desecurization », in *On Security*, *op. cit.*, p. 46-86.

²³⁵ Cf., Wiewiorka, *loc. cit.*, p. 25.

Les menaces à la sécurité de l'humain sont globales, car elles peuvent provenir d'acteurs internationaux, étatiques, sociaux ou individuels ; elles peuvent être de nature économique, politique, sociale, écologique ; elles peuvent combiner plusieurs de ces critères ; et elles peuvent avoir un impact global, transcendant les frontières. La pauvreté et les conditions d'existence misérable des individus d'une région particulière peuvent affecter la sécurité économique et démographique du système mondial, par les flux de migrations qu'elles provoquent ou encore par l'émergence d'économies parallèles souvent mafieuses et criminalisées qu'elles engendrent. Comme nous l'avons vu précédemment, les enchaînements partant de menaces non militaires aboutissant à des conflits violents sont rapides et imprévisibles.

Mais, dans la perspective critique, ces menaces ne doivent pas retenir l'attention seulement parce qu'elles peuvent s'étendre au-delà des « wild-zones », pouvant affecter les individus d'autres groupes. Elles doivent également être intégrées au concept de sécurité, ne serait-ce que pour des raisons d'éthique et de morale qui relèvent des questions suivantes : « comment voulons-nous vivre ? » et « dans quel type de monde voulons-nous vivre ? ». Les menaces à l'émancipation humaine telles que la torture, les répressions des droits humains, la pauvreté, la tyrannie, ou la discrimination des genres devraient, selon le cadre théorique critique, être inscrites au concept de sécurité.

D'autres menaces à la sécurité, ayant cette fois-ci un impact global inévitable à court et long terme, ne peuvent être ignorées : la croissance démographique et la dégradation environnementale.²³⁶ Il est connu que la croissance démographique

²³⁶ Voir l'article fort riche des descriptions, explications et statistiques des enjeux sécuritaires sociaux et environnementaux de Michael Renner. « La notion de sécurité a évolué », in *L'État de la planète 1997*, Paris, Économica, 1997, p. 169-193.

planétaire est phénoménale. La population globale pourrait, selon les estimés de l'ONU, atteindre plus de 12 milliards de personnes d'ici 2050. Ce phénomène démographique ne sera pas sans incidence sur la sécurité globale. Cette croissance placera la production alimentaire dans une situation très difficile et aura de lourdes conséquences sur les capacités environnementales: hyperutilisation des ressources naturelles, particulièrement les sols arables, déforestation, surconsommation des ressources halieutiques, etc. Ces processus mettront en péril les ressources naturelles et, par conséquent, la croissance future de l'économie.

Que ce soit pour des raisons d'enchaînements pouvant aboutir à des conflits armés, ou que ce soit pour des questions d'éthique, toutes les menaces à l'émancipation humaine incorporées à l'agenda de sécurité, sont globales nécessitant des réponses globales et non plus nationales.

Malgré tout, les stratégies de sécurisation relèvent toujours de l'État. Mais qu'est-ce que l'État territorialement souverain peut faire vis-à-vis des menaces globales, tels que la croissance démographique, les famines, les pluies acides, le réchauffement de la planète, les catastrophes environnementales, la torture, la répression des droits humains, etc. Il est évident que le « monopole légitime de la violence » attribué à l'État n'est d'aucun recours face à ces menaces. On assiste alors à une disjonction entre la portée du pouvoir étatique et les domaines sur lesquelles une responsabilité sécuritaire devrait s'exercer. Une nouvelle construction de la représentation du monde doit être amorcée, afin de repenser le moyen de sécurisation de l'humain en tant que fin. Et c'est alors, comme nous l'avons vu à la partie 4.1.1, que les théoriciens critiques proposent la formation de mouvements et de réseaux sociaux qui verrait à assurer la sécurité humaine.

1.0.0 Le concept de sécurité globale de l'approche néo-gramscienne

Dans le cadre théorique néo-gramscien, les menaces qui composent le concept de sécurité globales sont engendrées par la structure post-fordiste, ou la globalisation de l'économie, laquelle accroît le fossé entre les riches et les pauvres (le centre et la périphérie) favorisant l'émergence des menaces sociales, culturelles, environnementales, démographiques, ethniques ou économiques. Ainsi, ces menaces résultant de cette structure interagissent sur celle-ci, de même que les une sur les autres, augmentant ainsi la pression sur les États de la périphérie (conformément au postulat de base d'intersubjectivité de la théorie critique, vu au chapitre 2.). Le secteur de l'environnement illustre bien cette dynamique intersubjective. Le centre exploite la périphérie, par l'appropriation excessive de ressources naturelles et par ses productions polluantes, désavantageant encore plus la position de périphérie dans l'économie mondiale : l'exploitation écologique du centre ayant des conséquences néfastes sur leurs structures économiques, sociales et culturelles.

Tout comme les théoriciens de l'éthique globale, les théoriciens néo-gramsciens se préoccupent des menaces écologiques et des menaces inhérentes à la croissance démographique. Toutefois, ils soulignent l'idée que ces menaces résultent de la globalisation de l'économie et approfondissent les fragmentations de la sécurité. Ils insistent alors sur l'émergence inégale de ces menaces à travers le monde qui contribuent à exacerber les tensions déjà inhérentes au fossé riches/pauvres, alimentant les tensions ethniques et religieuses. Ils s'attardent également à la question de la croissance démographique qui devient, dans l'optique néo-gramscien, d'autant plus menaçante qu'elle coïncide avec une économie mondiale qui ne nécessite plus une main-d'œuvre de masse. Cette relation dialectique entraînent ainsi la marginalisation de plus en plus d'individus à travers le monde, contribuant à

augmenter les risques de développement de réseaux criminalisés, et de larges flux migratoires vers le centre de production, déstabilisant ce dernier.

La dégradation environnementale est une autre menace qui affligera à court et à long terme la sécurité de tout un chacun sur la planète, même si elle s'opère plus rapidement et plus violemment dans certaines régions. Depuis quelques années, les spécialistes environnementaux expliquent que si le réchauffement de la Terre se poursuit, le niveau des mers augmentera, des régions entières se désertifieront et les zones agricoles dépériront. Aujourd'hui, le déséquilibre environnemental produit des catastrophes exceptionnelles: inondations, feux de forêt, glissements de terrain, ouragans, verglas, etc. Non seulement ces catastrophes paralysent l'économie et l'activité humaine de régions entières, mais tuent des milliers d'individus. À long terme cette dégradation environnementale pourrait jusqu'à mettre en péril la survie de l'humanité. Face à ces problèmes environnementaux globaux, dont les effets sont multiples et incertains, Michel Beaud pose la question suivante : « Nos pays ont été capables, dans ce siècle, de mobiliser en quelques mois, pour la guerre, 40% de leurs capacités productives. Ne serion-nous pas capables d'en mobiliser la moitié pour l'avenir de la Terre, du vivant et des hommes ». ²³⁷ Or, déplore-t-il, ce sont les intérêts de certaines firmes, de certains pays et de quelques millions de consommateurs qui conduisent à ne rien faire.

Bref, l'enjeu clé, dans la perspective néo-gramscienne est celui de l'inégalité. La fragmentation sociale entre les riches et les pauvres, qui croît sans cesse, est à la source de toutes les menaces contemporaines. Le concept de sécurité globale néo-gramscien ne diffère pas grandement de celui de l'éthique globale des études critiques de la sécurité. Ces « deux » concepts de sécurité globale visent le même objectif, soit celui de la compréhension social et historique de

²³⁷ Beaud, *op. cit.*, p. 190.

la sécurité sous l'angle de la sécurité humaine et globale. La différence fondamentale est que l'approche néo-gramscienne part de la construction sociale et historique du complexe hégémonique présent (des conditions d'existence) ce qui l'amène à conclure que l'atteinte de cette sécurité humaine et globale ne peut être envisagée sans la transformation de l'ordre mondial. Bref, les théoriciens néo-gramsciens interrogent toujours les conditions d'existence de tout phénomène et tente de changer ces conditions.

Après avoir examiner les postulats de base des concepts critiques, de sécurité humaine et globale et, auparavant, ceux des concepts réalistes, de sécurité restreinte et élargie, dans le cadre de la (re)conceptualisation de la sécurité, nous pouvons maintenant relever les implications conceptuelles et pratiques qu'engendrent chacun de ces concepts. Cette analyse, qui est l'objet du chapitre V, permet de constater les ruptures conceptuelles et pratiques qu'engendrent les concepts critiques de la sécurité par rapport aux concepts réalistes.

CHAPITRE V : CONCLUSION

LES IMPLICATIONS CONCEPTUELLES ET PRATIQUES DES CONCEPTS RÉALISTES ET CRITIQUES DE LA SÉCURITÉ

Dans ce mémoire, nous avons abordé la question de la (re)conceptualisation de la sécurité qui s'est amorcée, dans le domaine des Relations internationales, depuis plus d'une décennie. Face à la transformation du système international

de la fin de la Guerre froide et de l'espace que celle-ci a donné aux menaces de basse intensité, plus localisées et en même temps plus globales, ainsi que devant les critiques théoriques remettant en question le concept traditionnel de la sécurité, les théoriciens réalistes, lesquels avaient dominé la conduite de la Guerre froide, amorcèrent une révision de leur concept de sécurité. Parallèlement, dans le contexte de ces bouleversements politiques, stratégiques et théoriques, les théoriciens critiques réussirent à s'immiscer davantage dans le monde de la sécurité. Ceux-ci proposent les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale en alternative au concept traditionnel réaliste de la sécurité.

Vu l'intérêt que ces deux concepts critiques de la sécurité suscitent dans le monde politique et dans le monde académique, nous avons proposé de comprendre ceux-ci par la découverte et l'analyse de leurs postulats théoriques de base. Cette analyse nous paraissait nécessaire, afin de mieux évaluer les implications conceptuelles et pratiques qu'engendre l'utilisation de ces deux concepts par rapport aux concepts réalistes restreint et élargi de la sécurité. Notre hypothèse de départ était que les implications théoriques et pratiques s'avéraient si importantes, qu'elles représentaient des ruptures.

L'analyse des prémisses théoriques sous-jacentes à chacun des concepts de sécurité étudiés était nécessaire, puisque ce sont ces prémisses mêmes qui engendrent chacun des concepts, lesquels peuvent être appliqués avec tout ce que cela peut comporter de conséquences sur le système international, les États, les humains et l'écosystème. Booth et Vale soulignent l'importance de s'attarder à la Théorie : « [...] all life is lived within theories ; they create the structures within which we live and they provide the facts that we take to be the real world ». ²³⁸

²³⁸ « Critical Security Studies and Regional Insecurity ... », *op. cit.*, p. 330.

Suite à cette analyse comparative théorique, souvent simple et éclectique, que nous avons présentée dans les quatre derniers chapitres, nous pouvons maintenant dégager les implications théoriques et pratiques qu'engendrent les concepts réalistes de la sécurité et les concepts critiques de la sécurité.

5.1 Les implications conceptuelles des concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie

Le concept de sécurité étatique, révisé entre autres par Walt, et le concept de sécurité élargie formulé en partie par Haftendorn, Kolodziej, Buzan, Weaver et de Wilde s'inscrivent toujours dans le cadre du « problem-solving theory », lequel tente de résoudre les problèmes dans une perspective particulière déjà en place. Cette perspective est celle de la représentation du système international westphalien. Les concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie sont donc immanents de cette logique rationaliste qui découle de quatre glissements intellectuels importants : l'occultation du projet politique et normatif sous-jacent à la construction de la représentation moderne du monde, la transformation d'une réflexion philosophique du politique (de Hobbes et Rousseau entre autres) en un événement historique empirique, la transposition du Léviathan au plan international et le déplacement de l'État en tant que fin de la sécurité et non en tant que moyen.

Les concepts de sécurité étatique et élargie partent donc de ces prémisses théoriques qui posent l'État en tant qu'acteur personnifié et autonome confronté à un environnement anarchique, où la citoyenneté des individus est conditionnelle à la sécurité. Par conséquent, les théoriciens rationalistes ne sont préoccupés que par la survie de l'État et de la stabilité du système international.

Dans le cas du concept de sécurité restreinte, la question d'approfondissement ne se pose même pas. L'objet de référence de la sécurité est exclusivement

étato-centriste, ce qui implique que le concept de sécurité s'articulera toujours dans l'angle du diplomatico-militaire où seule la sphère de la politique étrangère est étudiée. La conséquence théorique du concept de sécurité étatique est de taille, puisque ce concept implique uniquement l'étude de la sécurité de l'État et du système international, où la sécurité rime avec puissance. L'épistémologie post-positiviste, qui sous-tend la quête de la scientificité, et l'ontologie réifiée et ahistorique du méta-paradigme rationaliste, font obstacle à toute tentative d'approfondissement du concept de sécurité de peur de compromettre la cohérence et la domination du paradigme réaliste.

Cette épistémologie limite également l'élargissement du concept de sécurité. Même le concept réaliste de sécurité élargie ne peut s'articuler que dans la perspective de la *survie* de son objet de sécurité. C'est pourquoi toute question ne mettant pas en cause la survie de l'État et, dans le cas de Buzan et al., de la société, de l'environnement ou du système économique ne peut être intégrée au concept de sécurité.

Nous avons pu constater également que cette préoccupation épistémologique n'impliquait pas seulement une contrainte à l'élargissement du concept de sécurité, mais aussi une incohérence accrue des études de sécurité, lorsque les théoriciens cherchaient à respecter cette cohérence épistémologique tout en souhaitant élargir le concept de sécurité.²³⁹ C'est ce que le trio de Copenhague a tenté de réaliser. Mais en voulant absolument maintenir la soi-disant cohérence des études de sécurité, tout en essayant d'adopter une épistémologie intersubjective, ils n'ont fait qu'accroître l'incohérence de celles-ci. Ils ne sont pas allés au bout de leur logique intersubjective étant toujours contraints par le « contexte politique du monde réel »²⁴⁰, et par la réification et la

²³⁹ Voir l'analyse de l'ouvrage de Buzan, Weaver et de Wilde au chapitre 3, partie 3.2.

²⁴⁰ Buzan écrit: « The academic debate about how to constitute Security Studies cannot responsibly proceed in isolation from this real world political context ». « Rethinking Security After the Cold War », *loc. cit.*, p. 21.

personnification de leur ontologie, qui engendrent une structure d'exclusion et d'inclusion. Ils refusent ainsi d'étudier la construction des unités ontologiques de base de leur analyse, soient les collectivités, les sociétés, les nations ou les religions. L'appartenance à une société, collectivité ou nation devient alors conditionnelle à la sécurité. Le concept de sécurité élargie de Buzan, Waever et de Wilde est encore formulé dans le but de maintenir la stabilité et le statu quo du système international composé des sociétés et des collectivités qui évoluent à travers quatre secteurs : social, économique, écologique et militaire.

De plus, même si les théoriciens du concept de sécurité élargie ont tenté d'intégrer des enjeux non militaires du « low politics » au concept de sécurité, nous avons pu remarquer qu'ils n'avaient pas surmonté les limites du concept traditionnel militaro-étatique de la sécurité, étant toujours contraints par la définition de survie de leur objet de référence. Mais ce concept de sécurité élargie engendre, malgré ces limites, une implication conceptuelle majeure, soit l'intégration des questions non militaires émanant de la sphère interne de l'État au concept de sécurité, ce qui intrinsèquement implique un affaiblissement des cloisonnements entre les différentes sphères qui composent l'État. L'élément ontologique rationaliste de base qui est l'État est donc nuancé, parce qu'il n'est plus représenté comme une boule de billard imperméable à toute influence extérieure sur la scène internationale, de même qu'il n'est plus indépendant des différentes sphères qui le composent.

Les théoriciens du concept de sécurité élargie reconnaissent que l'État peut être menacé par des mouvements sociaux, des menaces terroristes, des crises écologiques, des trafics de drogue, des impacts technologiques, des disséminations de l'information, ou encore par l'interdépendance économique. L'État peut être menacé par des mouvements ou des phénomènes transnationaux et internes à lui-même. La « boîte noire » de l'État s'ouvre et les

questions relevant des sphères économique, sociale ou écologique commencent à être étudiées sous l'angle de la sécurité étatique, comme facteurs influents ou même déterminants de la stabilité de la représentation du système international.

Par conséquent, l'une des implications théoriques majeures du concept de sécurité restreinte et même du concept de sécurité élargie est que les théoriciens et analystes du monde de la sécurité ne peuvent reconnaître et, intrinsèquement étudier, les menaces non-militaires traditionnellement circonscrites à la sphère interne de l'État *qui ne présentent pas un potentiel de violence armée à court terme, ne mettant pas en péril la stabilité du système et la survie de l'État ou de la société*. Ils ne reconnaissent donc pas les menaces telles que les crises économiques, la dégradation environnementale, les épidémies, la paupérisation, la tyrannie ou même la mondialisation qui, pourtant, menacent grandement la souveraineté des États. Les théoriciens rationalistes ne peuvent se pencher sur ces questions, tant que celles-ci n'ont pas encore pris des proportions de violence armée interétatique. L'élaboration de politiques visant à prévenir l'escalade de tels types d'enjeux non-militaires ou visant à sécuriser le bien-être des individus et de l'écosystème est impossible dans le cadre des concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie.

Et même si les théoriciens et analystes reconnaissaient ces menaces, la question serait de savoir « comment » ceux-ci pourraient élaborer des politiques d'intervention, étant donné que le système international westphalien repose toujours sur le principe de souveraineté des États où la fin de la sécurité est l'État.

5.2 Les implications pratiques des concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie

Dans le cadre du concept de sécurité étatique, les capacités militaires sont toujours à la base même de la sécurité des États, puisque la sécurité a été fusionnée à la notion de puissance. La logique rationaliste engendre des implications pratiques fort importantes, puisqu'elle commande à l'État de toujours prévoir le pire scénario. Aron disait : « Préparer la guerre pour conserver la paix ». ²⁴¹ Par conséquent, les politiques militaires ou de défense des États sont formulées et mises en application selon l'évaluation du pire scénario militaire. Les théoriciens et les acteurs politiques, qui souscrivent à ce raisonnement, préconisent le maintien et l'accroissement des forces militaires étatiques. À cet égard, il est sans doute pertinent de citer l'exemple de l'administration américaine qui accorde une importance extraordinaire au Secrétaire de la défense, ainsi que des ressources financières faramineuses. ²⁴² Ce concept de sécurité étatique engendre donc une escalade des forces et l'engloutissement de sommes fabuleuses dans le secteur militaire de l'État, au détriment d'autres secteurs d'activité.

Dans le cadre du concept de sécurité élargie, la reconnaissance des menaces du « low politics » envers l'État et le système international a engendré des implications pratiques majeures. Non seulement les théoriciens des Relations internationales ont commencé à étudier les questions économiques, sociales ou écologiques dans la perspective de la sécurité étatique et des risques d'entraînement inhérents à celles-ci dans le cadre de la stabilité du système

²⁴¹ *Paix et guerre entre les nations*, op. cit.

²⁴² Voir « More Buck for the Bang? », *Foreign Policy*, no. 109, hiver 1997-1998, p. 78. Cet article révèle que, pendant la Guerre froide, alors que le *Atomic Energy Commission* et le *Department of Energy* dépensaient ensemble en moyenne \$3,7 milliards annuellement pour la recherche et le développement des armes nucléaires, le *Department of Energy* estimait, en 1996, que cette somme annuelle serait en moyenne, pour la période de 1998-2008, de \$4,5 milliards. Voir aussi Eugene Gholz, Daryl Press et Harvey Sapolsky, « Come Home America: The Strategy of Restraint in the Face of Temptation », *International Security*, vol. 24, no. 4, printemps 1997, p.48. Ceux-ci démontrent que le budget de la Défense américaine de 1995, qui était un peu plus de \$275 milliards par année, représentait environ 35% des dépenses militaires mondiales. En comparaison, les neuf autres États, qui se classaient parmi les dix premiers en terme de dépense pour la défense, n'accordaient qu'entre \$25 et \$75 milliards à cette enveloppe budgétaire. Par conséquent, les Etats-Unis se retrouvent, de très loin, en tête de tous les États en ce domaine.

international, mais les gouvernements de plus en plus d'États ont commencé à se préoccuper de ces questions.

Concrètement, cela a donné lieu à plusieurs forums, sommets ou conférences interétatiques (les organisations non-gouvernementales ont même commencé à participer à ces différentes rencontres) destinés à traiter de ces questions d'intérêts nationaux communs. Par conséquent, plusieurs gouvernements ont participé à la formulation de politiques visant à gérer ou à réduire les risques relatifs à ces menaces de basse intensité reliées, par exemple, à l'écologie, l'économie ou le terrorisme. Ces sommets donnent lieu à l'établissement de principes et de règles que les différents gouvernements participants s'engagent à respecter. Cette reconnaissance des menaces de basse intensité pouvant prendre des proportions de violence armée a également engendré la constitution de certaines formes de coopération interétatique, telles que dans les domaines de la lutte au terrorisme, de la criminalité transfrontalière, de la prolifération nucléaire ou de l'armement chimique et biologique.²⁴³

Toutefois, il ne faut pas croire que l'existence et même l'accroissement de l'institution de la coopération internationale aux plans économique, environnemental, social et même militaire relègue les intérêts nationaux et la préservation de la souveraineté étatique au second plan. Dans la perspective rationaliste, la survie de l'État en tant qu'unité politique territorialement souveraine et indépendante constitue toujours l'intérêt national fondamental de chaque autorité étatique. Par conséquent, aucun gouvernement ne saurait formuler des politiques contre ses intérêts nationaux, favorisant la coopération interétatique au détriment de sa puissance politique, économique ou militaire. De même que les gouvernements aux prises avec des troubles ou des conflits

²⁴³ C'est alors que les concepts de sécurité coopérative ou de sécurité commune s'avèrent pertinents. Eu égard à ces concepts, la frontière entre les néo-libéraux et les néo-réalistes s'amenuiserait. Mais ce débat dépasse l'objet de notre étude.

internes n'admettraient en aucun cas qu'un autre État ou même une institution internationale, telle que l'Onu, intervienne ou s'ingère dans ses affaires « domestiques ». C'est pourquoi l'adoption de politiques ou de mesures visant à réduire les menaces non militaires sont très difficiles à appliquer, de même que les actions humanitaires, de gestion de crise ou de construction de la paix, car la souveraineté étatique est la pierre angulaire du système international. Toute politique humanitaire doit répondre avant tout à l'impératif de la stabilité du système international et à la préservation de l'intégrité de l'État en question.

L'intégration de nouvelles menaces au concept de sécurité a nuancé les éléments ontologiques de base et a engendré, en quelque sorte, l'institution de diverses coopérations interétatiques dans l'environnement anarchique du système international. Toutefois, cette (re)formulation du concept de sécurité ne provoque ni une rupture conceptuelle ni une rupture pratique avec le concept traditionnel de la sécurité.

Que ce soit le concept révisé de la sécurité étatique ou celui de la sécurité élargie, ces deux notions reposent toujours sur l'épistémologie positiviste de tradition explicative propre au « problem-solving theory ». Cette recherche des lois scientifiques et universelles commande le maintien de la cohérence intellectuelle du concept de sécurité, déterminant l'élargissement du concept de sécurité en fonction de la sécurité étatique et de la stabilité du système international, ou dans le cas de Buzan et al., de la survie d'autres acteurs du système. Ces prémisses épistémologiques impliquent intrinsèquement la prétention de neutralité scientifique de l'élaboration des concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie.

L'implication pratique des concepts réalistes est de taille, puisque le réductionnisme de la (re)conceptualisation de la sécurité ne se fait pas au

détriment d'une abstraction qui est l'État, mais au détriment de l'avenir de l'humanité et de l'écosystème.

1.0 Les implications conceptuelles et pratiques des concepts de sécurité humaine et de sécurité globale de la théorie critique de l'approche de l'éthique globale

- *Implications conceptuelles*

Les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale sont implicitement proposés par les théoriciens critiques des études de sécurité. Bien que cette théorie des Relations internationale n'offre pas un ensemble de propositions homogènes, se référant à la fois à la tradition critique allemande de l'École de Francfort et à la théorie critique néo-gramscienne, celle-ci présente malgré tout une certaine cohérence, en ce sens qu'elle se pose en tant qu'alternative au méta-paradigme rationaliste.

Les théoriciens critiques cherchent à comprendre comment les objets et les sujets du monde politique ont pu être construits, dans le but de comprendre comment certaines pratiques ont pu, ou peuvent, avoir lieu. Cette épistémologie post-positiviste de tradition interprétative et « compréhensive » implique un refus de l'ahistoricisme et de la réification. Le monde politique et ses composantes sont le résultat des constructions sociales, émergeant des processus historiques complexes composés des dimensions sociale, politique, matérielle et idéale qui interagissent les unes sur les autres. Cette épistémologie implique un processus d'intersubjectivité où les structures, les pratiques et les faits du monde politique se construisent à travers un processus collectif qui comprend les acteurs sociaux et les théoriciens, lesquels sont influencés par ces mêmes structures, pratiques et faits alors qu'ils étudient ce monde politique à travers leurs propres valeurs et intérêts.

Par conséquent, les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale, émanant d'une épistémologie post-positiviste, impliquent une première rupture conceptuelle avec les concepts réalistes de la sécurité. Les menaces relatives à ces concepts sont les produits d'une construction sociale, impliquant un potentiel continu de changement, représentée et constituée à travers le discours et les pratiques politiques.

Une seconde rupture conceptuelle, d'ordre ontologique cette fois-ci, sous-tend les concepts de sécurité humaine et globale. La rupture est de taille avec les concepts de sécurité étatique et de sécurité élargie, car la préoccupation des théoriciens critiques et des acteurs « critiques » du monde politique (comme les ONG) n'est plus la survie de l'État ou la stabilité du système international, mais la sécurité de l'humain dans le sens plus large de l'émancipation de celui-ci et non simplement dans le sens restreint de sa survie. L'élaboration du concept de sécurité globale se fait donc en fonction de l'« humain » ou plus largement autour du vivant. C'est pourquoi nous estimons que les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale sont complémentaires et nécessaires l'un à l'autre.

Cette ontologie et cette épistémologie sous-jacentes aux concepts de sécurité critique, engendrent l'étude des Relations internationales à partir du tout et de ses parties. Ainsi, les théoriciens critiques de la sécurité peuvent étudier la sécurité de façon globale, abordant les menaces à la sécurité de l'humain qui se trouvent aussi bien dans la sphère dite « interne » de l'État que dans la sphère dite « stratégique » que dans les sphères économique, sociale, culturelle ou écologique, prenant également en compte la dynamique des interactions entre ces différents sphères. Les théoriciens critiques peuvent alors reconnaître les menaces à la sécurité telles que la pauvreté, la pollution, la diminution de la couche d'ozone, la famine, les discriminations religieuse, ethnique ou de genre,

la répression des droits de la personne, les épidémies de maladies infectieuses ou les crises économiques, de même, que les conflits armés interétatiques ou la prolifération des armes nucléaires.

Les théoriciens critiques analysent les Relations internationales à travers des lentilles totalement différentes des théoriciens rationalistes, d'autant plus qu'ils endossent une approche normative ouvertement politisée. Une troisième rupture conceptuelle s'élève donc entre les concepts critiques de la sécurité et les concepts réalistes, puisqu'ils s'inscrivent dans la recherche d'une éthique et d'une justice globale. Les ruptures conceptuelles qu'impliquent ces concepts critiques de la sécurité et qui séparent la théorie réaliste de la théorie critique sont fondamentales, voire incommensurables.²⁴⁴

- *Implications pratiques*

Ces ruptures conceptuelles engendrent des ruptures toutes aussi significatives au plan pratique. Il n'est pas étonnant que l'application pratique, soit la mise en œuvre des politiques relatives aux concepts de sécurité humaine et de sécurité globale, rencontre de grandes difficultés. Comme nous l'avons vu, aspirer à appliquer ces concepts, c'est aspirer à transformer la représentation de l'ordre international. Mais les acteurs politiques qui tentent d'appliquer ces concepts de sécurité ne réalisent pas cette dynamique de transformation ou de (ré)invention de l'ordre international inhérente à ces concepts, car ils n'évaluent pas l'ampleur des ruptures conceptuelles sous-jacentes à ceux-ci, par rapport à la représentation traditionnelle dominante du système international depuis les traités de Westphalie. À cet égard, bien que le gouvernement canadien par exemple, reconnaisse que « la sécurité de l'État ne suffit pas à garantir la sécurité des populations », il estime que :

²⁴⁴ Keith Krause écrit: « It is possible that critical and realist approaches represent incommensurable positions towards international relations (or security studies) and hence that there is no 'neutral' point which disagreements can be articulated ». « Critical Theory and Security Studies ... », *loc. cit.*, p. 317.

Le fait d'étendre la portée de la politique de sécurité au-delà des citoyens de l'État peut paraître de prime abord comme un changement radical d'orientation, mais (qu') il s'agit en fait d'une *extension logique des approches actuelles* concernant la paix et la sécurité internationales. [...] Deux stratégies fondamentales pour accroître la sécurité humaine consistent à *renforcer les normes juridiques* et à créer la capacité de les faire respecter. À ce titre, *l'amélioration de la gestion, selon des principes démocratiques, des affaires des États*, est au cœur des efforts pour faire progresser la sécurité humaine.²⁴⁵

Or nous pouvons constater qu'il est encore question, tout simplement, *d'améliorer* les structures, les principes et les pratiques du monde politique déjà existant, tout comme les réalistes l'ont fait dans le cadre de la (re)conceptualisation de la sécurité : ils n'ont pas (re)conceptualisé le concept, ils ne l'ont qu'amélioré. En fait, le but visé par les différents gouvernements, comme le gouvernement canadien, de se préoccuper de sécurité humaine est toujours de maintenir la stabilité du système international, de renforcer l'État et d'assurer sa survie. Le gouvernement canadien écrit, d'ailleurs : « [...] l'amélioration de la sécurité humaine de la population renforce la légitimité, la stabilité et la sécurité de l'État ».²⁴⁶ Dans l'optique des théoriciens critiques, cette constante préoccupation du maintien de la stabilité du système international, tel qu'on le connaît aujourd'hui, limite la mise en œuvre des politiques de sécurité humaine et globale dans leur application ainsi que dans leur envergure.

Aspirer à appliquer les politiques relatives aux concepts de sécurité humaine et globale, telles que la prévention des conflits intraétatiques (lesquels peuvent déborder des États pour devenir des conflits « transétatiques »), l'imposition ou la consolidation de la paix, le renforcement des organismes voués à la défense des droits de la personne, le développement économique, la formation policière ou le développement de normes et de règles internationales relatives à

²⁴⁵ *La sécurité humaine : La sécurité des individus dans un monde en mutation*, op. cit. (C'est nous qui soulignons)

l'écologie, c'est remettre en cause la primauté des États comme objet de sécurité; défier la souveraineté étatique par différentes formes d'ingérence; placer l'individu et toutes les menaces à son émancipation au cœur des politiques de sécurité; métamorphoser le rôle traditionnel des forces militaires étatiques; faire appel aux intervenants non-gouvernementaux. Or une véritable mise en œuvre des politiques de sécurité humaine et globale ne nécessite pas seulement une amélioration des structures déjà existantes, mais une (ré)invention du monde politique.

En outre, l'application des politiques de sécurité humaine et de sécurité globale se heurte à des écueils au niveau des processus décisionnels, des champs de compétence et de l'allocation des ressources humaines et financières au sein des États. La fragmentation des sphères d'activités (politique intérieure, politique étrangère, politique de défense, économie, etc.), propre à l'épistémologie et à l'ontologie rationaliste, se reflète dans la formation des structures étatiques. C'est pourquoi, chaque ministère est indépendant des autres; il formule ses propres recommandations politiques et possède sa propre enveloppe budgétaire. Les membres de chacun des ministères se préoccupent presque exclusivement des enjeux qui relèvent de leurs propres compétences ministérielles.

Toutefois, comme nous l'avons démontré, les menaces à la sécurité humaine sont maintenant globales, nécessitant des réponses globales de tous les acteurs internationaux, mais aussi de toutes les sphères d'activités humaines, soit de tous les ministères. Si les politiques formulées par les différents gouvernements et les différentes organisations gouvernementales et non gouvernementales, au nom de la sécurité humaine, visent réellement la sécurité de l'humain et de

²⁴⁶ *Ibidem.*

l'écosystème, les structures gouvernementales, où chaque ministère est confiné à lui-même, gardant jalousement ses intérêts, devront être transformées.

Mais une telle transformation des structures de l'État ne serait qu'un épiphénomène d'une transformation plus profonde de la représentation du système international. En effet, pour que l'humain devienne véritablement l'objet de référence de la sécurité et que des moyens concrets puissent être appliqués dans la perspective humaine et globale, une transformation de la représentation du système international doit s'amorcer. Voilà l'implication pratique majeure qu'engendre les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale. Dans cet optique, Ken Booth appelle la communauté des spécialistes et des décideurs politiques à « (ré)inventer » les Relations internationales dans une perspective de « morale globale ».²⁴⁷

What I would like to see is a shift in the focus of study of international relations from accumulating knowledge about “relations between states” (what might be called the “dismal science” of the Cold War international relations) to thinking about ethics on a global scale. This means - contra Martin Wight - the study of security **and** the good life of the world. [...] What is needed must be **global** because [...] we must recognize under conditions of globalisation the limits of state-centric perspectives. [...] What is needed must have **moral** at its centre because the fundamental questions of how we might and can live together concern values, not instrumental rationality.²⁴⁸

Plusieurs spécialistes et acteurs politiques estiment qu'il s'avère naïf et politiquement inutile de se préoccuper de « morale globale », « d'éthique », de « droits humains » ou de « conditions d'existence ». Mais Ken Booth rétorque en rappelant que ce qui est réellement naïf, c'est de croire que la société humaine continuera à vivre ainsi indéfiniment.²⁴⁹

²⁴⁷ « Human Wrongs and International Relations », *loc. cit.*, p. 109.

²⁴⁸ *Idem*, p. 109-110. (Soulignés dans le texte.)

Cette « (ré)invention » des Relations internationales, proposée par Booth, devrait se faire concrètement, selon lui, par l'adoption d'une vision et par conséquent d'un discours qui s'intéressera plus à la sociologie qu'à la stratégie, plus à la macro-histoire générale qu'à la micro-histoire diplomatique et plus aux paradigmes qu'au pouvoir politique.²⁵⁰ Une telle vision permettrait de mieux comprendre et de reconnaître, les menaces à la sécurité humaine et à la sécurité globale. Ainsi les réponses appliquées pour contrer ces menaces seraient mieux adaptées à la situation historiquement et socialement donnée et, par conséquent, ces réponses seraient plus productives.

C'est alors que Ken Booth élabore un agenda de quatre points, qui permettrait, selon lui, non seulement que cette (ré)invention des Relations internationales soit possible, mais que cette alternative paradigmatique acquière plus de poids et de crédibilité auprès des théoriciens et des acteurs politiques par rapport au méta-paradigme dominant. Cet agenda consiste à établir une critique des théories traditionnelles ; à explorer la signification et les implications de la théorie critique ; à investiguer des solutions à la sécurité dans la perspective critique ; à réviser la situation sécuritaire de différents endroits de la planète.²⁵¹

Les deux premiers points ont déjà été largement abordés et maintenant les théoriciens critiques commencent à s'attarder à l'investigation de solutions à la sécurité et à la révision de différentes situations sécuritaires existantes sur la planète. Toutefois ce travail d'investigation empirique, qui en est un de pionnier dans le paradigme critique, s'avère colossal. Mais il est des plus importants, afin qu'une « (ré)invention » des Relations internationales puissent s'imposer et que des politiques de sécurité humaine et globale puissent véritablement s'appliquer.

²⁴⁹ Il écrit : « To my mind, the true naivety at the end of the twentieth century is to believe that human society can continue to live indefinitely the way it is ». *Idem*, p. 124.

²⁵⁰ Cf., *ibidem*.

²⁵¹ « Security and Self ... », *op.cit.*, p. 108.

Cette investigation empirique, dans une perspective d'élaboration d'interventions politiques, est nécessaire, d'autant plus que les spécialistes des études de sécurité ainsi que les décideurs politiques sont de plus en plus confrontés à une diversification des événements mondiaux et contraints de réagir aux menaces humaines et globales. Il devient davantage difficile d'ignorer ces menaces à la sécurité, car elles affectent maintenant les individus à une plus grande échelle mobilisant ainsi les forces sociales, politiques et économiques de façon globale (mondiale). En outre, cette prise de conscience régionale ou mondiale de l'existence ou de l'émergence de certaines menaces est avivée par le travail des médias, entre autres, qui font sortir de l'ombre certaines questions de sécurité ou qui en soulignent d'autres par le traitement qu'ils en font.

5.4 Les implications conceptuelles et pratiques des concepts de sécurité humaine et de sécurité globale dans la perspective néo-gramscienne

Les implications conceptuelles des concepts de sécurité humaine et de sécurité globale dans la perspective néo-gramscienne sont largement analogues aux implications conceptuelles qui ont pu être relevées dans l'approche de l'éthique globale. Trois grandes ruptures conceptuelles s'élèvent également entre les concepts néo-gramsciens de la sécurité et les concepts réalistes.

Premièrement, l'épistémologie du matérialisme historique de méthode dialectique révèle une rupture conceptuelle profonde avec l'épistémologie positiviste du méta-paradigme rationaliste. Les théoriciens néo-gramsciens conçoivent le système monde comme étant socialement et historiquement construit où les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale s'adaptent à l'objet de référence ainsi qu'aux conditions matérielles et historiques rencontrées. Ces concepts de sécurité ne sont donc pas figés, étant influencés et

déterminés par les conditions d'existence propre à chaque événement. C'est pourquoi le concept de sécurité critique peut continuellement être transformé, conformément à la dialectique logique et historique.

La seconde rupture conceptuelle est d'ordre ontologique. Les forces sociales dans un rapport de lutte constant entre elles dans le cadre de conditions d'existence spécifiques se trouvent au centre de l'ontologie de l'approche néo-gramscienne. Mais puisqu'il s'est opéré un glissement intellectuel où l'humanisme normatif s'est transformé en un humanisme ontologique, les théoriciens néo-gramsciens parlent de sécurité humaine dans une perspective globale. Comme nous l'avons déjà vu, cet approfondissement et cet élargissement du concept de sécurité présente une rupture conceptuelle majeure avec les concepts réalistes de la sécurité.

C'est au plan normatif que les théoriciens néo-gramsciens diffèrent plus largement des théoriciens de l'éthique globale, approfondissant davantage la rupture entre les concepts critiques de la sécurité et les concepts réalistes. Ils n'aspirent pas à (ré)inventer les Relations internationales, ils aspirent à transformer radicalement la structure historique actuelle (le système international), laquelle, selon eux, répond aux valeurs et aux intérêts d'une élite hégémonique. Dans la perspective néo-gramscienne, cette structure historique engendre intrinsèquement une dynamique d'inégalité, soit de relations de dominant-dominé, empêchant toute mise en œuvre de politiques inhérentes aux concepts de sécurité humaine et de sécurité globale. L'ordre westphalien du système international s'avère, en ce sens, l'obstacle majeur à l'émancipation de tout un chacun sur la planète. C'est pourquoi Agnew et Corbridge estiment que les fonctionnements géopolitiques de la dynamique de l'économie politique

internationale devraient commencer à être représentés en termes diachroniques.²⁵²

Évidemment, ce caractère normatif inhérent à la théorie néo-gramscienne engendre d'importantes implications pratiques. Les théoriciens de cette approche prônent la transformation de la structure historique actuelle par la transformation des processus de production. Cox écrit: « The social forces generated by changing production processes are the starting point for thinking about possible futures ». ²⁵³ Les théoriciens néo-gramsciens appellent plus ou moins explicitement à la mobilisation des forces sociales dominées par l'élite hégémonique pour entreprendre la révolution.

Mais comme nous l'avons déjà mentionné, cette proposition nous semble plutôt paradoxale, étant donné la fragmentation des forces sociales qu'a entraîné la structure post-fordiste. Les néo-gramsciens soulignent eux-mêmes l'aspect de plus en plus hétérogène des forces sociales qui se côtoient au sein des « wild-zones » et des « tame-zones ». Par conséquent, sur quelle base identitaire cette mobilisation se réaliserait-elle? Une révolution globale des marginalisés contre la structure post-fordiste s'avère très peu probable. Toutefois, peut-être que des manifestations plus locales et sporadiques verront davantage le jour.

En conclusion, les ruptures conceptuelles et pratiques, qu'impliquent les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale, sont majeures sans commune mesure avec tous les concepts de sécurité qui ont été formulés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Lorsque le paradigme critique sous-jacent à ces concepts est reconnu et analysé, il est aisé de constater ces ruptures. Intrinsèquement, il est plus facile de comprendre les obstacles qui se

²⁵² *Op. cit.*, p.6.

²⁵³ « Social Forces, States, and World Orders ... », *op. cit.*, p. 113.

posent à l'application des politiques relevant de ces concepts de sécurité humaine et globale.

Mais le problème fondamental est que les décideurs politiques qui utilisent et qui font même la promotion de ces concepts, appréhendent mal l'ampleur des ruptures conceptuelles et pratiques que ceux-ci engendrent. Bien sûr, lorsque vient le temps d'appliquer les politiques de sécurité humaine et globale, tels que la consolidation de la paix et le respect des droits de la personne, par exemple, ils prennent conscience des limites du système international, ainsi que celles que les structures étatiques imposent. Par conséquent, les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux éprouvent d'énormes difficultés à dépasser ses obstacles. Les écueils auxquels ils sont confrontés ne peuvent être surmontés que par une vision (ré)inventée, qui transcenderait le système international westphalien et le principe d'intérêt national. Sans quoi, le problème du droit d'ingérence, lié au droit international, tout comme ceux de la cohérence et de la coordination des politiques humaines et globales qui se posent entre les divers ministères et les différentes autorités étatiques participant à la mise en œuvre de ces politiques, ne seront jamais dépassés entièrement.

Mais cette vision critique du monde est loin d'être partagée par tous les spécialistes des études de sécurité et encore moins par les administrations étatiques. Or, les promoteurs des concepts de sécurité humaine et globale tentent d'appliquer les politiques inhérentes à ces concepts en « forçant » la structure et les principes de ce système international tel qu'on le connaît. Il semble, alors, à la lumière des implications conceptuelles et pratiques qu'engendrent ces concepts, que les politiques relatives à ceux-ci ne pourront être appliquées avec succès à l'intérieur de la représentation actuelle du système. Les ruptures conceptuelles et pratiques qu'engendrent ces politiques

sont très importantes, défiant tous les postulats de base de la conception dominante des Relations internationales et du système inhérent à celle-ci.

Bien qu'une action radicale des forces sociales renversant l'ordre mondial existant semble très peu probable et qu'une « (ré)invention » des Relations internationales dans le cadre d'une « morale globale », ne progressera, peut-être, que très lentement et fragilement, les théoriciens critiques des études de sécurité véhiculent néanmoins un discours éthique de sécurité humaine et de sécurité globale qui interroge le méta-paradigme rationaliste, influençant les conceptions géopolitiques et les pratiques politiques des acteurs dominants du système mondial. Pour reprendre les mots de Ken Booth : « Nous sommes contraints par de vieilles histoires et théories, mais non déterminées par celles-ci. »²⁵⁴.

²⁵⁴ Traduction libre de : « We are constrained by old stories and theories, but not determined by them ». « Human Wrongs and International Relations », *loc. cit.*, p. 126

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles spécialisés :

Agnew, John et Corbridge, Stuart. *Mastering Space*. London & New York: Routledge, 1995.

Aron, Raymond. *Leçon sur l'histoire: cours du Collège de France*. Coll. « Livre de poche biblio. Essais ». Paris : Éditions de Falaise, 1989.

------. *Paix et Guerre entre les nations*. Coll. « Liberté de l'esprit ». Paris: Calman-Levy (8^e édition). 1984.

Arrocha Delli-Sante, William F. « Critical Realism and National Security: Rethinking the Concept and Praxis of National Security: The Mexican Context ». Paper presented at the joint conference between the Mexican International Studies Association (AMEI) and the International Studies Association (ISA), Mexico, 11-13 decembre 1997.

Ayoob, Mohammed, « Defining Security: A Subaltern Realist Perspective ». In *Critical Security Studies*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 121-148. Minneapolis: Borderlines, University of Minnesota Press, 1997.

Baldwin, David A. « The Concept of security ». *Review of International Studies*, vol. 23, no.1, 1997, p. 5-26.

Baylis, John et Steve Smith (dir). « New Approaches to International Theory ». In *The Globalization of World Politics Politics : An Introduction to International Relations*. Oxford : Oxford University Press, 1997, p. 165-189.

Beaud, Michel. *Le basculement du monde: de la terre des hommes et du capitalisme*. Coll. « Cahiers Libres. Essais ». Paris: La Découverte et Syros, 1997.

Bigo, Didier. « Grands débats pour un petit monde ». *Cultures & Conflits (Troubler et inquiéter les discours du désordre international)*, Paris, Harmattan, no. 19-20, automne-hiver, 1995, p. 7-48.

- . *Police en réseaux : l'expérience européenne*. Paris : Presses de Sciences-Po, 1996.
- Bigo, Didier. « Guerres, conflits, transnational et territoire ». *Cultures & Conflits (L'International sans territoire)*, Paris, Harmattan, no. 21-22, printemps-été, 1997, p. 397-418.
- Booth, Ken. « Security and Emancipation ». *Review of International Studies*, vol. 17, no. 4. 1991, p. 313-326.
- . « Human Wrongs and International Relations ». *International Affairs*, vol. 77, no. 1, 1995, p. 103-126.
- . « Security and Self: Reflections of a Fallen Realist ». In *Critical Security Studies*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 83-119. Minneapolis: Borderlines, University of Minnesota Press, 1997.
- et Peter Vale. 1997. « Critical Security Studies and Regional Insecurity : The case of Southern Africa ». In *Critical Security Studies*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 329-358. Minneapolis: Borderlines, University of Minnesota Press, 1997.
- Buzan, Barry. *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in Post-Cold War Era*. Boulder: Lynne Rienner ; Hemel Hempstead : Harvester Wheatsheaf, 2^e édition, (1983) 1991.
- . « Security, the State, the New World Order ». In *On Security*, sous la dir. de Ronnie Lipschutz, p. 187-211. New York: Columbia University Press, 1995.
- , Ole Waever et Jaap de Wilde. *Security A New Framework For Analysis*. Londres : Lynne Rienner Publishers, Boulder, 1998.
- . « Rethinking Security After the Cold War ». *Cooperation and Conflict, Nordic Journal of International Studies*, vol. 32, no. 1, 1997, p. 5-28.
- Cassirer, Ernst. *Le mythe de l'État*. Coll. Bibliothèque de philosophie. Paris: Gallimard, 1993.
- Ceyhan, Ayse. « Analyser la Sécurité : Dillon, Waever, Williams et les autres ». *Cultures & Conflits (Sécurité et Immigration)*, Paris, Harmattan, no. 31-32, automne-hiver, 1998, p. 39-66.

- Cerny, Philip. « Neomedievalism, Civil War and the New Security Dilemma : Globalisation as Durable Disorder ». *Civil Wars*, vol. 1, no. 1, 1998, p. 36-64.
- Cox, Robert. « Social Forces, States, and World Orders: Beyond International Relations Theory ». In *Approaches to World Order*, sous la dir. de Robert Cox et Timothy J. Sinclair, p. 85-123. CSIR. Grande-Bretagne: Cambridge University Press, (1981) 1996.
- . « Gramsci, Hegemony and International Relations ». In *Gramsci Historical Materialism and International Relations*, sous la dir. de S. Gill, p. 49-66. Cambridge & New York: Cambridge University Press, 1993.
- . « Gramsci, Hegemony, and International Relations : An Essay in Method ». In *Approaches to World Order*, sous la dir. de Robert Cox et Timothy J. Sinclair, p. 124-143. CSIR. Grande-Bretagne: Cambridge University Press, (1983) 1996.
- . « Production and Security ». In *Approaches to World Order*, sous la dir. de Robert Cox et Timothy J. Sinclair, p. 276-295. CSIR. Grande-Bretagne: Cambridge University Press, (1993) 1996.
- . « Territoire et interdépendance ». *Cultures & Conflits (L'International sans territoire)*, Paris, Harmattan, no. 21-22, printemps-été, 1996, p. 241-247.
- Crawford, Neta C. « Once and Future Security Studies ». *Security Studies*, vol. 1, no. 2, 1991, p. 283-316.
- Crocker, Chester A., Fen Osler Hampson et Pamela Aall (dir. publ.). *Managing Global Chaos*. Washington : United States of Peace Press, 1996.
- Dalby, Simon. «Contesting an Essential Concept : Reading the Dilemmas in Contemporary Security Discourse ». In *Critical Security Studies*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 3-32. Minneapolis: Borderlines, University of Minnesota Press, 1997.
- Dorff, Robert H. « A Commentary on *Security Studies for the 1990s* as a Model Core Curriculum ». *International Studies Notes*, vol. 19, 1994, p. 23-31.

- Dunne, Timothy. « Realism ». In *The Globalization of World Politics : An Introduction to International Relations*, sous la dir. de John Baylis et Steve Smith, p. 109-124. Oxford : Oxford University Press, 1997.
- Ertman, Thomas. *Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Medieval and Early Modern Europe*. Cambridge University Press, 1993.
- Fierke, Karin M. « Changing Worlds of Security ». In *Critical Security Studies*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 223-255. Minneapolis: Borderlines, University of Minnesota Press, 1997.
- Gervais, Myriam et Stéphane Roussel. « De la sécurité de l'État à celle de l'individu: l'évolution du concept de sécurité au Canada (1990-1996) ». *Études internationales*, vol. XXIX, no. 1, mars 1998, p. 25-51.
- Gholz, Eugene, Daryl Press et Harvey Sapolsky. « Come Home America: The Strategy of Restraint in the Face of Temptation ». *International Security*, vol. 21, no. 4, printemps 1997, p. 5-48.
- Gill, Stephan (dir. publ.). « Gramsci and Global Politics: Toward a Post-Hegemonic Research Agenda ». In *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*. Cambridge & New York : Cambridge University Press, 1993, p. 1-18.
- Gilpin, Robert. *War and Change in World Politics*. Cambridge, New York : Cambridge University Press, 1981.
- Grant, Rebecca. « The Quagmire of Gender and International Security ». In *Gendered States: Feminist (Re)Visions of International Relations Theory*, sous la dir. de V. Spike Peterson, p. 83-97. Londres: Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1992.
- Gray, Collin. *Villains, Victims and Sheriffs: Security Studies and Security for an Inter-War Period*. Hull: University of Hull Press, 1995.
- Haftendorn, Helga. « The Security Puzzle: Theory-Building and Discipline-Building in International Security ». *International Security Quarterly*, vol. 35, 1991, p. 3-17
- Hobbes, Thomas. *Léviathan : traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, présenté par François Tricaud. Coll. « Philosophie politique ». Paris, Éditions Sirey, 1971.

- Hollis, Martin et Steve Smith. « Introduction : Two Traditions ». In *Explaining and Understanding International Relations*. Oxford : Clarendon Press, 1990, p. 1-91.
- Homer-Dixon, Thomas F. « Environmental Scarcities and Violent Conflict ». *International Security*, vol. 19, no. 1, 1994, p. 5-40.
- Hopf, Ted. « The Promise of Constructivism in International Relations Theory ». *International Security*, vol. 23, no. 1, été 1998, p. 171-200.
- Horkheimer, Max. *Théorie Critique : Essais*, présenté par Luc Ferry et Alain Renaut. Coll. « Critique de la politique ». Paris : Éditions Payot, 1978.
- Huysmans, Jef. « Security ! What Do You Mean ? From Concept to Thick Signifier ». *European Journal of International Relations*, London, vol. 4, no. 2, 1998, p. 226-255.
- 1995. « Dire et écrire la sécurité », *Cultures & Conflits (Sécurité et immigration)*, Paris, Harmattan, no. 19-20, automne-hiver, 1995, 177-202.
- Katzenstein, Peter J. (dir. publ.) *The Culture of National Security: Norms & Identity in World Politics*. New York: Columbia University Press, 1996.
- Kennedy, Paul. *Naissance et déclin des grandes puissances: transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*. Paris: Payot, 1989.
- Keenes, Ernie, Jean-François Rioux et Gregg Légaré. «Le néo-réalisme ou la reformulation du paradigme hégémonique en Relations internationales». *Études internationales*, vol. XIX, no. 1, mars 1988.
- Keohane, Robert. « International Institutions: Two Approaches ». *International Studies Quarterly*, vol. 32, no. 4, décembre, 1988, p. 379-396.
- Klare, Michael T. « Redefining Security: The New Global Schisms ». *Current History*, vol. 95, no. 604, novembre, 1996, p. 353-358.
- Klein, Bradley S. *Strategic Studies and World Order; The Global Politics of Deterrence*. CSIR. Grande-Bretagne: Cambridge University Press, 1994.
- Kolodziej, Edward A. « Renaissance in Security Studies? Caveat Lector! ». *International Studies Quarterly*, no. 36, 1992, p. 421-438.

- Krause, Keith. « Critical Theory and Security Studies : The Research Programme of Critical Security Studies ». *Cooperation and Conflict*, vol. 33, no. 3, septembre, 1998, p. 298-333.
- & Williams, Michael C. « Broadening the Agenda of Security Studies: Politics and Methods ». *Mershon International Studies Review*, no. 40, 1996, p. 229-254.
- (dir. publ.). « Preface: Toward Critical Security Studies ». In *Critical Security Studies*, p. vii-xxiii. Minneapolis: Borderlines, University of Minnesota Press, 1997.
- (dir. publ.). « From Strategy to Security: Foundations of Critical Security Studies ». In *Critical Security Studies*, p. 33-60. Minneapolis: Borderlines, University of Minnesota Press, 1997.
- Kubalkova, Vendulka. « The Twenty Years' Catharsis : E.H. Carr and IR ». In *International Relations in a Constructed World*, Kubalkova, Vendulka, Nicolas Onuf et Paul Kowert (dir.), p. 25-57. New York et Londres, M.E.Sharpe ; Armark, 1998.
- Lasswell, Harold D. et Abraham Kaplan. *Power and Society: A Framework for Political Inquiry*, New Haven, CT, 1950.
- Latham, Robert. « Getting Out From Under: Rethinking Security Beyond Liberalism and the Levels-of-Analysis Problem ». *Millennium*, vol. 25, no. 1, 1996, p. 77-108.
- Linklater, Andrew. « The Achievements of Critical Theory ». *International Theory: Positivism and Beyond*, sous la dir. de S. Smith, K. Booth, M. Zalewski, p. 279-297. Londres: C.U.P.,1996.
- Lipschutz, Ronnie D. (dir. publ.). *On Security*. New York: Columbia University Press, 1995.
- Matthews, Jessica Tuchman. « Redefining Security ». *Foreign Affairs*, vol. 68, no.2, 1989, p.162-177.
- Makinda, Samuel M. « Sovereignty and Global Security ». *Security Dialogue*, vol. 29, no. 3, septembre, 1998, p. 281-292.
- McSweeney, Bill. « Buzan and the Copenhagen School ». *Review of International Studies*, vol. 22, no. 1, 1996, p. 81-93.

- Mearsheimer, John. « The False Promise of International Institutions ». *International Security*, vol. 19, no. 3, 1994/1995, p. 5-49.
- Moreau Desfarges, Philippe. *Un monde d'ingérences*. Coll. « Bibliothèque du citoyen ». Paris : Presses de Sciences Po., 1997.
- « More Buck for the Bang? ». *Foreign Policy*, no. 109, hiver 1997-1998.
- Morgenthau, Hans. *Politics Among Nations*. New York : Knopf, 1967.
- Nye, Joseph S. *Le leadership américain : quand les règles du jeu changent*. Nancy : les Presses universitaires de Nancy, 1992.
- et S. Lynn-Jones. « International Security Studies : A Report of A Conference on the State of the Field ». *International Security*, vol. 12, 1988, p. 5-27.
- Neufeld, Mark. « Reflexivity and International Relations Theory ». *Millennium*, vol. 2, no. 1, 1993, pp. 53-76.
- Peterson, V. Spike (dir. publ.). « Introduction ». In *Gendered States: Feminist (Re)Visions of International Relations Theory*, p. 1-29. Londres: Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1992.
- (dir. publ.). « Security and Sovereign States: What Is at Stake in Taking Feminism Seriously? ». In *Gendered States: Feminist (Re)Visions of International Relations Theory*, p. 31-63. Londres: Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1992.
- Renner, Michael. « La notion de sécurité a évolué ». In *L'État de la planète 1997*. Paris : Économica, 1997, p. 169-193.
- Richard Wyn, Jones. « Message in a Bottle? Theory and Praxis in Critical Security Studies ». *Contemporary Security Policy*, vol. 16, no. 3, 1995, p.299-319.
- Roche, Jean-Jacques. « La sécurité en débat ». *Arès*, vol. XVI/2, janvier 1998, p. 113-122.
- Rothschild, Emma. « What is Security? ». *Daedalus*, vol.124, no. 3, 1995, p. 53-98.

- Rousseau, Jean-Jacques. *Œuvre complètes : Du contrat social, écrits politiques*, présenté par Bernard Gagnebin et Marcel Raymond. Coll. « Bibliothèque de la Pléiade ». Dijon : Éditions Gallimard, 1964.
- Sinclair, Timothy J. « Beyond International Relations Theory: Robert W. Cox and Approaches to World Order ». In *Approaches to World Order, Approaches to World Order*, sous la dir. de Robert Cox et Timothy J. Sinclair, p. 3-19. CSIR. Grande-Bretagne: Cambridge University Press, 1996.
- Thucydides. *History of the Pelopnesian War* présenté par W. Robert Connor. Coll. « Everyman Library ». Londres : J.M. Dent ; Vermont : Charles E. Tuttle, 1993.
- Toulmin, S. *Cosmopolis: the Hidden Agenda of Modernity*. New York : Free Press, 1990.
- Vickers, Rhiannon, « From Strategic Studies to Critical Security Studies: Critique and Counter-Critique ». Paper presented at the International Studies Association Annual Convention, Minneapolis, Minnesota, March 17th - 21st, 1998, p. 1-8.
- Walker, R.B.J. « Gender and Critique in the Theory of International Relations ». In *Gendered States: Feminist (Re)Visions of International Relations Theory*, sous la dir. de V. Spike Peterson, p. 179-202. Londres: Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1992.
- « The Subject of Security ». In *Critical Security Studies*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 61-82. Minneapolis: Borderlines, University of Minnesota Press, 1997.
- Walt, Stephen M. *The Origins of Alliances*, Ithaca: Cornell University Press, 1987.
- « The Renaissance of Security Studies ». *International Studies Quarterly*, no. 35, 1991, p. 211-239.
- Waltz, Kenneth. *Theory of International Politics*. États-Unis: Addison-Wesley Publishing Co, 1979.
- Waltz, Kenneth. « The Emerging Structure of International Politics ». *International Security*, vol. 18, no. 2, automne, 1993, p. 44-79.

Weaver, Ole. « Securization and Desecurization ». In *On Security*, sous la dir. de Ronnie Lipschutz, p. 46-86. New York: Colombia University Press, 1995.

Weber, Max. *Le savant et le politique*. Coll. 10/18. Paris: Librairie Plon, Éditeur Christian Bourgeois, (1919) 1963.

------. *Économie et société: les catégories de la sociologie*. Paris : Pocket, (1911-1913) 1995.

Wendt, Alexander. « Anarchy is What State's Make of It: The Social Construction of Power Politics ». *International Organization*, vol. 46, no. 2, 1992, p. 391-425.

------. « Collective Identity Formation and the International State ». *American Political Science Review*, vol. 8, no. 2, 1994, p. 384-395.

------. « Constructing International Politics ». *International Security*, vol. 20, no. 1, été 1995, p. 71-81.

Williams, Michael C. « Rousseau, Realism and Realpolitik ». *Millennium*, vol. 18, no. 2, été, 1989, p. 188-203.

------. « Hobbes and International Relations : A Reconsideration ». *International Organization*, vol. 50, no. 2, printemps, 1996, p. 213-236.

------. « The Institution of Security: Elements of a Theory of Security Organizations ». *Cooperation and Conflict; Nordict Journal of International Studies*, vol. 32, no. 3, 1997, p. 287-307.

------. « Identity and the Politics of Security ». *European Journal of International Relations*, vol. 4, no. 2, 1998, p. 204-225.

Wieviorka, Michel. « Le nouveau paradigme de la violence ». *Cultures & Conflits (Un nouveau paradigme de la violence ?)*, Paris, Harmattan, no. 29-30, printemps-été, 1998, p. 9- 56.

Publications gouvernementales :

Canada, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Avril 1999. *La sécurité humaine : La sécurité des individus dans un monde en*

mutation. Ottawa: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreignp/HumanSecurity/menu-f.htm>

Canada, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. 20 mai 1999. *Une perspective sur la sécurité humaine: Sommaire du Président*, présenté à Lysoen, Norvège à la réunion du « groupe des onze ». Ottawa: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreignp/HumanSecurity/menu-f.htm>

France, *Livre blanc sur la défense 1994*. Paris : 10/18.

Nations Unies, Conseil de sécurité, Boutros Boutros-Ghali. *Agenda pour la paix: la diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix*. New York: Nations Unies, Département de l'information, 1992, 57 p.

Article de journal:

« Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique », (Document des Nations unies), *Le Devoir*, 6 mai 1998, p. A6.